



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Mai 2021

ARABIE SAOUDITE

LE PARI SUR LA JEUNESSE DE MOHAMMED BIN SALMAN

Dr Fatiha Dazi-Héni

Chercheuse Golfe – Moyen-Orient à l'IRSEM



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ÉTUDE – n° 80



ARABIE SAOUDITE

LE PARI SUR LA JEUNESSE DE MOHAMMED BIN SALMAN

Dr Fatiha Dazi-Héni

Chercheuse Golfe – Moyen-Orient à l'IRSEM

Pour citer cette étude

Fatiha Dazi-Héni, *Arabie saoudite – Le pari sur la jeunesse de Mohammed Bin Salman*, Étude 80, IRSEM, mai 2021.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-155494-8

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

79. *L'Entrée en vigueur du TIAN : un tournant pour la campagne d'interdicton des armes nucléaires ?*
Tiphaine de CHAMPCHESEL
78. *Le Monument OPEX et la mémoire de la 4^e génération du feu*
Marie-Caroline VAUZANGES
77. *Balles perdues. Une introduction à la prévention et à la lutte contre les trafics d'armes classiques*
Édouard JOLLY, Lucile ROBIN, Alexis CARROUGET
76. *La Collecte de la mémoire combattante au sein des forces armées (États-Unis, France).*
Christophe LAFAYE
75. *Les Représentations géopolitiques du droit international dans les négociations internationales sur la sécurité et la stabilité du cyberspace / The geopolitical representations of international law in the international negotiations on the security and stability of cyberspace*
François DELERUE, Frédéric DOUZET, Aude GÉRY
74. *Réalités opérationnelles de l'environnement arctique. Approches transdisciplinaires et transsectorielles des impacts du changement climatique dans les sous-régions arctiques*
Magali VULLIERME (dir.)
73. *La Diplomatie des garde-côtes en Asie du Sud-Est*
Benoît de TRÉGLODÉ et Éric FRÉCON (dir.)
72. *La Criticité des matières premières stratégiques pour l'industrie de défense*
Raphaël DANINO-PERRAUD
71. *Le Sri Lanka, l'Inde et le Pakistan face à la Belt and Road Initiative chinoise*
Raphaëlle KHAN

ÉQUIPE

Directeur

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

Directeur scientifique

Jean-Vincent HOLEINDRE

Secrétaire général

CRG1 (2S) Étienne VUILLERMET

Chef du soutien à la recherche

Caroline VERSTAPPEN

Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

© 2021 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

Créé en 2009, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est un organisme extérieur de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, sa mission principale est de renforcer la recherche française sur les questions de défense et de sécurité.

L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Espace euratlantique – Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.

- Le domaine Afrique – Asie – Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.

- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du

personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et menaces hybrides mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIE

Chercheuse en science politique, diplômée d'un doctorat de l'IEP de Paris, spécialiste des monarchies de la péninsule Arabique et du golfe Persique à l'IRSEM (Institut d'études stratégiques de l'École militaire), Fatiha Dazi-Héni est chargée de cours à Sciences Po Lille où elle enseigne l'histoire et les évolutions socio-politiques en péninsule Arabique. Elle travaille sur les questions États et Sociétés en péninsule Arabique et sur les questions sécuritaires et stratégiques de la région péninsule Arabique - Golfe - Moyen-Orient.

Contact : fatiha.dazi-heni@irsem.fr

SOMMAIRE

RÉSUMÉ.....	11
INTRODUCTION.....	13
Genèse des études sur la jeunesse arabe.....	15
Quelle est la place de la jeunesse saoudienne dans la société ?	17
Structure de l'étude	21
Méthodologie.....	23
I. LA JEUNESSE SAOUDIENNE ET LA « VISION 2030 »	27
Représentation de la jeunesse dans la société saoudienne.....	27
L'échantillon des jeunes Riyadotes, reflet de la politique d'urbanisation de Riyad	30
La « vision 2030 » du prince	41
La « vision 2030 » vue par les Riyadotes	44
Une perception plus mitigée dans les périphéries.....	49
<i>L'opposition au projet Neom</i>	50
<i>À l'est : entre adhésion et suspicion</i>	52
II. LA JEUNESSE : CIBLE DE LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION ET DE LÉGITIMATION DE MBS.....	55
L'émergence d'une identité de génération	58
La captation des milléniaux par les réseaux sociaux.....	61
Un nouveau contrat social	66
L'échec de la « saoudisation » des emplois du secteur privé	73
Nouvelle stratégie de valorisation des jeunes sur le marché du travail	78
III. PERCEPTION DU LEADERSHIP DU PRINCE	83
L'opération Ritz-Carlton vue par les jeunes Riyadotes.....	86
Le leadership de MBS et sa « vision 2030 » vus par des seniors	91
Un leadership marqué par la loyauté envers le prince.....	92
Les limites de la gouvernance de la « vision 2030 ».....	98
L'impact de l'affaire Khashoggi sur le leadership de MBS.....	101
Le narratif nationaliste au secours du prince	103
CONCLUSION.....	109
BIBLIOGRAPHIE.....	115

RÉSUMÉ

Après l'urbanisation à marche forcée entamée dans les années 1960 en Arabie saoudite, c'est aujourd'hui l'ampleur prise par les réseaux sociaux qui transforme significativement les rapports entre l'État et la société mais aussi les relations intrafamiliales. Les jeunes Saoudiens connaissent les mêmes problèmes de chômage de masse et le même désir d'émancipation que leurs coreligionnaires qui se sont mobilisés dans les années 2010 lors des « Printemps arabes ». Cette situation crée plus de tensions dans le royaume que dans les années 2000 où le prix du baril de pétrole tournait autour de 100 dollars contre 45 dollars depuis la fin 2014. Le royaume, dont le budget dépend à 80 % des revenus des hydrocarbures, n'a plus les moyens d'assumer les largesses d'un État-providence.

Depuis 2017 et la désignation de Mohammed Bin Salman (MBS) comme héritier du trône, l'Arabie saoudite expérimente une dynamique de télescopage générationnel inédite. Ce prince trentenaire a entrepris de réformer l'appareil bureaucratique, économique et éducatif, afin de transformer structurellement la société. Sa « vision 2030 », pilier de son programme de réformes, s'adresse essentiellement à la jeunesse qui constitue le socle démographique le plus important du pays - 60 % des 21 millions de nationaux ont moins de 30 ans. Grâce au Fonds public d'investissement (PIF), destiné à diversifier les sources de revenus de l'État, MBS a un accès direct aux ressources financières publiques pour créer des secteurs d'activités et inciter les jeunes à travailler dans le secteur privé.

Comme dans les sociétés occidentales, la révolution numérique est dans les sociétés du Golfe un marqueur générationnel. Parfaitement à l'aise avec cette nouvelle donne, le prince a compris que l'addiction des jeunes aux nouvelles technologies et aux réseaux sociaux lui permettrait de se différencier de ses aînés et de gagner le pari de la digitalisation de l'économie. S'affirmant comme le plus à même au sein de sa famille d'incarner les aspirations de la jeunesse, MBS utilise un mode de communication

direct et décontracté, à l'opposé de l'attitude convenue des princes de son rang, qui séduit notamment les jeunes Riyadotes, objet de cette étude. Son approche populiste et l'usage des techniques de communication par le biais des plateformes des réseaux sociaux et du *gaming* sont destinés à attirer les milléniaux et les plus jeunes adolescents dans la perspective de faire de cette génération sur le long terme son plus loyal soutien.

Ainsi, en s'imposant comme le nouveau centre de gravité du pouvoir, le prince inaugure un nouveau modèle de gouvernance. Contesté par une partie de ses pairs, il élabore une stratégie de communication qui cible la jeunesse pour en faire le socle de sa légitimité « populaire ». Provoquant un choc culturel et identitaire, il opère une rupture générationnelle au sein de la société. En outre, il présente la « vision 2030 » comme un outil pour forger les fondements d'une « nouvelle Arabie » et mobilise un narratif nationaliste exacerbé qui rencontre un écho favorable auprès des jeunes, consolidant ainsi son pouvoir.

Si l'extrême détermination du prince à transformer le royaume et la société fait la quasi-unanimité chez les jeunes comme chez les seniors interviewés pour cette étude, en revanche, ces derniers s'interrogent davantage sur l'absence de contrôle des nouvelles autorités de régulation et sur l'attribution des postes clés des nouvelles autorités publiques de la « vision 2030 » aux proches du prince. La centralisation des marchés publics et des investissements extérieurs par le PIF sur lequel ne s'exerce aucun contrôle public pose avec acuité la question de sa gouvernance.

Si le prince incarne légitimement aux yeux des jeunes Riyadotes le besoin de changement, les nombreuses inégalités y compris générationnelles qui se creusent dans le territoire risquent de fragiliser son projet de construire une nation saoudienne soudée.

INTRODUCTION

La jeunesse arabe a fait l'objet de peu d'études dans les sciences sociales en langue française. Mounia Bennani-Chraïbi, dans un livre précurseur¹, étudie la jeunesse urbaine marocaine scolarisée du début des années 1990 dans un pays « qui a plus changé en une décennie qu'en un siècle² ». L'auteur cerne les comportements et représentations de ces jeunes tout en observant qu'ils ne remettent pas en cause automatiquement le fonctionnement du système mais qu'ils cherchent avant tout à en bénéficier. Ces jeunes urbains scolarisés qui se considèrent comme des « ayants droit » aspirent naturellement à une mobilité sociale dans un contexte où le marché de l'emploi est restreint.

Deux décennies plus tard, le monde arabe assiste à la révolte de sa jeunesse lors des « printemps arabes ». Partie le 17 décembre 2010 de Sidi Bouzid, un gouvernorat rural et pauvre du centre de la Tunisie, avec l'immolation de Mohammed Bouazizi, un jeune marchand itinérant, la contestation se répand vite jusqu'à la capitale, Tunis. Le mouvement contestataire se propage ensuite en Égypte et partout dans le monde arabe. Des jeunes peu scolarisés ou très diplômés, tous confrontés au chômage de masse et à un avenir sans perspective, descendent dans la rue pour manifester leur colère et leur mal-vivre.

La révolution des réseaux sociaux éclate au même moment. La jeunesse s'en empare lors des « printemps arabes³ » et s'impose comme le nouveau catalyseur central entre l'État et la société dans le monde arabe. Même si les jeunes Saoudiens ne se sont pas soulevés collectivement contre leurs dirigeants et le système comme leurs coreligionnaires tunisiens, égyptiens,

1. Mounia Bennani-Chraïbi, *Soumis et rebelles, les jeunes au Maroc*, Paris, CNRS Éditions, 1994.

2. Citation tirée de la préface de Rémy Leveau dans Mounia Bennani-Chraïbi, *Soumis et rebelles, op. cit.*, p. 9-11.

3. Eberhard Kienle, Laurence Louër (dir.), « Comprendre les enjeux économiques et sociaux des soulèvements arabes », *Critique internationale*, n° 61, 2013/4, Presses de Sciences Po, p. 11-17.

libyens, syriens, yéménites ou même bahreïniens, ils investissent en masse les réseaux sociaux comme moyen privilégié de faire passer des messages et de s'informer.

Il convient de préciser le concept de « jeunesse ». Sa définition sociologique élaborée dans l'aire occidentale a varié compte tenu de l'allongement des études supérieures et de la difficulté des jeunes diplômés à trouver un emploi stable et ainsi à s'assumer financièrement. La dépendance des jeunes vis-à-vis de leur famille se prolonge souvent jusqu'à l'âge de 29/30 ans⁴ à l'image des jeunes arabes urbanisées. La réalité sociologique de la jeunesse, décrite par Olivier Galland dans ses travaux, s'applique ainsi au monde urbain arabe et même au contexte saoudien d'aujourd'hui.

La société patriarcale saoudienne, principalement structurée autour du socle de la famille et de l'appartenance tribale, connaît un processus massif d'urbanisation à partir des années 1960. L'aménagement du territoire et le mode de vie urbanisé bouleversent en profondeur l'organisation sociale du pays. Après cette urbanisation à marche forcée avec, aujourd'hui, 87 % de citadins en Arabie saoudite⁵, c'est l'ampleur prise par les réseaux sociaux qui transforme les rapports entre l'État et la société, ainsi que les relations au sein de la famille. Les jeunes Saoudiens font face aux mêmes problèmes de chômage de masse et au même désir de s'émanciper de la tutelle familiale que leurs coreligionnaires arabes qui se sont massivement mobilisés au cours des années 2010. Cette réalité crée aujourd'hui plus de tensions que dans les années 2000, époque où le prix du pétrole se situait autour de 100 dollars alors que depuis 2014, il a baissé de moitié. L'État saoudien qui dépend en moyenne de 80 % des revenus issus de ses ressources en hydrocarbures, n'a plus les moyens d'assumer les largesses d'un État-providence.

4. Olivier Galland, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, collection U, 6^e éd., 2017.

5. Cette moyenne est supérieure à celle des pays de l'Europe occidentale. Voir *General Authority for Statistics, Demographic Survey 2017, Saudi Arabia*.

Je propose d'analyser dans cette étude la manière dont le prince Mohammed Bin Salman (MBS) – fils préféré du roi Salman et désigné dauphin, le 22 juin 2017, deux ans après l'accession de son père au trône –, met la jeunesse saoudienne au cœur de son programme de transformation économique et sociale : la « vision 2030 ». À défaut de bénéficier du soutien de sa famille (hormis celui de son père qui lui confère une partie de sa légitimité), le prince se saisit de l'enthousiasme qu'il suscite chez les jeunes urbains pour amorcer la dynamique de consolidation de son pouvoir, en élaborant une stratégie destinée à ce nouveau public. Au sein de la monarchie saoudienne, le mode traditionnel de désignation du dauphin passe par le consensus familial. Celui-ci lui faisant défaut, le prince choisit d'en inventer un autre, en s'appuyant sur le socle majoritaire de la population, la jeunesse, laquelle adhère rapidement aux changements qu'il propose. En prétendant incarner les aspirations de la jeunesse, MBS pose les jalons d'une nouvelle stratégie de pouvoir à la tête de la monarchie que j'étudie ici parallèlement aux perceptions et attentes d'une partie de la jeunesse urbaine saoudienne, les jeunes Riyadotes.

GENÈSE DES ÉTUDES SUR LA JEUNESSE ARABE

Dans le monde arabe, la population est estimée en 2019 à 409,5 millions dont 60 % ont moins de 30 ans⁶. Cette proportion est précisément le reflet de la démographie saoudienne avec près de 60 % de moins de 30 ans sur 21 millions de nationaux et une population totale de 32,9 millions (tableaux 1 et 2, p. 28 et 40).

Depuis plusieurs décennies, la jeunesse arabe fait face à des régimes dirigés par des autocrates qui ne lui prêtent pas attention. Elle tente ainsi d'inverser la tendance en déclenchant des mobilisations populaires qui, toutes, se caractérisent par l'absence délibérée de leaders, trait marquant des « printemps

6. Human Development Indices and Indicators, 2018 statistical update, http://hdr.undp.org/sites/default/files/2018_human_development_statistical_update.pdf [consulté le 25 septembre 2020].

arabes »⁷. Ces mobilisations débutent en Tunisie en décembre 2010, puis se poursuivent en Égypte, et par effet de contagion, atteignent les monarchies de Bahreïn, et dans une moindre mesure, d'Oman, mais surtout la Libye, la Syrie et le Yémen⁸, où elles se transforment en guerres civiles et régionales. Les sursauts que connaissent l'Algérie avec le *hirak* et le Liban au cours de l'année 2019 prolongent ces contestations populaires, avant que la crise sanitaire de la Covid-19, apparue au début de l'année 2020, n'interrompe la dynamique. La jeunesse s'impose ainsi dans le monde arabe comme une force en mesure de provoquer des changements sociaux⁹. Elle se montre capable d'exercer, par l'ampleur que prennent ces mobilisations relayées sur les réseaux sociaux partout dans le monde, une pression sans précédent sur les structures traditionnelles de pouvoir.

L'Arabie saoudite n'a pas connu de mobilisations similaires à celles de ses proches voisins en péninsule Arabique, le Yémen, Bahreïn et dans une moindre mesure, Oman. Néanmoins, loin d'échapper à la révolution des réseaux sociaux, le royaume se place en tête des pays utilisateurs des différentes plateformes (YouTube, WhatsApp, TikTok, Twitter, Instagram, Snapchat...) par habitant dans le monde.

En Arabie saoudite, c'est une dynamique de télescopage générationnelle entre le bas¹⁰ et le haut qui donne le tempo des changements. MBS, tout juste trentenaire, comprend qu'en incarnant les aspirations des jeunes à un changement de société, il sera

7. Michaël Béchir Ayari, Vincent Geisser, *Renaissances arabes. 7 questions clés sur des révolutions en marche*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2011.

8. L'Irak ne fait pas exception mais le cercle vicieux des violences politiques remonte à l'invasion américaine du pays en mars 2003, et avant cela aux sanctions imposées à ce pays depuis la guerre du Golfe déclenchée en janvier 1991, à la suite de l'invasion du Koweït par l'armée de Saddam Hussein, le 2 août 1990.

9. Youssef Courbage, « Le temps de la jeunesse arabe », *Le Monde diplomatique*, juin 2011.

10. Pour l'invention du concept politique par le bas, voir les travaux sur l'Afrique noire de son concepteur Jean-François Bayart et plus particulièrement : Jean-François Bayart, Achille Mbembe, Comi Toulabor, *La politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, nouvelle édition augmentée, 2008.

en mesure d'engager une dynamique nouvelle irréversible. La décennie 2010 est celle des réseaux sociaux et dans le contexte de ces mobilisations, elle reflète un foisonnement de l'expression innovante de mouvements de jeunes, comme l'évoque le livre dédié aux jeunes arabes dirigé par Laurent Bonnefoy et Myriam Catusse¹¹.

QUELLE EST LA PLACE DE LA JEUNESSE SAOUDIENNE DANS LA SOCIÉTÉ ?

MBS a 31 ans lorsque, en avril 2016, il présente la « vision 2030 » aux Saoudiens avec, comme pilier pour sa réalisation, la réforme de l'appareil bureaucratique. L'éducation et la diversification économique sont les cibles prioritaires pour engager les changements. L'outil stratégique pivot est le fonds souverain PIF (Public Investment Fund) destiné à diversifier les sources de revenus de l'État, en servant de fonds de stabilisation et de développement. L'ambition est d'en faire le plus important fonds souverain du monde avec la gestion d'actifs financiers d'une valeur de 2 000 milliards de dollars en 2030. Ce capital servirait à amortir le budget de l'État contre la volatilité des prix du marché pétrolier, à financer des mégaprojets : Neom, Qidiyya, Red Sea Projects, Amlaj... dans le secteur du tourisme et des divertissements¹², à construire une industrie de défense, la SAMI (Saudi Arabia Military Industry)¹³, à attirer les investissements directs étrangers (IDE) et le savoir-faire extérieur afin de faciliter le transfert des technologies dans le royaume.

Le prince utilise ce fonds qui lui donne un accès direct aux ressources financières publiques pour créer des secteurs d'activités et inciter les jeunes à travailler dans le secteur privé (voir 2^e partie).

11. Laurent Bonnefoy, Myriam Catusse, *Jeunes arabes. Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques*, Paris, La Découverte, 2013.

12. « [Saudi Arabia eyes billions of dollars in entertainment investments](#) », Reuters, 22 janvier 2019,

13. Avec 69,4 milliards de dollars de dépenses militaires en 2017, le royaume figure au 3^e rang mondial : http://www.sipri.org/sites/default/files/2018-04/sipri_fs_1805_milex_2017.pdf [consulté le 25 décembre 2020].

Il se présente comme la figure de la famille royale la mieux placée pour transformer le pays et, en s'attirant la sympathie des jeunes, il scelle son destin politique à ce nouveau contrat. Jusqu'à son ascension au sommet du pouvoir, la jeunesse saoudienne était la grande oubliée des pouvoirs publics. Elle ne constituait pas pour les dirigeants précédents, tous âgés, un public pertinent à part entière mais une simple catégorie indissociable de la famille. Le roi Abdallah a néanmoins engagé sous son règne (2005-2015) un programme très ambitieux, destiné à perfectionner la formation et l'éducation supérieure de près de 200 000 boursiers saoudiens dans les grandes universités occidentales (essentiellement en Amérique du Nord et au Royaume-Uni).

Le prince choisit d'annoncer les grandes lignes de sa « vision 2030 » via un média étranger¹⁴. Le cabinet anglo-saxon McKinsey¹⁵, à l'origine de nombreux autres plans de réformes aux Émirats arabes unis (EAU), au Qatar, à Bahreïn ou même en Malaisie, a élaboré le projet de transformation en fonction de 96 objectifs stratégiques structurés autour de 13 programmes (Vision Realization Programs). L'influence des cabinets de consultants anglo-saxons, et plus particulièrement américains, remontent à l'époque où se tissaient des liens étroits entre le jeune royaume d'Arabie saoudite et Aramco, ou plutôt son ancêtre Socal (1933) devenu Casoc en 1936¹⁶. Dans son sillage, des cabinets de consul-

14. Interview du prince, *The Economist*, 6 janvier 2016. Il y dévoile les grandes lignes de la « vision 2030 ». Pour une transcription intégrale de l'interview : <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2016/01/06/transcript-interview-with-muhammad-bin-salman>.

15. McKinsey Global Institute, centre de recherche appartenant à la société McKinsey, a réalisé un audit sur les conséquences de l'effondrement des cours pétroliers sur l'économie saoudienne et fait des recommandations sur la nécessité de procéder à des réformes structurelles pour réduire la dépendance de l'État envers les revenus pétroliers (Gassan Al-Kibsi, Jonathan Woetzel, Tom Isherwood, Jawad Khan, Jan Mischke, Hassan Noura, *Moving Saudi Arabia's Economy Beyond Oil*, McKinsey Global Institute, décembre 2015, <https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/moving-saudi-arabias-economy-beyond-oil>).

16. Pour un historique de la relation de l'État saoudien avec Aramco, voir Fatima Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, Paris, Tallandier, coll. Texto, 2^e éd. réactualisée, 2020, Questions 9 et 11, p. 51-44.

tance liés à l'industrie de défense américaine, Booz Allen, PWC ainsi que des groupes spécialisés dans le conseil en stratégie de management, tel Boston Consulting Group, ont conseillé les leaders saoudiens comme McKinsey le fait aujourd'hui avec la « vision 2030 ». Le prince s'adresse aux Saoudiens quatre mois plus tard sur la chaîne al-'Arabiyya, en avril 2016¹⁷, et présente en détail les trois séquences des plans quinquennaux de transformation nationale de la « vision 2030 ».

Le prince présente la « vision 2030 » comme l'outil destiné à promouvoir un nouveau « contrat social » et l'enrichit d'un récit national inédit destiné à forger les fondements de la nation saoudienne, soit la « nouvelle Arabie saoudite ». D'autres désignent l'entreprise comme constituant les jalons du 4^e État Al Saoud¹⁸.

Cette étude sur la jeunesse riyadote met l'accent sur l'accroissement de la concentration du pouvoir autour du prince et de sa plus forte centralisation depuis le lancement de la « vision 2030 » à partir de la capitale. Les Riyadotes l'accueillent avec enthousiasme car les projets et les opportunités s'y concentrent davantage que dans les villes secondaires périphériques (voir carte 1, p. 25). L'ouvrage de Mark C. Thompson¹⁹, qui porte sur un vaste échantillon d'étudiants répartis sur l'ensemble du territoire, montre bien comment la « vision 2030 » contribue à renforcer les inégalités sociales entre les différentes provinces favorisées ou non par les projets qu'elle promet. À ces inégalités s'ajoutent parfois l'incompréhension et le mauvais accueil de projets de modernisation qui bouleversent les modes de vie, notamment

17. Pour une transcription intégrale de l'interview : <https://english.alarabiya.net/en/media/inside-the-newsroom/2016/04/25/Full-Transcript-of-Prince-Mohammed-bin-Salman-s-Al-Arabiya-interview>.

18. Plusieurs intellectuels saoudiens ont évoqué, lors de nos échanges au cours de ces quatre dernières années, une réforme structurelle de l'État, de l'économie et de la société qui s'apparente à la construction des fondements du 4^e État Al Saoud.

19. Mark C. Thompson, *Being Young, Male and Saudi. Identity and Politics in a Globalized Kingdom*, Cambridge, CUB, 2019. Voir ma recension de l'ouvrage dans la [Lettre de l'IRSEM](#) de septembre 2020. Cet ouvrage exhaustif est consacré aux perceptions des transformations sociales, identitaires et politiques de la jeunesse masculine saoudienne entre les années 2013 et 2019.

dans les périphéries rurales, marquant ainsi des différences identitaires plus fortes entre le centre et les périphéries.

La population saoudienne est inégalement répartie dans les treize régions qui composent le territoire et qui présentent des caractéristiques culturelles, démographiques et socio-économiques très diversifiées. L'essentiel de la population se concentre dans les grandes conurbations des trois provinces les plus peuplées : Riyad, La Mecque et la province orientale, ash-Sharqiya (tableau 2, p. 40).

En Arabie saoudite, la problématique des défis qu'affrontent les nouvelles générations, est d'abord diffusée en Occident par les travaux pionniers de l'anthropologue saoudienne Mai Yamani, en 2000²⁰. À partir des années 2005, et plus encore avec l'explosion des réseaux sociaux à la fin de la décennie, le règne du souverain Abdallah entrouvre la voie à une expression plurielle. Des témoignages de vie de jeunes, et notamment des récits de femmes, par le biais de blogs et de livres, inondent la littérature populaire saoudienne, mais restent inconnus à l'étranger²¹.

Outre l'apport de Mark C. Thompson, l'ouvrage de Pascal Ménoret sur la jeunesse urbaine riyadote marginalisée²² des années 2000, livre une description très riche de la sociologie urbaine de la capitale ainsi qu'une analyse détaillée de cette jeunesse désabusée par la forte corruption qu'exerce l'élite princière sur le marché foncier de la ville, générant ségrégation sociale et système de cooptation népotiste. En étudiant les rodéos urbains, l'auteur dépeint la marginalisation économique,

20. May Yamani, *Changed Identities. The Challenge of the New Generation in Saudi Arabia*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, Middle East Programme, 2000.

21. Extrait d'entretiens avec Salima al-Mouchi, Riyad, décembre 2017. Elle est l'auteur de plusieurs romans sur la culture, l'identité et la condition des femmes, dont *الحريم الثقافي بين الثابت والمتحول* (La culture au féminin : entre constance et changement), Jordanie, Dâr Nashr Ninû, 2011 et *نساء تحت العرش* (Femmes sous le trône), Jordanie, Dâr Nashr Ninû, 2012. Voir aussi l'ouvrage d'Amélie Le Renard sur la production féministe et la question des femmes en Arabie saoudite : *Femmes et espaces publics en Arabie saoudite*, Paris, Dalloz, 2011.

22. Pascal Ménoret, *Royaume d'asphalte. Jeunesse saoudienne en révolte*, Paris, La Découverte, 2016.

sociale et politique de jeunes issus des quartiers où les habitants disposent de revenus modestes : *hayy al-dakhl al-mahdûd* - حيّ الدخل المحدود. Ces jeunes adoptent des attitudes en réaction à la violence structurelle de l'État, marquée par la ségrégation sociale et spatiale, la répression policière mais aussi l'ennui. Riyad est décrite, non seulement comme le produit centralisé de l'État saoudien, dont l'actuel roi Salman a été le gouverneur pendant presque 50 ans, mais surtout comme une mégalopole mondialisée parmi d'autres, génératrice de marginalité sociale conduisant à de possibles révoltes urbaines.

Mes observations issues de quatre courtes enquêtes de terrain à Riyad sur la politique de modernisation initiée par l'héritier du trône, officiellement dans un style opposé à celui de sa famille, mais en réalité dans la continuité d'une politique ultra-centralisée, s'inscrivent dans le cadre des travaux de ces trois auteurs. Ma familiarité avec le terrain saoudien et notamment des centres urbains où je me rends régulièrement depuis le début des années 2000, en particulier Riyad et Djeddah, m'a permis de mesurer l'ampleur des changements sociétaux qu'a connus la société saoudienne depuis le lancement de la « vision 2030 », en 2016, sans toutefois pouvoir pleinement évaluer ses conséquences.

L'objectif de l'étude est de vérifier si la rupture générationnelle favorisée par le prince pour créer une identité de jeunes formatés aux valeurs de la « vision 2030 » est un marqueur fondamental de son leadership.

STRUCTURE DE L'ÉTUDE

Cette étude est structurée en trois parties. La première présente le poids démographique de la jeunesse (moins de 30 ans) dans le pays et analyse son profil. J'ai porté mon attention sur la jeunesse riyadote dont j'ai sélectionné un échantillon composé de 50 jeunes de moins de 30 ans pour réaliser mes enquêtes. Cette partie montre comment les jeunes Riyadotes accueillent la « vision 2030 ». Elle s'appuie aussi sur des enquêtes internationales et nationales fondées sur de multiples données

statistiques²³, de même que sur l'ouvrage de Mark Thompson. Elle permet de mieux appréhender les différentes perceptions de la « vision 2030 » dans l'ensemble du pays et de comparer son accueil entre le centre et les villes périphériques.

La deuxième partie examine la stratégie de communication du prince auprès des jeunes par le biais de sa fondation Misk et de la promotion de la « vision 2030 ». J'y analyse comment les réseaux sociaux servent au prince à provoquer une rupture identitaire générationnelle dans le pays. Il s'adresse prioritairement au public des milléniaux, en communiquant essentiellement via les plateformes des réseaux sociaux et par la diffusion de jeux électroniques interactifs. L'objectif est de transmettre les valeurs de référence de la « vision 2030 » qui favorisent une nouvelle dynamique moderne et mondialisée propre à la nouvelle Arabie promue par MBS, à travers une socialisation ludique.

Cette partie étudie, dans un second temps, la gestion par le prince de l'austérité afin de transformer le contrat social qui repose sur un système de redistribution hérité de l'âge d'or de l'État-providence saoudien. Cette ambition est au cœur des enjeux de la gouvernance de l'héritier du trône qui doit parvenir à convaincre la jeunesse d'assimiler une nouvelle culture du travail, en lui offrant en compensation loisirs et divertissements dans une société plus libéralisée. Il doit parallèlement gérer le

23. Le rapport du PNUD 2016, consacré à la jeunesse, *Arab Human Development Report 2016: Youth and the prospects for Human Development in a changing reality*, New York, UNDP. Les rapports des enquêtes conduites par l'Arab Youth Survey édités par Burson-Masteller 2018 et 2020, le rapport *key digital statistical indicators*, Hootsuite.com, janvier 2018, les statistiques et études démographiques de General Authority for Statistics, Saudi Arabia, 2017 et 2018, édités en ligne : <https://www.stats.gov.sa>, le rapport *Saudi youth in numbers. A report for International Youth Day 2020*, Statistical Analysis and decision Support Center, General Authority for Statistics, août 2020, le rapport de l'académie Misk (en arabe) *Rapport d'évaluation des besoins du marché du travail saoudien 2020/دراسة تقييم احتياجات سوق العمل السعودي*, Riyadh, MISK Academy, 2020, et plusieurs applications officielles de la ville de Riyad : « Delilat Arriyadh », « map .910ths. sa » qui donnent des indicateurs et données chiffrées économiques de la région de Riyad, mais aussi l'application « Abshir » du ministère de l'Intérieur ont servi ici de données statistiques d'appui.

mécontentement perceptible des générations aînées, habituées au confort et à la sécurité que lui procurait l'ancien contrat social.

La troisième partie met en perspective les perceptions très différentes de la gestion par le prince de la « vision 2030 » par les jeunes Riyadotes et par des seniors (essentiellement des managers, entrepreneurs de PME) mieux informés du contenu et des limites de la « vision 2030 » et du leadership. Cette partie correspond à la phase d'enquêtes coïncidant avec la radicalisation de l'approche du prince et de sa conduite autoritaire de la modernisation du pays, lorsqu'à l'automne 2017, il procède à l'arrestation d'intellectuels et de militants des droits de l'homme, avant de lancer l'opération dite « anti-corruption » du Ritz-Carlton. Cette vague d'arrestations se poursuit, entre le printemps et l'été 2018, par celles de militantes féministes dont l'icône Loujain al-Hathloul²⁴. L'année se termine avec le retentissant assassinat du journaliste saoudien, Jamal Khashoggi, le 2 octobre 2018. La purge est néanmoins toujours en cours, avec un nouveau pic, atteint au plus fort de la pandémie de Covid-19, et cible davantage des responsables de l'appareil de sécurité et de défense (voir conclusion).

MÉTHODOLOGIE

Cette étude repose sur cinq missions de terrain, chacune d'une durée de dix à quinze jours. La première, en mai 2016, avait pour objet de prendre la température du contexte politique saoudien après l'accession au trône du roi Salman et le lancement de la campagne « vision 2030 » par son fils Mohammed, alors vice-prince héritier, ministre de la Défense et président du Conseil économique et des affaires de développement (Council of Economic and Development Affairs, CEDA). Les quatre enquêtes de terrain suivantes constituent le cœur de cette étude. La première étape d'interviews s'est déroulée en mars 2017 (15 jours) puis, en

24. Vivian Nereim, « [Saudi Arabia's most famous prisoners go silent during pandemic](#) », *Bloomberg*, 26 août 2020.

décembre de la même année, pour une durée identique. Elle correspond à la période où MBS consolide son pouvoir et devient le prince héritier, en juin 2017.

Une deuxième phase d'entretiens a eu lieu en décembre 2018, puis en avril 2019, dans un contexte régional et international très tendu pour le royaume. L'image flatteuse au sein de la communauté internationale d'un prince audacieux qui ambitionne de transformer son pays archaïque vire à celle de paria, à la suite de l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi au consulat saoudien d'Istanbul, en Turquie.

J'ai mené cinquante entretiens individuels, le plus souvent au moins à deux reprises au cours de mes enquêtes entre mars 2017 et avril 2019. Un entretien collectif avec un groupe d'étudiantes (mars 2017) a également été réalisé dans la capitale.

La sélection de cet échantillon est restrictive au regard de la diversité des profils que compte le pays. Toutefois, l'objectif n'est pas de cibler un échantillon exhaustif mais d'identifier les tendances lourdes observées dans la première ville du pays.

C'est sur la base d'entretiens d'une durée moyenne de 2 à 3 heures effectués grâce à mon réseau de relations personnelles tissé depuis le début des années 2000, eux-mêmes appuyés par de nombreuses discussions informelles, que j'ai organisé mes enquêtes de terrain. Quinze autres interviews, axées sur la perception de la « vision 2030 », ont été réalisées auprès d'acteurs institutionnels (fonctionnaires des ministères de l'Intérieur, de la Santé, de l'Éducation nationale, du Plan et des Transports), de personnels de la fondation Misk, ainsi que de managers de PME, d'universitaires et d'un expert de l'ONU.

Carte 1

Découpage administratif des treize provinces qui composent le royaume d'Arabie saoudite depuis la promulgation de la Loi fondamentale²⁵, le 1^{er} mars 1992, par le roi Fahd



Sources : Texas Austin University Library

25. Voir Fatima Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, Paris, Tallandier, 1^{re} éd., 2017, Question 25 : « Que pose la Loi fondamentale ? », p. 100-102.

I. LA JEUNESSE SAOUDIENNE ET LA « VISION 2030 »

La jeunesse est au cœur des quatre défis socio-économiques structurels de la société saoudienne depuis la décennie 1990¹. Le premier d'entre eux est le chômage avec aujourd'hui 300 000 jeunes arrivant en moyenne chaque année sur le marché du travail contre 150 000 dans les années 1990.

La décennie 2030 verra arriver 6 millions de jeunes, soit deux fois plus que la décennie 2010. C'est dire si le pari du prince de réinventer une nouvelle économie politique pour son pays met la question de la jeunesse au centre de son projet de transformation. En modernisant le royaume, MBS entreprend de changer les termes du pacte social saoudien. Le taux de croissance démographique annuel encore élevé à 2 % ajouté au problème structurel du chômage massif des jeunes (38,8 % pour les 20-24 ans), dans le contexte d'une baisse sensible des prix du pétrole depuis fin 2014, due au déclin de la demande mondiale en hydrocarbures, conduit à l'explosion des dépenses publiques et à un État-providence devenu insoutenable.

REPRÉSENTATION DE LA JEUNESSE DANS LA SOCIÉTÉ SAOUDIENNE

Le tableau statistique ci-après indique que 70 % de la population saoudienne s'inscrit dans la tranche d'âge des moins de 44 ans, et représente près de 16,5 millions de personnes. Il montre surtout à quel point la tension démographique des moins de 30 ans est forte.

Les 15-29 ans, avec plus de 5 millions et demi, représentent le tiers de la population saoudienne. L'autre point de tension concerne les moins de 15 ans puisqu'ils dépassent un autre tiers de la population avec plus de 6 millions. L'échéance de l'année 2030 est surtout symbolique car il s'agit d'une année charnière qui verra cette tranche d'âge arriver massivement sur le marché

1. Fatiha Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, op. cit. (2020), partie Identité et Société.

du travail. Les 0-29 ans représentent près de 12 millions sur une population saoudienne de près de 21 millions, soit environ 60 % de son ensemble. Parmi cette tranche d'âge, les moins de 15 ans forment 52,8 %, et avec les milléniaux ils constituent le public cible du prince : urbanisés, ultra-connectés et hyper-mondialisés (voir 2^e partie). C'est à leur adresse qu'il met en place sa stratégie de communication dans le cadre de sa fondation Misk ainsi qu'un nouveau cursus scolaire prévu pour façonner le « citoyen idéal » de la nouvelle Arabie imaginée par la « vision 2030 » et intégrée dans le nouveau programme de l'éducation nationale².

Tableau 1

Catégories d'âge de la population saoudienne jusqu'à 44 ans

Catégories d'âge	Saoudiens	Saoudiennes	Total
0-14 ans	3 148 797	3 043 664	6 192 461
15-24 ans	1 964 399	1 842 827	3 807 226
25-29 ans	978 820	957 520	1 936 400
30-44 ans	2 309 421	2 250 163	4 559 584

Source : General Authority for Statistics, *Population characteristics 2017, Saudi Arabia, Table 2.*

Je n'ai pas pris en compte les données relatives à la population étrangère qui totalise en 2018, selon cette même source, un peu plus de 12 millions sur une population totale de 32,5 millions. Cette population est non seulement exclue du contrat social mais fait d'ores et déjà office de cible sacrifiée de la « vision 2030 », l'objectif étant d'offrir du travail aux Saoudiens en priorité. Le chômage est très élevé parmi la jeunesse : il se situe dans une moyenne de 30 à 40 % pour les moins de 25 ans et est estimé entre 35 et 60 % chez les femmes de moins de 35 ans ; pour

2. Pour les détails du nouveau programme et de la réorganisation du système scolaire saoudien depuis le lancement de la « vision 2030 », voir : <https://timss2019.org/reports/> Saudi Arabia.

les hommes, cette moyenne varie entre 5 et 17 %, alors que la moyenne officielle se situe à 12 % au 4^e trimestre de l'année 2019³.

Le douzième rapport des enquêtes conduites par l'Arab Youth Survey (AYS) en 2020⁴ montre une jeunesse arabe en phase avec la révolution des réseaux sociaux et pleinement insérée dans la culture de l'économie digitale, à l'instar des jeunes Riyadotes interviewés pour cette étude.

Ce rapport de l'AYS s'appuie sur une enquête générale comprenant 3 400 interviews de jeunes (femmes et hommes de 18 à 24 ans) également répartis parmi 17 États arabes (dont 5 États du Conseil de coopération du Golfe [CCG] à l'exception du Qatar) dans les capitales et grandes métropoles de leur pays.

L'enquête montre que pour 40 % des 3 400 jeunes sondés, leurs attentes portent principalement sur la lutte contre la corruption et une meilleure gouvernance. 29 % d'entre eux considèrent comme essentiel l'accès à de meilleurs emplois suivis de 27 % en faveur de plus de justice sociale ; 21 % se prononcent pour davantage de liberté d'expression et de respect des droits fondamentaux, contre seulement 15 % aspirant à plus de démocratie.

Comme on le constate avec les « hashtags » sur les réseaux sociaux, les jeunes Saoudiens se montrent de plus en plus excédés par la vénalité et le trafic d'influence. J'ai pu le mesurer lors de mes entretiens réalisés en décembre 2017, à l'occasion de la campagne dite anti-corruption lancée par le prince le 4 novembre 2017⁵, consistant en une vaste purge des élites (membres de sa famille, puissants hommes d'affaires, anciens ministres...) qui formaient « l'ancien régime »⁶. Cette opération, orchestrée par le prince héritier, avait, à cette période précise, considérablement

3. « Labor force », Third Quarter 2019, General Authority for Statistics, Saudi Arabia.

4. Arab Youth Survey, A voice for Change, 12th annual Edition 2020, www.arabyouthsurvey.com.

5. Fatiha Dazi-Héni, « Arabie saoudite : Mohammed Bin Salman, la promesse d'une ère nouvelle », *Questions internationales*, 89, janvier-février 2018, p. 54-64.

6. Fatiha Dazi-Héni, *L'Arabie en 100 questions, op. cit.* (2020), Question 30 : « Quel est le sens de la purge du 4 novembre 2017 ? », p. 111-113.

renforcé la popularité de MBS auprès des jeunes mais aussi d'une grande partie de leur entourage familial et tribal⁷.

L'Arab Youth Survey observe aussi que, si la religion reste le premier référent identitaire, notamment pour l'Algérie, le Soudan et l'Égypte (entre 72 et 69 % des sondés), il passe à 60 % en Arabie saoudite (sondages à Riyad, Djeddah et Dammam, et non dans les périphéries secondaires où le religieux est plus marqué). Il se situe au Maroc à 62 % et à 59 % en Tunisie, contre seulement 8 % aux Émirats arabes unis dans les États-cités de Dubaï et d'Abu Dhabi. Les autres émirats du Nord, réputés plus religieux, n'ont pas fait l'objet d'enquêtes. 66 % des sondés considèrent que la religion joue un rôle trop important dans les pays du Moyen-Orient, contre 25 % d'avis contraire. De plus, ce même rapport, qui publie une enquête spécifique sur les perceptions des jeunes durant le mois d'août 2020 en pleine pandémie de Covid-19, montre que 89 % des jeunes sondés au sein des États du CCG soutiennent la décision des autorités saoudiennes d'avoir limité le Hajj (Grand pèlerinage) contre 68 % de Nord-Africains.

Mes enquêtes de terrain corroborent ce constat, les jeunes Riyadotes interviewés ayant exprimé unanimement leur soulagement de voir les autorités religieuses ne plus exercer de contrôle social.

Sur les questions politiques, la jeunesse saoudienne et plus encore la jeunesse émiratie, comme le note aussi l'AYS, se révèlent moins politisées qu'ailleurs dans le monde arabe. 62 % des jeunes Saoudiens estiment qu'il est plus important d'assurer la stabilité du pays que de promouvoir la démocratie, contre 56 % au Levant.

L'ÉCHANTILLON DES JEUNES RIYADOTES, REFLET DE LA POLITIQUE D'URBANISATION DE RIYAD

Parmi les 50 jeunes interviewés composant mon échantillon, 32 sont issus de parents ayant migré à Riyad et 15 d'entre eux viennent de la province centrale du Qasim. Leurs familles sont venues des villes de Unayza et de Burayda pour travailler dans

7. Voir des extraits d'entretiens dans la deuxième partie.

les administrations, notamment dans l'armée et la police au cours des années 1960. Six autres jeunes viennent des provinces du sud, du Asîr et d'al-Baha, et sont venus rejoindre des parents (oncles ou cousins) installés dans les années 1970, afin d'étudier et travailler dans la capitale, leurs familles étant restées dans leur province d'origine. Les onze autres jeunes de ce groupe de 32 dont les parents, ou une partie de la famille, ont migré vers la capitale viennent des villes de l'ouest du royaume, Médine, Djeddah, La Mecque, mais aussi de Hâil, au nord ou encore de l'est, de Qatif (voir carte 1, p. 25). Les 18 autres interviewés sont des Riyadotes de souche qui ont, en fonction de leur mobilité professionnelle, bénéficié d'opportunités pour se reloger dans les quartiers résidentiels plus à la périphérie, au nord-ouest de la ville (voir carte 3, p. 37).

L'extension de la ville de Riyad (voir carte 2, p. 36) a été planifiée dans sa première phase par l'architecte grec Constantinos A. Doxiadis entre 1968 et 1972⁸. Le second plan directeur de la ville a été conçu à partir de 1982 par la société publique française, SCET International⁹. Le premier chantier urbaniste a dû intégrer dans son plan la volonté du gouverneur de la province de Riyad, le prince Salman – resté à sa tête de 1963 à 2012, date à laquelle il devient prince héritier avant de devenir roi en janvier 2015 –, d'expulser un cinquième des habitants de la capitale. Il s'agit de reloger à la périphérie de la ville, 60 000 bédouins sur 300 000 habitants¹⁰, en 1968. L'expansion de Riyad se produit parallèlement à une intensification de l'immigration massive de travailleurs étrangers

8. Pour un bon historique de l'urbanisation de Riyad et notamment sur son premier concepteur, voir Pascal Ménoret, *Royaume d'asphalte, op. cit.*, chap. 3 et 4, p. 83-176.

9. Pour plus de détails sur le 2^e plan urbain de Riyad, voir Paul Bonnenfant, « La capitale saoudienne : Riyadh » dans Paul Bonnenfant (dir.), *La Péninsule Arabique d'aujourd'hui*, t. II, Paris, CNRS, 1982, p. 656-705.

10. *Ibid.* pour des détails sur l'évolution démographique de la ville entre 1968 et 1990. À titre indicatif, les habitants de Riyad étaient environ 430 000 en 1974, environ 817 à 870 000 en 1980, et entre 1 330 000 et 1 780 000 en 1990, selon les archives du cabinet de l'architecte Doxiadis, pour les années 1970, et de la société centrale d'équipement du territoire (SCET), société d'urbanisme française, pour les années postérieures.

peu qualifiés et bon marché et au boom pétrolier de 1973 qui attire aussi des migrants ruraux en provenance de toutes les régions du pays, modifiant radicalement l'urbanisation. Ces mouvements poussent les classes moyennes à se ruer chez les agents immobiliers et promoteurs, courtiers de la famille royale. Le secteur de l'immobilier, détenu par les princes, devient un outil puissant de distribution de la rente entre leurs mains¹¹.

La dépendance à l'égard des subventions étatiques, des salaires publics et des prêts à taux zéro augmente et creuse un gouffre entre les Saoudiens urbains « de souche » et les migrants venus des campagnes ou les étrangers. La famille royale encourage la formation de réseaux d'allégeance organisés autour de fiefs princiers et de roturiers puissants servant d'intermédiaires ou plus précisément de pistons (*wasta*, voir p. 35). Si l'étalement urbain est surtout le résultat de la tendance croissante des Saoudiens à vivre dans des maisons individuelles, il est aussi lié à la culture du boom pétrolier – *thaqâfat al-tafra*, ثقافة الطفرة – telle que les Saoudiens ordinaires la définissent alors que la notion officielle s'y référant est celle de développement (*tanmiya*, التنمية).

La géographie urbaine de la capitale répond à une répartition très ségréguée de l'espace, largement conçu pour accorder une place de choix à la voiture. Les bédouins sont logés dans les quartiers populaires du sud-ouest actuel de la ville, dans les localités d'al-Aziziya, Shubra, Shifa, Dirab, Okaz et même Badar (ocre et jaune sur la carte 3 qui précise les prix au mètre carré selon les localités, voir p. 37). La majorité des 15 jeunes issus des familles de migrants de la province centrale y habitent car c'est là que la population du Najd (grande région désertique du centre de l'Arabie) est regroupée. Comme le montre Paul Bonnenfant dans son analyse consacrée à la capitale saoudienne¹², les regroupements familiaux se font en fonction de l'appartenance tribale et les quartiers constitués de blocs de maisons qui forment un grand « damier » portent le nom de ces tribus. Le restant de ce

11. Voir Pascal Ménoret, *Royaume d'asphalte*, op. cit., pour plus de détails sur le marché foncier à Riyad.

12. Paul Bonnenfant, « La capitale saoudienne : Riyadh », op. cit., p. 656-705.

sous-groupe comprend certains Riyadotes de souche et des jeunes issus des provinces du Sud habitent des localités au sud-est de la ville dans les quartiers à revenus limités (Laban, al-Nasim, et plus à l'est, à Janadriyah [ocre jaune]). Ces localités correspondent à des prix de terrain fixés autour de 1 500 ryals saoudiens (SAR) le mètre carré soit environ 330 euros. Elles se démarquent nettement des quartiers appauvris, réservés aux expatriés asiatiques et africains vivant dans des campements destinés aux travailleurs dans l'ancien centre-ville (sans coloris sur la carte), à proximité d'al-Malaz, où habitent des Saoudiens à bas revenus.

Cette partie de l'échantillon de Riyadotes d'origine rurale est aussi tenue à bonne distance des quartiers résidentiels du centre et des parties nord-est et nord-ouest de la ville. L'autoroute transarabienne¹³ (voir carte 2, p. 36) matérialise la forte distinction entre les classes moyennes inférieures à faibles revenus et bénéficiant du compte citoyen (voir ci-après) et celles anciennement urbanisées, dites classes moyennes aisées et supérieures. Ces Riyadotes d'origine rurale sont logés dans les localités à revenus modestes subventionnés par le gouvernement.

L'expression « couche moyenne inférieure » correspond à ce qui a été officiellement précisé par les autorités, avec l'introduction du « compte citoyen » (حساب المواطن), entré en vigueur le 21 décembre 2017 pour aider les familles dont les revenus par foyer sont égaux ou inférieurs à 20 000 SAR (faibles revenus), soit environ 4 500 €. Un foyer saoudien, pour reprendre la définition du rapport de l'Autorité générale des statistiques publié en 2016, comprend un groupe de personnes, avec ou sans lien de parenté, vivant dans la même résidence. Ainsi le personnel domestique (nourrice, personnel d'entretien et chauffeur) fait partie dudit foyer¹⁴, composé en moyenne de 10 à 13 personnes.

13. Cette autoroute est composée à l'ouest de la « route de La Mecque » et à l'est de la « route de Khurays » ; elle croise l'avenue du Roi Fahd, principal axe nord-sud de la ville pour se prolonger au sud-est par la « route d'al-Kharg » (voir carte 2, p. 36).

14. Les domestiques et chauffeurs logeant dans des foyers dédiés dans les quartiers délabrés du vieux Riyad (voir carte 2, p. 36) comme c'est souvent le cas ne sont pas comptabilisés dans le foyer.

Le salaire moyen d'un Saoudien employé dans les services public et privé confondus est de 7 150 SAR (1 550 €) selon l'organisation générale saoudienne de l'assurance sociale. Néanmoins, le salaire moyen d'un employé saoudien du secteur public s'élève à 11 750 SAR (2 500 €) contre 6 450 SAR (1 410 €) dans le secteur privé¹⁵, soit une différence salariale de près de 40 % entre les deux.

Parmi cet échantillon, tous les jeunes interviewés vivent chez leurs parents ou des membres apparentés à la famille élargie (oncles et cousins). Une minorité vit dans les quartiers du sud de la ville : al-Aziziyah, Dar Al Baida, Al Mansourah, Laban, et du sud-est : al-Nasim, al-Rawdah, Al Nahdah, que nous avons rendus en ocre sur la carte 3 (p. 37).

Une moitié de l'échantillon issu des couches moyennes est composée de jeunes dont les parents ne sont pas concernés par le compte citoyen. Ils sont employés ou retraités du secteur public avec des revenus très supérieurs à 20 000 SAR. Dans le système de redistribution d'un État rentier du Golfe, elle correspond à une catégorie qui a réussi sa mobilité sociale. Grâce aux largesses de l'État-providence, les plus diplômés accèdent, dans les années 1980 et 1990, à des emplois de cadres dans la fonction publique ou dans de grandes compagnies parapubliques. Ces catégories ont bénéficié de réseaux de connaissances et constituent la clientèle de vastes réseaux princiers et roturiers qui sont les puissants intermédiaires entre les intérêts de leur circonscription et l'emprise financière de l'État¹⁶. L'essentiel de cette catégorie sociale vit dans les quartiers au nord-est de Riyad, à al-Yasmin, Narjis, al-Falah, al-Wadi, Qurtubah, al-Munsiyah et al-Yarmuk (bleu ciel et rouge sur la carte 3, p. 37). Elle comprend surtout des migrants venus de Médine, Qatif, mais aussi des jeunes dont les familles sont venues de la région du centre, le Qasim. Cette catégorie,

15. Samir Salama, « Average wage for Saudi government employees is SR 11. 754, according to official statistics », *Gulf News*, 7 décembre 2020, <https://gulfnews.com/world/gulf/saudi/average-wage-for-saudi-government-employees-is-sr11754-according-to-official-statistics-1.75714317>.

16. Steffen Hertog, *Princes, Brokers, Bureaucrats. Oil and the State in Saudi Arabia*, Ithaca, Londres, Cornell University Press, 2010, p. 86.

dont les familles ont connu une importante ascension sociale, a capitalisé compétences et réseaux de connaissances avec l'élite au pouvoir et financière, et bénéficie des opportunités offertes par la « vision 2030 ».

Le quart restant de l'échantillon est composé de jeunes issus de la classe moyenne supérieure, dont les parents sont soit des cadres de grandes entreprises parapubliques, soit d'anciens hauts fonctionnaires, originaires de Riyad pour la plupart. Ils résident autour de l'université King Saud, à proximité du quartier diplomatique (DQ), al-Khuzama, al-Raid, Al-Nakeel (bleu foncé sur la carte 3, p. 37) soit un peu plus au sud des nouveaux quartiers les plus huppés du nord-ouest de Hittin et al-Malqa, Al-Aqiq, quartiers voisins des nombreuses propriétés de la famille royale dans la zone nord-ouest de la capitale, proche du wadi Hanifa et de Dir'iya, fief des Al Saoud (voir carte 2, p. 36).

Cette catégorie, sans faire partie de la classe la plus riche du pays, est celle qui détient le plus avantageux capital social, compte tenu de son niveau d'éducation. Elle capitalise un réseau relationnel lui permettant de faire jouer la *wasta* pour qu'enfants et petits-enfants en bénéficient. Cette pratique est entrée dans les mœurs, en Arabie et ailleurs au Moyen-Orient, pour trouver un emploi ou bénéficier de quelconques facilités administratives, sans qu'elle soit considérée comme un abus de pouvoir ou de la corruption, comme c'est le cas en Occident. La *wasta* est, comme le note Mohammed Ramady¹⁷, un marqueur d'inégalités sociales. Cette pratique est, avec la corruption et le manque de transparence, l'un des maux sociétaux les plus rejetés et décriés par les jeunes Saoudiens comme par leurs coreligionnaires arabes, ainsi que le rapporte l'Arab Youth Survey.

17. Mohammed A. Ramady, *The Political Economy of Wasta: Use and Abuse of Social Capital Networking*, Cham, Suisse, Springer, 2016.

Les jeunes Riyadotes sondés issus de la classe moyenne supérieure sont clairement les plus privilégiés de l'échantillon et les plus à même de profiter des meilleures opportunités offertes par la « vision 2030 » qui donne néanmoins aux classes éduquées moins favorisées, des possibilités d'emplois jusque-là inexistantes.

Le choix de la capitale est de ce fait opportun car Riyad fait office de laboratoire : avec ses 6,5 millions d'habitants, dont 66,5 % sont saoudiens, elle reflète l'ensemble de la population du royaume¹⁸. C'est en effet la ville où l'on trouve la plus forte concentration de Saoudiens venus de tout le royaume pour y travailler et s'y installer durablement, comme je l'ai mentionné plus haut. Riyad est la troisième mégalopole la plus peuplée du monde arabe derrière Le Caire et Bagdad, et elle est, de loin, la ville la plus importante de la péninsule Arabique.

Au cœur de la centralisation du pouvoir, la capitale est le poumon de la dynamique commerciale, financière et économique du pays où se prennent toutes les décisions des projets portés par la « vision 2030 ». Cette réalité imprègne également physiquement la ville, où des panneaux promouvant la « vision 2030 » sur lesquels figurent les portraits géants du roi et du prince héritier, sont placardés sur les édifices le long des grandes artères. La propagande « 2030 » s'incarne ainsi publiquement dans le quotidien des Riyadotes. La capitale, en tant que centre du pouvoir, s'impose donc comme un terrain très pertinent pour tester la perception par la jeunesse de l'action du prince héritier.

Cette campagne officielle, dont le décorum rappelle la propagande soviétique, ou le modèle plus proche de l'Irak de Saddam Hussein, frappe également par son caractère très globalisé et moderne, comme le montre bien l'ouvrage de Mark C. Thompson. Le prince héritier, féru de technologies digitales, à l'image de ses jeunes compatriotes, a bâti toute sa communication autour de la diffusion de la « vision 2030 » sur les réseaux sociaux, avec des

18. Pour des données statistiques démographiques et économiques précises de la ville de Riyad, je me suis référée au site interactif <https://map.910ths.sa>.

plateformes destinées à communiquer de manière interactive avec les jeunes sur tout le territoire (voir 2^e partie).

Les 19-30 ans qui incluent les entrants en études supérieures (19-24) et ceux en phase post-études et en recherche d'emplois, ou jeunes actifs (25-30) sont la cible privilégiée de la première phase de la « vision 2030 ». Ses objectifs prioritaires à court terme sont de former les jeunes pour les inciter à trouver des emplois dans le secteur privé dans les activités ciblées par le programme de transformation nationale, PTN (voir 2^e partie).

Les 15-25 ans sont les plus touchés par le décrochage scolaire et l'absence de débouchés professionnels attractifs. Cette tranche d'âge est aussi la plus susceptible de basculer dans la délinquance et la radicalisation. Dans son ouvrage¹⁹, Pascal Ménoret se penche sur cette population vulnérable passée hors du contrôle des familles et de l'autorité publique car sujette aux fléaux sociaux essentiels de l'ennui et de l'addiction à la drogue²⁰ et/ou à l'alcool. Il décrit aussi comment leur absence de perspectives, sans *wasta*, et leur dépit les poussent à défier les autorités en s'engouffrant dans des pratiques inciviles, telle la délinquance routière avec les rodéos automobiles ou à moto (*tahfit*).

Cette population est une catégorie de choix pour les cellules de recrutement liées à l'organisation de l'État islamique, selon ce qui ressort de plusieurs entretiens effectués au ministère de l'Intérieur²¹ qui font état d'une individualisation des comportements de ces jeunes. Des enquêtes menées par les services des ministères de l'Intérieur et de la Santé auprès de familles confirment les premiers signes suspects d'addiction et de repli. Ces signaux avant-coureurs conduisent à des comportements délinquants voire suicidaires, ou même à la radicalisation et à la violence terroriste. Ils sont, dit le général Turki Al Mansour, porte-parole du ministère de l'Intérieur, fréquemment décelables dans

19. Pascal Ménoret, *Royaume d'asphalte*, op. cit.

20. « 40 Per Cent of Young Saudi Drug Addicts Taking Captagon », *Arab News*, 28 octobre 2015, www.arabnews.com/saudi-arabia/news/826906.

21. Entretiens notamment avec le porte-parole du ministère de l'Intérieur, le général Turki Al Mansour, et le colonel 'Omar, mai 2016, mars et décembre 2017.

des familles déstructurées (pères souvent polygames ou dans de nombreux cas issus de foyers divorcés). C'est pourquoi ces institutionnels considèrent que la « vision 2030 » va dans le sens de la lutte contribuant à détourner les jeunes de leur enfermement individualiste. Néanmoins, ce constat est largement réfuté par les jeunes Riyadotes (voir 2^e partie).

Tableau 2

Répartition de la population saoudienne et étrangère dans les treize régions et représentation des Saoudiens de moins de 30 ans

Provinces	Saoudiens	Étrangers	Saoudiens - de 30 ans
1. Riyad	4 864 266	3 557 962	2 788 158
2. La Mecque	4 516 577	4 041 189	2 479 910
3. Ash-Sharqiya	3 140 362	1 759 963	1 887 274
4. Asîr	1 750 131	461 744	1 015 050
5. Médine	1 376 244	756 435	814 349
6. Jizân	1 207 269	360 278	591 239
7. Qasîm	1 009 543	414 392	605 053
8. Tabûk	722 664	187 366	442 361
9. Hâil	538 099	161 675	313 891
10. Najrân	438 041	144 202	272 016
11. Jawf	379 751	128 724	245 926
12. Baha	382 438	93 734	207 003
13. Nord	288 921	76 310	177 857

Source : General Authority for Statistics, Demographic Survey 2017, Saudi Arabia.

On observe, à la lecture de ce tableau, que les Saoudiens de moins de 30 ans vivant dans la province de Riyad représentent 10 % de la population nationale saoudienne, soit près de 2,8 millions sur presque 21 millions. Dans les provinces les plus pauvres, à al-Jawf, et la province du Nord, les Saoudiens de moins de 30 ans totalisent quant à eux moins de 423 000 habitants. Si l'on additionne les trois principaux foyers de grandes conurbations, soit les provinces de Riyad, avec sa capitale, La Mecque, avec Djeddah comme principal centre urbain, et la

province de l'Est avec Dahrân-Dammam-Khobar, on compte plus de 7 millions de moins de 30 ans, soit plus du tiers de la population totale saoudienne.

Il apparaît ainsi que la dimension démographique, avec une forte représentation de la jeunesse dans les principaux foyers urbains du pays, est une donnée clé de la stratégie de conquête du pouvoir de MBS.

LA « VISION 2030 » DU PRINCE

Le 25 avril 2016, MBS dévoile à ses concitoyens, sur la chaîne par satellite al'Arabiyya, les grandes étapes du programme de transformation nationale (PTN)²². La chute des prix du pétrole qui atteint 28 \$ le baril en février 2016, le pousse à investir toute son énergie dans son programme de réformes pour réaliser la « vision 2030 », selon trois plans quinquennaux qui changent radicalement la philosophie des neuf plans précédents. La vision est intimement liée au prince, c'est pourquoi l'appareil décisionnel a été conçu et centralisé autour de lui, comme l'indique Stephan Roll : « *The Vision 2030 decision-making processes have been centralized and tailored to the crown prince*²³. » De fait, le programme et la mise en œuvre de l'agenda de la « vision 2030 » sont sous sa responsabilité, et contrairement à ses prédécesseurs, il en sera personnellement comptable notamment devant le public des jeunes auquel s'adressent en priorité ces réformes.

Sur le papier, la vision repose sur trois piliers clairement identifiés²⁴.

22. Fatima Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, op. cit. (2020), partie Économie ; voir Questions 59 et 60 pour plus de détails sur l'accord cadre Vision 2030 et le Programme de transformation nationale (PTN), p. 211-217.

23. Stephan Roll, « [A Sovereign Wealth Fund For the Prince. Economic reforms and Power consolidation in Saudi Arabia](#) », SWP Research paper 8, Berlin, German Institute for International and Security Affairs, juillet 2019.

24. Voir le site www.vision2030.org, Kingdom of Saudi Arabia, April 2016, https://vision2030.gov.sa/sites/default/files/report/Saudi_vision2030_EN_2017.pdf.

Le premier, où l'identité du royaume comme berceau du monde islamique est soulignée, consiste à créer une société dynamique, dominée par une nouvelle culture du travail, où société et religion vivraient en meilleure harmonie, et permettrait de stimuler l'économie.

La « vision 2030 » obéit à une organisation composée de 13 programmes de mise en œuvre (Vision Realization Program [VRP]), chacun piloté par un comité de coordination lui-même dirigé par un ministre agissant sous l'autorité du CEDA (regroupant les ministères liés à l'activité économique et sociale), présidé par le prince héritier²⁵. Il fixe les objectifs à atteindre selon la technique de gouvernance anglo-saxonne des indicateurs de performance : KPIs (*Key Performance Indicators*) permettant de mesurer, sur une base régulière, le développement des objectifs à atteindre par ministère. Ces programmes s'exécutent dans le cadre de nouvelles entités publiques parallèlement aux instances bureaucratiques préexistantes et sont régulièrement adaptés, revus et améliorés. La restructuration de la bureaucratie afin de la rendre plus efficace donne lieu à une cohabitation difficile entre les nouvelles entités de la « vision 2030 » et l'ancienne bureaucratie. Cette situation crée la confusion et caractérise le climat de tension qui prévaut au cours de cette phase de transition.

Cette nouvelle approche censée s'appliquer sur tout le territoire ne l'est pas, en réalité, à l'échelle du pays, en raison du manque de formation des ressources humaines locales. La méthode de management par la performance, qui existe depuis des décennies dans les pays anglo-saxons et ceux qui ont choisi en Asie du Sud-Est de transformer et promouvoir l'efficacité de leur économie, a donné de très bons résultats. En Arabie, elle est nouvelle et après plus d'un an et demi d'expérience, en décembre

25. Voir pour l'organigramme de la vision : « KSA Vision 2030 Strategic and Vision Realization Programs », 25 avril 2016, <https://www.vision2030.gov.sa/download/file/fid/1319> [consulté le 8 septembre 2020]. Pour une bonne synthèse du fonctionnement de la « vision 2030 », voir Stephen Grand, Katherine Wolff, *Assessing Saudi Vision 2030: A 2020 Review*, Atlantic Council, Rafik Hariri Center For the Middle East, 17 juin 2020, chap. « How is Vision 2030 implemented ? », p. 17-39.

2017, le manque de qualification des ressources humaines s'est révélé être un très sérieux problème.

Selon le Dr Salim Al Gudea²⁶, « la « vision 2030 » est en définitive la nouvelle doctrine nationale venue rationaliser la transformation économique du pays ».

Le deuxième pilier de cette vision est la diversification de l'économie dans le but de réduire la dépendance envers la trop grande volatilité des prix des hydrocarbures. Cette étape nécessite de mieux former les ressources humaines, d'exploiter et de valoriser les autres ressources minières, de développer les secteurs industriels attendants et de poursuivre la valorisation du tourisme religieux, qui constitue une source de revenus non négligeable. Le développement du nouvel écosystème est destiné à accorder une place de choix à la jeunesse, notamment à travers la promotion d'une nouvelle économie digitalisée et de services, avec le tourisme culturel et archéologique, l'événementiel, les divertissements et le sport.

Enfin, le troisième fondement de la vision qui découle des deux premiers, consiste à construire et consolider une nation prospère et ambitieuse, conduisant à mettre l'accent sur le nouveau récit national porté par les valeurs de loyauté au leadership et le sentiment de fierté nationale exacerbé par une rhétorique « hyper-nationaliste²⁷ » (voir 3^e partie).

L'objectif affiché du prince est de remédier à l'incurie et à la pesanteur de l'appareil bureaucratique, en bref, de moderniser le fonctionnement de l'État tel qu'il a été mis en place par le roi Faysal dans les années 1960. Les étapes de terrain de cette étude correspondent aux quatre premières années de cette initiative de transformation du pays, marquées par une sévère austérité. MBS saisit cette occasion pour affirmer son pouvoir en s'adressant essentiellement aux jeunes. Il propose de changer les termes du contrat social que l'État-providence rentier n'est plus en mesure

26. Vice-ministre du Plan au ministère de l'Économie et du Plan entre avril 2016 et avril 2017, il est revenu à ses fonctions de directeur de sa PME et consultant en management. Interviewé à Riyad le 15 mars 2017.

27. Eman Alhoussein, « [Saudi First: How hyper-nationalism is transforming Saudi Arabia](#) », European Council of Foreign Relations, 19 juin 2019.

de soutenir, en impulsant un nouvel écosystème, selon une approche politique radicale et une conception verticale et inédite du pouvoir.

Beaucoup de jeunes ont conscience qu'ils sont au cœur du projet de la « vision 2030 » qu'ils perçoivent comme un cadre destiné à leur offrir de nouvelles opportunités. Leurs parents et grands-parents conviennent volontiers que le temps est venu de s'adresser davantage à la jeunesse, leurs générations ayant bénéficié des largesses de l'État-providence.

LA « VISION 2030 » VUE PAR LES RIYADOTES

La « vision 2030 » est jugée positive et stimulante par les étudiantes de l'université Prince Sultan²⁸ et les pousse à croire en l'avenir car elles se sentent soutenues dans leurs projets et ambitions, et ce, au-delà de leur famille. Nauf, qui a huit ans de plus que ses étudiantes, dit être frappée par leur caractère volontaire et déterminé. À leur âge, elle n'avait pas une telle confiance en elle. C'est donc le nouvel état d'esprit insufflé par le projet de transformation économique et social du prince, qui emporte l'adhésion des jeunes à la « vision 2030 » plutôt que son contenu souvent mal connu.

Il faut reconnaître, dit Nauf²⁹, que la communication de la « vision 2030 » s'apparente à un matraquage et à un immense exercice de propagande où chaque problème est présenté comme allant être résolu. Lorsqu'elle s'informe sur les réseaux sociaux en suivant les comptes d'intellectuels ou d'experts reconnus, elle prend du recul. Beaucoup d'utilisateurs des réseaux sociaux (voir 2^e partie), ajoute-t-elle, s'expriment sur le sujet sur le ton de la dérision, notamment sur Snapchat, Instagram ou Twitter.

28. Entretien de groupe à l'université Prince Sultan, Riyad, mars 2017. Nos échanges avec un groupe de 20 étudiantes (19 à 21 ans) à l'université privée du Prince Sultan, facilités par le concours de leur enseignante, Nauf (29 ans), ont surtout porté sur l'atmosphère qui règne dans la ville depuis le lancement de la campagne de la « vision 2030 ».

29. Entretien individuel avec Nauf, Riyad, mars 2017.

Photos, caricatures et blagues sur ce que deviendra leur niveau de vie en 2030 au rythme des réductions de subventions, de la hausse des prix et des factures d'énergie, de l'introduction de nouvelles taxes qu'entraîne cette réforme, inondent les réseaux sociaux entre septembre 2016 et avril 2017. Cette période correspond aux mesures d'austérité les plus sévères jamais prises en Arabie saoudite. Le décret royal d'avril 2017 y mettant fin stoppe le mécontentement virtuel.

Ce groupe de jeunes filles insouciantes, dont les familles sont issues des couches moyennes supérieures, ne subissent pas directement les contraintes assumées par leurs parents et bénéficient pleinement du nouvel état d'esprit plus libéral promu par la « vision 2030 ». Leur enseignante, qui est certes en phase avec ses concitoyennes, en se félicitant du nouvel environnement plus détendu, est néanmoins consciente des sacrifices qu'implique le coût de la vision pour le pouvoir d'achat des Saoudiens.

La première phase d'enquêtes atteste du sentiment général de soulagement et du climat d'euphorie dominant chez les jeunes Riyadotes au sujet de la mesure interdisant à la police religieuse (مطوعة) d'exercer un contrôle social sur eux, en vue notamment de veiller à l'observation de la non-mixité et au port d'une tenue vestimentaire stricte.

Il faut dire que les agents de cette police des mœurs contrôlaient avec zèle les identités et/ou procédaient à l'arrestation abusive de citoyens dont elle jugeait les comportements non conformes aux principes qu'elle avait édictés.

Tous (femmes et hommes) âgés de 19 à 27 ans et toutes classes confondues, Maha, Lina, Nadia, Nauf, Ahmad, Redha, Mohammed ou Khaled, insistent sur l'impact psychologique inouï ressenti après la publication du décret royal actant cette décision qu'ils n'espéraient pas voir intervenir de leur vivant. La police religieuse incarnait, selon eux, la privation de leur jeunesse. C'est précisément sur cette dimension de détente sociale que MBS entend capitaliser auprès des nouvelles générations son ambition de transformer l'Arabie, en prônant la « vision 2030 » à ce public dont il compte faire le socle de sa légitimité populaire (voir 2^e partie).

Le récit de Shaykha, 24 ans³⁰, est éclairant quant à la perception de la vision par son entourage. Elle s'interdit de livrer son sentiment personnel en raison de son travail lié à la promotion de la vision au ministère de l'Information, et indique que les jeunes (20-30 ans) qu'elle côtoie sont massivement acquis à ce projet car ils savent qu'ils en sont les principaux bénéficiaires. Le curseur est mis davantage sur le libre arbitre, m'indique-t-on. Si les gens ne veulent pas assister à des concerts ou des spectacles ou bien refusent la mixité dans les cafés et les restaurants, rien ne les oblige à s'y rendre. En revanche, plus rien ne leur permet d'interdire aux autres de le faire. C'est cet état d'esprit qui suscite l'enthousiasme et l'optimisme des jeunes Riyadotes.

Néanmoins, ce constat doit être corrigé à l'échelle du pays³¹. La police religieuse est certes devenue invisible dans les grands centres urbains (Riyad, Djeddah, Dammam-Khobar-Dhahran) mais elle opère toujours à la périphérie, dans les villes secondaires où les religieux conservateurs exercent localement une influence encore forte et souvent relayée par l'intermédiaire des tribus. Ce constat atteste de l'accentuation de la fracture culturelle dans le territoire entre les villes secondaires des provinces rurales et les grandes conurbations qui s'accommodent des loisirs, divertissements et plus largement d'une nouvelle organisation sociale qui repose sur une sociabilité publique et mixte.

Pour rassurer la population, en majorité conservatrice, s'inquiétant de la publication du décret royal du 13 avril 2016, interdisant à la police religieuse (*alhay'a*, الهيئة) d'exercer sa mission et de veiller à « l'ordonnancement du bien et l'interdiction du mal » (الامر بالمعروف والنهي عن المنكر), le Majlis al-Shoura (Assemblée consultative) a engagé des discussions pour proposer un mode de régulation séculariste du contrôle social. Le Conseil des ministres a adopté, le 28 septembre 2019, une loi proposée par le

30. Shaykha est chargée de communication au ministère de l'Information.

31. Mark C. Thompson, *Being Young, op. cit.*, chap. 7, « Saudi Vision 2030 and National Development », p. 306-281.

Majlis al-Shoura instaurant un code de bonne conduite respectueux des traditions afin d'encadrer ces changements³².

Alors que tout était sous le contrôle de la police religieuse, ce changement soudain inquiète certains jeunes qui souscrivent pourtant à la réduction de ses pouvoirs et même à son retrait. La crainte de la perte des repères atteint aussi bien des jeunes Riyadotes de la classe moyenne supérieure que ceux issus de couches moins favorisées et originaires des régions périphériques.

La célébration de la fête nationale, le 23 septembre 2017 à Riyad, commémorant la création du royaume d'Arabie saoudite en 1932³³, sous la forme d'un spectacle musical et dansant animé par un disc-jockey, avec la participation d'un public mixte dans le stade du roi Fahd à Riyad, a constitué une date rupture entre la société de l'avant et de l'après MBS.

Cette célébration a marqué les esprits et suscité l'émoi sur les réseaux sociaux, illustrant le fossé creusé entre le centre et les régions périphériques et rurales. Cette manifestation publique inédite a provoqué des tensions parmi les Saoudiens les plus conservateurs mais aussi des inquiétudes, parmi ceux favorables aux changements et aux divertissements mais habités par la crainte d'être dépassés.

Il faut dire que le contraste était saisissant entre l'ambiance euphorique mixte et joyeuse d'une fête nationale profane commémorée avec faste, et l'absence habituelle de manifestation publique hormis les festivals folkloriques traditionnels et les célébrations de fêtes religieuses. En outre, les festivités se sont

32. لائحة المحافظة على الذوق العام (traduction littérale : la liste de la préservation du goût public), <https://laws.boe.gov.sa>, Conseil des experts du Conseil des ministres, 17 avril 2019 (pdf en langue arabe en annexe).

33. En dehors des fêtes religieuses, l'establishment religieux wahhabite proscrivait toute autre forme de célébration. Même le festival d'al-Janadriyah, inauguré en septembre 1985 sous le règne du roi Fahd, a dû s'imposer contre l'avis de religieux alors tout-puissants, comme un festival de référence nationale alors qu'il vient de la province centrale du Najd dont sont issus les Al Saoud. Voir sur le sujet : Fatîha Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions, op. cit.* (2020), Question 35 « Pourquoi le récit national saoudien change-t-il ? », p. 131-133.

déroulées dans le contexte d'un pays englué dans une guerre désastreuse et coûteuse au Yémen, provoquant la colère et l'incompréhension des militaires et de leurs tribus d'origine.

Abdallah³⁴ (24 ans), diplômé d'un master en finance aux États-Unis et à la recherche d'un emploi, fils d'une députée du Majlis al-Shoura et d'un homme d'affaires, se dit préoccupé par la rapidité des changements de comportement des jeunes. Ce citadin issu de la classe moyenne supérieure, d'un naturel ouvert, est inquiet parce que les jeunes ne savent plus tenir leur place auprès de leurs aînés, notamment certaines filles qui ne se cachent plus pour fumer même en présence de leur mère.

Un an après l'adoption du code de conduite de décence dans l'espace public, les changements sociaux continuent de susciter débats et controverses au sein de la population, comme le montre Eman Alhussein³⁵ dans son blog.

La « vision 2030 » éveille néanmoins beaucoup d'espoir chez les Riyadotes qui y voient l'opportunité de se projeter dans des trajectoires professionnelles jusque-là hors de portée.

Les secteurs du divertissement et des loisirs, l'accès au sport pour tous, la création de parcs d'attractions dans la cité d'al-Qiddiya, située à 40 kilomètres au sud de Riyad, mais aussi le tourisme sportif avec l'organisation de trekking et de rafting dans l'Asir au sud, de même que l'exploitation et la valorisation des sites archéologiques jusque-là proscrits d'al-'Ula au nord et Faw à l'est, figurent en bonne place dans les programmes promus par la « vision 2030 ».

L'objectif, dit Ma'moun (30 ans), gestionnaire du pôle compétitions sportives à al-Qiddiya, « est de créer de nouveaux emplois pour les jeunes et d'encourager un nouveau marché de consommation locale pour concurrencer les destinations prisées par les Saoudiens que sont Manama à Bahreïn et Dubaï aux Émirats arabes unis ».

34. Entretien, Riyad, décembre 2017.

35. Eman Alhussein, « [One year on, Saudi Public Decency Law still meeting resistance](#) », AGSIW, 30 septembre 2020.

Les ouvertures de théâtres, salles de cinéma, galeries d'art, de même que la valorisation des modèles de références identitaires classiques avec un nouveau musée islamique et un musée du cheval pour n'oublier personne, sont autant de nouvelles opportunités largement conçues pour faire adhérer la jeunesse du pays aux valeurs et au projet de société proposés par le nouveau dauphin et sa « vision 2030 ».

Les jeunes Riyadotes plébiscitent la stratégie du prince qui s'adresse à la jeunesse pour transformer le pays.

Redha : « Tous les jeunes de mon entourage sont fanas de la "vision 2030" car pour une fois, dans ce pays, on pense aux jeunes et aux femmes. Mes sœurs me disent que cette vision va dans le sens de l'histoire. Avant son lancement, tout nous était interdit, à croire que ce pays qui compte surtout des jeunes était exclusivement conçu pour des vieux³⁶. »

L'enthousiasme palpable de Redha, à l'image de celui des autres Riyadotes, est lié à la personnalité de MBS qui incarne leurs aspirations et surtout leur ouvre de nouvelles perspectives jusque-là fermées. Quel que soit leur milieu social, le nouveau contexte économique offre de nombreuses opportunités encore inexploitées.

UNE PERCEPTION PLUS MITIGÉE DANS LES PÉRIPHÉRIES

Les jeunes issus des périphéries les moins développées comme à al Jawf (nord) ou même Abha (sud), comme nous l'a rapporté Mansour³⁷ qui travaille à Riyad, réinvestissent les cercles de sociabilité locaux, notamment au sein des *diwaniyyât*³⁸ (دوانيات) de

36. Entretien, décembre 2017.

37. Entretien, Riyad, décembre 2017.

38. Les *diwaniyyat* sont en Arabie saoudite des espaces de sociabilité informels, appelés aussi *majlis*, à la jonction de la famille et de la tribu ; son équivalent urbain correspond à l'*istiraha* (espace de sociabilité et de détente où le chef de famille reçoit amis, collègues et proches que Pascal Ménoret associe au cabanon marseillais). C'est au Koweït que cette sociabilité est la plus répandue. Elle a été instaurée par les oligarchies marchandes au XIX^e siècle. Après l'indépendance en 1961, l'État rentier dynastique l'a élevé, grâce aux revenus de la rente pétrolière, au rang de symbole de cohésion nationale afin de casser le monopole de la classe marchande, acteur politique alors le plus puissant de la cité-État. Cet

leur famille élargie et leur tribu. Ainsi, Mansour qui vient de la grande tribu des Zahrani dans l'Asir, dit qu'il ressent un déphasage significatif entre son comportement et sa façon de vivre à Riyad, où il a étudié et où il travaille, et celui qu'il adopte dans sa localité d'origine auprès de sa famille et de sa tribu.

Le réinvestissement du tribalisme va aussi de pair avec le renforcement de l'identité régionale qui découle de la marginalisation économique et de la distanciation avec le centre³⁹. Ce constat est partagé par d'autres observateurs dans les monarchies voisines⁴⁰ et a fait l'objet d'un rapport intéressant du think tank italien, ISPI⁴¹.

L'opposition au projet Neom

La « vision 2030 », lancée depuis Riyad, obéit à des impératifs de diversification économique bousculant le quotidien de villageois tenus d'abandonner, comme dans les années 1960, leur mode de vie au nom d'une urbanisation massive.

L'ambitieux projet d'édifier la cité futuriste de Neom d'ici 2025, pour un coût faramineux estimé à 500 milliards de dollars⁴², afin d'en faire le hub de l'intelligence artificielle dans le

espace de sociabilité a été popularisé et est devenu le symbole de l'identité et de la cohésion nationale koweïtienne. Il est devenu l'espace obligé pour tout notable s'orientant vers une carrière politique locale ou nationale. J'ai consacré ma thèse, soutenue à Sciences Po Paris en mars 1996, à analyser le passage de cette pratique sociale en réceptacle à la modernisation politique au Koweït : *La dîwâniyya : Entre changement social et recompositions politiques au Koweït au cours de la décennie 1992-1981*, Paris, Sciences Po Paris, Thèse de troisième cycle sous la direction de Rémy Leveau et Ghassan Salamé, 1996. Voir aussi mon chapitre consacré au Koweït dans Fatima Dazi-Héni, *Monarchies et Sociétés d'Arabie : Les temps des confrontations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, chap. 9, p. 252-269.

39. Caroline Montagu, *Civil Society in Saudi Arabia: The Power and Challenges of Association*, The Royal Institute of International Affairs Research Paper, Middle East and North Africa Programme, Londres, Chatham House, mars 2015.

40. Maryam Al Kawari, « Tribal Revival in the Gulf: A Trojan Horse or a Threat to National identities? » *The London School of Economics and Political Science, Middle East Blog*, 31 août 2018.

41. Elonora Ardemagni (ed.), « [Saudi Arabia's peripheries in times of reform: the local puzzle](#) », ISPI, 10 septembre 2020.

42. Justin Scheck, Rory Jones, Summer Said, « A prince's 500 Billion Desert Dream: Flying cars, Robot Dinosaurs and a Giant Artificial Moon », *The Wall*

monde arabe, a conduit les forces de sécurité à abattre, le 17 avril 2020, Abd al-Rahim Al-Howeiti, dans le village de Khuraybah, situé au cœur du projet Neom. Issu de l'importante tribu des Howeitat (qui s'étend dans le nord de l'Arabie jusqu'en Jordanie), Abd al-Rahim Al-Howeiti avait été pris à partie en raison de son refus d'obéir à l'arrêté d'expulsion de sa maison pour permettre la construction des bâtiments modernes de la cité Neom. Cette politique radicale d'expulsion des bédouins destinée à développer le tissu urbain rappelle la décision prise en 1968 par l'ancien gouverneur de Riyad et roi actuel, d'expulser 60 000 bédouins pour moderniser la capitale. Le prince héritier Mohammed s'inscrit dans la lignée de son père avec lequel il partage un tempérament autoritaire et déterminé.

En guise de contestation, une vidéo a largement circulé sur Twitter et YouTube. Intitulée « Contre l'expulsion à Neom » (ضد الترحيل نيوم), elle explique le rejet du projet Neom par certains membres de la tribu Howeitat. Abd al-Rahim Ahmad Mahmoud al-Howeiti y dénonce, selon ses propres termes, « le terrorisme d'État utilisé par les forces de sécurité pour pousser les villageois à céder leur maison contre leur gré même en échange d'une indemnisation, et ce, au nom d'une nation à laquelle ils ne s'identifient pas ». C'est à sa seule maison, famille, tribu, localité منطقة à Khuraybah et aux valeurs de l'islam qu'il s'identifie, comme il l'énonce clairement tout au long des 20 minutes de son enregistrement vidéo⁴³.

Le récit de ce villageois témoigne de l'incompréhension que rencontrent les projets décidés depuis Riyad dans le cadre de la « vision 2030 ». Ces villageois considèrent ces projets de modernisation davantage comme un moyen de rayonner à l'international que de s'adresser aux populations locales. Cette diplomatie publique n'a aucun sens pour un villageois membre de la tribu

Street Journal, 25 juillet 2019 ; Glen Carey, Vivian Nereim, Christopher Cannon, « [Sun, Sea and Robots: Saudi Arabia's Sci-Fi City in the Desert](#) », *Bloomberg*, 26 octobre 2017.

43. <https://www.youtube.com/watch?v=0kt4fyZxsWc>.

Howeit, qui y voit au contraire la destruction de son mode de vie en vigueur depuis des générations.

À l'est : entre adhésion et suspicion

Dans la province orientale, majoritairement habitée par la communauté chiite, la promotion de la « vision 2030 » a comme corollaire positif de ne pas mettre l'accent sur la rhétorique sectaire pourtant privilégiée lorsque le wahhabisme, religion d'État, était brandi comme le porte-drapeau de l'idéologie officielle de la monarchie, notamment sous le règne du roi Fahd (1982-2005). Alors que la donne s'infléchit sous le règne du souverain Abdallah (2005-2015), avec MBS, le narratif nationaliste⁴⁴, se référant à un islam modéré et de la « juste voie »⁴⁵, remplace radicalement les références au corpus wahhabite.

Le 2 janvier 2016, l'exécution du dignitaire religieux chiite Shaykh Nimr al-Nimr⁴⁶, symbole de la communauté chiite politisée qui appelait de façon récurrente à faire sécession depuis le vieux quartier d'al-Awamiyya de la ville de Qatif, a attisé de nouveau les vieilles dissensions entre le pouvoir et la communauté chiite de la province orientale. Cette situation s'est prolongée jusqu'en juillet 2017 où des affrontements violents entre les habitants et les forces de l'ordre se sont multipliés et soldés par la mort de 20 civils⁴⁷. Avec ses étroites ruelles, ce quartier pauvre et enclavé de la ville de Qatif a longtemps été propice à l'organisation de mobilisations contestataires par les habitants, qui

44. Fatiha Dazi-Héni, « La nation saoudienne rêvée de Mohammed Bin Salman : Un nationalisme exacerbé pour en finir avec l'héritage wahhabite », dans Olivier Da Lage (dir.), *Nationalismes religieux au Moyen-Orient*, Paris, L'Harmattan, IREMMO, 2020.

45. Eman Alhussein, « [Saudi Arabia Champions "Moderate Islam", Underpinning Reform Efforts](#) », AGSIW, 15 décembre 2020.

46. Le 2 janvier 2016, son exécution et celle de quatre chiites ayant appelé à la sécession coïncident avec l'exécution de 37 autres condamnés à mort, des sunnites ayant participé à des attentats perpétrés dans le royaume et revendiqués par Al-Qaida entre les années 2003 et 2007.

47. Sally Nabil, « [Awamiya: Inside Saudi Shia town devastated by demolitions and fighting](#) », *BBC News*, 16 août 2017.

dénoncent les discriminations religieuses et à l'embauche dont la communauté chiite a toujours été l'objet. Al-Awamiyya est devenu le fief de la contestation chiite la plus radicale et opposée au pouvoir des Al Saoud alliés à l'establishment wahhabite orthodoxe conservateur et très anti-chiite.

En décidant de raser ce vieux quartier, en juillet 2017, le gouvernement utilise opportunément la vitrine réformatrice et modernisatrice de la « vision 2030 » pour éliminer un quartier traditionnellement contestataire et pilier de la résistance à l'État Al-Saoud.

Plus de 300 millions de dollars sont investis pour réaménager le quartier en vastes places, immeubles modernes et centre commercial et de loisirs. L'objectif est de favoriser l'installation l'entrepreneuriat local et de nouveaux commerces, et de créer des emplois. Les plus politisés considèrent la gentrification du quartier d'al-Awamiyya comme une manœuvre et y voient une stratégie pour coopter une population chiite qui s'en accommode.

Qualifiée de processus de « dé-sectarianisation » accidentel : « *a byproduct of the new vision of saudi identity*⁴⁸ », la « vision 2030 » rencontre néanmoins la faveur des jeunes moins politisés qui en tirent des bénéfices. C'est en fonction de ces opportunités nouvelles, que la « vision 2030 » est accueillie soit avec bienveillance, soit avec suspicion. Ainsi, lorsque le gouvernement investit dans la province orientale dans l'industrie de la santé, ou choisit la ville de Khobar comme cité pilote au Moyen-Orient de l'expérimentation du réseau sans fil de la 5G, beaucoup d'habitants, fatigués par la confrontation avec le pouvoir, s'en réjouissent. Les chiffres du chômage enregistrent dans cette province une baisse significative à 6,1 % au premier trimestre 2020 contre 8,9 % à la même période⁴⁹ l'année précédente.

En outre, ces changements s'accompagnent d'un strict contrôle de la rhétorique anti-chiite dans les médias et les réseaux sociaux

48. Simon Mabon, « [Eastern Saudi Arabia: Is De-sectarianization a byproduct of Vision 2030?](#) », ISPI, 10 septembre 2020.

49. Voir le blog d'Ahmed al-Omran, <https://ahmedsubstack.com/p/two-awakenings>, *Riyad Bureau*, 31 août 2020.

ainsi que dans les mosquées où les prêches relayent la promotion du récit officiel d'un islam « modéré » et de la « juste voie ».

Jusque-là, c'était la redistribution directe des revenus de la rente pétrolière qui faisait le lien entre les identités locales villageoises, tribales et régionales. La « vision 2030 », conçue pour attirer d'autres sources de revenus, se présente comme l'instrument privilégié entre les mains du prince pour ouvrir de nouvelles opportunités de développement et d'emplois aux jeunes à l'échelle nationale. En réalité, les régions en tirent un bénéfice de manière inégale, en fonction de leur situation géographique, du développement du tissu urbain et de la démographie.

II. LA JEUNESSE : CIBLE DE LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION ET DE LÉGITIMATION DE MBS

Après avoir orchestré une révolution de palais, le 22 juin 2017¹, pour faire de son fils son dauphin, le roi Salman procède à la transformation du système monarchique saoudien. Il instaure un pouvoir vertical, avec son fils au centre comme pivot de la monarchie, écartant la famille royale². La monarchie Al Saoud, comme ses voisines du Conseil de coopération du Golfe (CCG) – à l'exception du Sultanat d'Oman qui s'est distingué par un pouvoir absolu sous Qaboos –, se rangeait dans la catégorie des monarchies dynastiques³. La famille royale y agissait en tant que groupe, avec le roi comme *primus inter pares*, et non comme le seul détenteur du pouvoir.

Le roi Salman est ainsi à l'origine d'une transformation structurelle sans précédent du mode de gouvernance de la monarchie saoudienne qui conduit à renforcer les ressorts autoritaires du pouvoir, désormais concentré entre les mains de son fils. Ces deux hommes au tempérament autoritaire font le constat d'une monarchie à la gouvernance ossifiée et reconnaissent la nécessité impérieuse d'instaurer un processus décisionnel vertical centré sur MBS plutôt qu'autour de la famille royale⁴. Et c'est à la modernisation de la monarchie et à la consolidation de son pouvoir à sa tête, que le prince, aidé par son père, entreprend d'inventer un nouveau modèle de légitimité.

L'ascension de Mohammed Bin Salman comme prince héritier du trône est à plusieurs égards au cœur d'une dynamique générationnelle multiforme. La transmission du pouvoir est ici,

1. Stéphane Lacroix, « [En Arabie saoudite, modernisation de l'autoritarisme](#) », *Orient XXI*, 25 septembre 2017.

2. Fatiha Dazi-Héni, *Monarchies et Sociétés d'Arabie*, op. cit.

3. Michael Herb, *All in the Family: Absolutism, Revolution, and Democracy in the Middle Eastern Monarchies*, Albany, State University of New York Press, 1999.

4. Pour une analyse actualisée voir Fatiha Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, op. cit. (2020), partie Politique, p. 86-121.

dans le cas saoudien, génératrice de tensions pour deux raisons. La première est liée au fait que le roi Salman rompt avec la tradition dynastique horizontale du pouvoir monarchique en cassant le système consistant à transmettre le pouvoir d'un frère à l'autre⁵, selon le principe traditionnel de la séniorité. La seconde est d'ordre intergénérationnelle : lorsque le roi Salman choisit son successeur au sein de son propre lignage - en l'occurrence l'un de ses dix fils, Mohammed, pourtant pas le plus qualifié pour espérer devenir le dauphin -, il décide qu'il sera le dernier des fils du fondateur du royaume à régner.

Plutôt que de tenter de convaincre sa famille, le jeune Mohammed élabore une stratégie radicale pour s'imposer⁶. Il élimine ses adversaires les plus sérieux et coopte ses pairs issus de sa génération afin qu'ils lui soient redevables. Il devient ainsi le nouveau chef de file de la famille royale. Il nomme à cette fin plusieurs cousins de sa génération à des postes stratégiques⁷ ; le propre neveu de son cousin Mohammed Bin Nayef, pourtant brutalement évincé le 22 juin 2017, est nommé à sa place comme ministre de l'Intérieur ; un autre de la branche Bandar Bin Sultan⁸ est nommé à la place du prince Mitaab, autre rival important de MBS, comme nouveau ministre de la Garde nationale.

Il opère un bouleversement générationnel, avec un double objectif. D'une part, il cherche à consolider son pouvoir en

5. Nabil Mouline, « Pouvoir et transition générationnelle en Arabie saoudite », *Critique internationale*, 46, 2010, p. 125-146.

6. Fatiha Dazi-Héni, « Mohammed Bin Salmane », *op. cit.*

7. Tamara Cofman Wittes, Bruce Riedel, « [Order from chaos. Shuffling the deck chairs in Saudi Arabia](#) », Brookings, 28 décembre 2018.

8. La branche des Bandar Bin Sultan, marginalisée sous le roi Abdallah, s'est rapidement alliée au roi Salman et à son fils. Aujourd'hui à la retraite, Bandar continue de s'exprimer dans les médias sur des sujets d'actualité, notamment sur la question sensible du rapprochement avec Israël dont il est l'un des initiateurs et fervents soutiens, tout comme le prince Mohammed. Trois de ses enfants occupent des postes importants : sa fille Reema est ambassadrice du royaume aux États-Unis depuis février 2019 ; son fils Khaled, après avoir été ambassadeur à Berlin, est ambassadeur à Londres (2018) ; et Abdallah, jeune trentenaire proche de MBS, a été nommé nouveau ministre de la Garde nationale à la place du prince Mitaab, le 27 décembre 2018, à l'occasion du remaniement ministériel provoqué par le scandale de l'affaire Khashoggi.

se rendant incontournable parmi ses jeunes coreligionnaires dont il entend faire le socle de sa légitimité populaire, d'autre part, il vise à écarter tous les membres de sa famille qui le contestent. Pour y parvenir, il coopte un réseau de princes dont le choix obéit davantage à une dimension générationnelle et de loyauté qu'en fonction de leurs compétences et expériences. Pour consolider son pouvoir, il procède, à la suite de la révolution de palais du 22 juin 2017, au renouvellement de la tête de l'appareil coercitif du royaume. Il déplace son centre de gravité, constitué par le puissant service de renseignement (*al-Mabahith*) et les forces spéciales au sein du ministère de l'Intérieur, vers le palais royal. Il crée la nouvelle institution coercitive clé, la sécurité d'État (*Amn al-Dawla*), empruntée au modèle autoritaire sécuritaire égyptien, en nommant à sa tête l'ancien directeur des services de renseignement, Abd al-Aziz Al-Huwayrini.

Dans ce contexte de changement de génération au sein de la famille royale, il met en place une stratégie de modernisation radicale du fonctionnement de l'appareil bureaucratique destiné à servir ses propres ambitions et dépouiller sa famille de son rôle traditionnel de pilier du pouvoir monarchique.

MBS incarne un nouveau type de leadership jeune, dynamique, sans concession et brutal, qui rompt avec le style des dirigeants précédents plus âgés et volontiers consensuels, à l'instar de son prédécesseur, Mohammed Bin Nayef (MBN). Aîné de la génération des petits-fils du fondateur, compétent et conservateur, MBN incarnait le leadership le plus susceptible d'assurer une transition douce entre les deux générations de la famille royale. Il a été brutalement évincé lors du « coup » organisé pendant la nuit du 21 au 22 juin 2017, au 27^e jour du mois de Ramadan désigné dans le Coran comme la nuit du destin (*laylat-al-Qadr*), et placé en résidence surveillée dans son palais à Djeddah avant d'être incarcéré en prison, le 7 mars 2020.

Contesté au sein de son propre cercle familial, Mohammed Bin Salman met en place une stratégie de rupture en ciblant la jeunesse pour en faire le socle de sa légitimité populaire à défaut de bénéficier de celle d'une partie de sa famille. Il élabore une

stratégie de communication politique destinée à provoquer une rupture générationnelle.

L'ÉMERGENCE D'UNE IDENTITÉ DE GÉNÉRATION

La question du fossé des générations, qui existe dans toutes les sociétés, se pose de façon spécifique en Arabie saoudite.

Tous les chercheurs travaillant sur les sociétés du Golfe s'accordent à dire que la révolution des techniques de communication, les plateformes des réseaux sociaux et aujourd'hui la digitalisation de l'administration et de l'économie sont les marqueurs fondamentaux qui différencient les générations⁹. Ainsi, alors que l'écart distinguant une génération de l'autre était fixé à 30 ans, celui-ci s'est considérablement réduit dans le Golfe pour être porté à 10 ans. Alors que les générations plus âgées s'identifient essentiellement aux valeurs familiales, islamiques et traditionnelles, les plus jeunes insistent surtout sur le progrès et l'épanouissement individuel.

Les comportements individualistes, la place croissante des femmes dans le marché du travail, qui sont des signes attestant d'une occidentalisation plus marquée du mode de vie des urbains mais aussi de la « normalisation » de la société saoudienne, génèrent beaucoup d'anxiété au sein de la société saoudienne. Cette tension se traduit par le clivage entre l'enthousiasme des jeunes et l'inquiétude que les changements rapides provoquent chez leurs parents et aînés, qui ont le sentiment que tout va trop vite sans savoir ce qui peut en sortir.

Le prince Mohammed Bin Salman a parfaitement compris que l'accès aux nouveaux moyens de communication et l'addiction des jeunes à l'ère numérique et digitale étaient le moyen de se distinguer de ses aînés. MBS surfe sur cette opportunité pour se

9. Shubhada Chaudhary, « The role of social media as a decisive actor in Saudi Arabia' », dans Barrie Gunter, Mokhtar Elareschi, Khaled Al-Jaber, *Social Media in the Arab World Communication and Public Opinion in the Gulf States*, Londres, I.B. Tauris, 2016 ; Jane Kinninmont, « [To what extent is Twitter Changing Gulf Societies?](#) », Londres, Chatham House, février 2013.

présenter au sein de la famille royale comme l'homme le mieux à même d'incarner les aspirations de la jeunesse saoudienne.

Contrairement à ses prédécesseurs, dont le ton convenu et distant avec le reste de la population était la règle, MBS utilise un mode de communication plus direct et décontracté, empreint du dialecte local, qui séduit les jeunes et notamment les Riyadotes. Cette stratégie de communication renvoie au mode opératoire populiste utilisé dans d'autres pays pour séduire le « vrai peuple¹⁰ », la jeunesse en l'occurrence. Il s'attire immédiatement sa sympathie car elle est largement acquise à sa volonté d'injecter une dose de libéralisation sociale, en proposant par le biais de sa « vision 2030 », des pratiques de sociabilité et de loisirs propices à son épanouissement.

Ce style directif, provocateur et clivant, qui plaît aux jeunes, provoque en revanche davantage de scepticisme dans la population plus âgée ; d'autres, plus critiques, lui reprochent sa façon confuse et précipitée d'engager des changements sur tous les fronts, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Le prince privilégie les réseaux sociaux pour s'adresser à la jeunesse saoudienne mondialisée qui, comme lui, est imprégnée de culture digitale et numérique. Son objectif est de déclencher un choc identitaire et culturel en établissant un canal direct et interactif de communication.

La révolution des médias sociaux comme facteur de changement de la dynamique État-société tient une place centrale dans sa stratégie de communication pour capter le public des jeunes.

En accédant au pouvoir, le prince entend transformer durablement la vie sociale et créer une identité de génération¹¹ soudée. La coïncidence de son ascension au pouvoir avec une

10. Jan Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, traduit de l'allemand, Paris, Premier parallèle, 2016.

11. Olivier Galland, *Sociologie de la jeunesse*, op. cit. Dans cet ouvrage, Galland montre comment la question des générations s'inscrit dans la confrontation, pas forcément conflictuelle, des aînés et des cadets, et comment celle-ci peut engendrer un changement de l'histoire sociale et culturelle. Ainsi, la sensibilité particulière de la jeunesse est propice, si elle est directement confrontée à un événement historique marquant, à une imprégnation durable et à une cristallisation qui soude une identité de génération.

démographie très jeune est propice à l'accélération du changement social (tableaux 1 et 2, p. 28 et 40).

MBS s'adresse à la jeunesse avec des références culturelles générationnelles telles que les promeut la fondation Misk qu'il a créée en 2011¹² et qui, depuis, œuvre en soutien à la « vision 2030 ». Cette fondation à but non lucratif a vocation à développer et attirer les pôles d'excellence parmi les 18-35 ans dans les domaines des multimédias et de la digitalisation de la nouvelle économie¹³, où la créativité explose avec la révolution des réseaux sociaux.

Shima Hamidudin, vice-directrice de la fondation, explique bien cette dimension : « Adeptes des technologies de l'information ultra-connectée comme le sont la majorité des jeunes Saoudiens qui s'informent exclusivement via les plateformes virtuelles et réseaux sociaux, le prince, qui rêve d'établir une "Silicon Valley" (prévue dans le projet Neom avec la robotisation d'une cité), a organisé dans sa fondation plusieurs forums depuis 2016 destinés à former une base de start-up à partir de laquelle les jeunes peuvent créer et innover dans divers secteurs d'activité, depuis la simple application à télécharger à la création d'une PME¹⁴. »

Les activités liées aux nouveaux services (digitalisation de l'économie) pour lesquelles les jeunes Saoudiens montrent une réelle inclination sont les secteurs sur lesquels le prince souhaite que les investissements se portent en priorité. Son ambition est d'inciter les jeunes à travailler dans le secteur privé où de nouvelles opportunités s'ouvrent dans les loisirs, le tourisme, la culture, la restauration, le sport et les nouvelles technologies. La création d'emplois dans le secteur de l'industrie manufacturière

12. La fondation a un partenariat avec celle de Bill Gates pour promouvoir des programmes de formation pour des boursiers dont les projets sont axés sur les nouvelles technologies.

13. Mohamed Zayani, *Digital Middle East: State and Society in the Information Age*, Londres, Hurst and Co, 2018.

14. Propos issus d'un entretien réalisé à Riyad avec Shima Hamidudin, en mars 2017.

de défense¹⁵ est l'un des chantiers majeurs que MBS réserve à l'emploi des jeunes dans la « vision 2030 ».

Iman, jeune chargée de communication de la fondation Misk, précise que la fondation est une structure pilote destinée à faire du *branding* pour montrer l'image d'un royaume en phase avec la culture digitale et multimédia d'une jeunesse comptant parmi les plus connectées au monde proportionnellement à son pourcentage démographique.

L'idée, poursuit Shaykha¹⁶, consultante en communication, est « d'identifier le jeune à cette plateforme qui promeut partout dans le pays des événements, forums, ateliers diffusés par le biais d'applications pour interagir dans l'ensemble des 13 provinces du royaume afin que la jeunesse se sente impliquée, à l'échelle nationale. L'objectif est que tout jeune, en provenance de tous les coins du royaume, puisse candidater à des programmes de bourses à l'étranger, des formations dans les domaines de la production artistique, l'économie digitale, les hautes technologies pour financer leurs programmes par la suite ».

LA CAPTATION DES MILLÉNAUX PAR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Pour attirer le public des milléniaux et des plus jeunes, l'industrie de communication mise en place par la fondation Misk fait appel à des « stars » des réseaux sociaux, créatives et innovantes. Les concepteurs de vidéos YouTube sont chargés, expose Shaykha, « de simplifier et communiquer la "vision 2030" auprès des enfants et des adolescents ; la société de production Masâmîr, qui produit des films YouTube à grand succès auprès de cette catégorie de la population, a d'ailleurs remporté ce contrat ».

Les « influenceurs », vedettes des plateformes YouTube, Twitter, Facebook, Instagram, Snapchat, véritables faiseurs

15. Interview de Andreas Schwer, CEO of SAMI, dans « [How can Saudi Arabia develop an indigenous defence industry?](#) », Defense News TV, 27 août 2018 ; voir aussi Shaul Shay, « The Saudi Arabian Military Industries (SAMI) », Herziliya Conference Papers, <https://www.idc.ac.il/en/research/ips/2018/documents/shaulshaysami22.4.18.pdf> [consulté le 20 septembre 2020].

16. Entretien collectif, dans les locaux de Misk à Riyad, décembre 2017.

d'opinion auprès d'une jeunesse très connectée, relaient les films publicitaires et les informations sur la « vision 2030 ». Les indicateurs statistiques relevés en janvier 2018¹⁷ montrent des taux records de pénétration et d'utilisateurs actifs. 91 % de l'ensemble de la population est connectée à internet, 75 % sur les réseaux sociaux dont les plateformes les plus utilisées sont, dans l'ordre : WhatsApp, YouTube, Facebook, Instagram, Twitter, Messenger, Snapchat... Cette même source indique que le pic des utilisateurs Facebook se situe dans la tranche des 24-35 ans et, dans une moindre mesure, dans celle des 15-23 qui privilégient les autres plateformes : YouTube, WhatsApp, Snapchat, Instagram. TikTok est la plateforme plébiscitée par les enfants et adolescents de moins de 15 ans¹⁸. La courbe des utilisateurs actifs décline pour les 35-44 ans et davantage au-delà des 45 ans.

De cette manière, le prince compte créer un canal de communication direct avec cette classe d'âge nombreuse (6-15 ans) qui sera au cœur de la transformation du royaume dans les deux prochaines décennies. Ainsi, sans passer par la perception de leur entourage familial, les enfants se socialisent sur les plateformes numériques. L'objectif visé est de les inciter à se faire leur propre opinion par les outils ludiques destinés à promouvoir la « vision 2030 » que la fondation Misk met à leur disposition : jeux électroniques, ateliers et concours interactifs sur les plateformes numériques.

Ce lien que tisse le prince avec la jeunesse saoudienne cible le passage à une identité culturelle générationnelle transcendant la cellule familiale au sein de laquelle les jeunes se confondaient. Le *gaming*, l'industrie du jeu électronique, est le vecteur privilégié par la fondation du prince¹⁹ pour séduire les plus jeunes qui en sont de frénétiques consommateurs.

17. *Digital in 2018 in Western Asia. Part one: Digital in Saudi Arabia. A snapshot of the country's key digital statistical indicators*, Hootsuite.com, janvier 2018, p. 106-107 et 123-126.

18. Extrait d'entretien sur Zoom avec Shaykha, octobre 2020.

19. Misk, qui est pourtant une fondation à but non lucratif, a procédé, par le biais de sa compagnie Electronic Gaming Development Company (EGDC), au rachat de 33,3 % des parts de la société japonaise SNK et souhaite en acquérir

L'extrait d'un entretien avec Lina illustre la manière dont les jeunes Riyadotes, grands consommateurs de médias sociaux et de jeux électroniques, s'imprègnent de la propagande 2030 véhiculée par la fondation du prince : « Contrairement à ce que pensent mes parents, en suivant les productions YouTube et d'autres plateformes sur les réseaux sociaux, je ne suis pas du tout déconnectée de la vie réelle. Au contraire, la plus grande partie des échanges sociaux entre jeunes se faisant par ces réseaux. On nous dit que l'on est dans notre bulle, or c'est exactement le contraire. La "vision 2030" et les événements organisés par Misk ont parfaitement su capter cette réalité. Misk a compris qu'en organisant des forums autour des multimédia, il entrait dans l'univers de communication des jeunes Saoudiens. Le prince a su également nous déculpabiliser d'être jeunes en ouvrant des espaces de sociabilité et de rencontres, pour écouter de la musique, aller au cinéma ou faire du sport. On est enfin devenus chez nous des gens normaux sans être obligés de nous cacher pour se détendre et s'amuser. Cela donne beaucoup d'énergie et de confiance en soi, pour nous c'est un gain fantastique qui change nos vies²⁰... »

Le prince, qui partage l'addiction aux jeux des jeunes, fait le pari stratégique de capter ce public par ce mode de communication en phase avec cette nouvelle génération, dans l'objectif de modeler son imaginaire et de le dissocier du mode de socialisation traditionnel familial.

Uhûd²¹, diplômée d'un master de management aux États-Unis mais au chômage depuis un an, faute de compter sur un réseau relationnel, considère qu'encourager les plus jeunes à consommer sans mesure les jeux électroniques ou les inciter à se socialiser sur les réseaux sociaux est une manière de les plonger dans l'inculture. Elle estime que si les jeunes Saoudiens sont, comme leurs jeunes coreligionnaires dans le monde, très connectés aux

17,7 % de plus pour en prendre le contrôle à hauteur de 51%, https://gamasutra.com/view/news/374424/Saudi_Arabian_charity_Misk_acquires_333_stake_in_snk.php.

20. Entretien avec Lina, 19 ans, étudiante en littérature et animatrice d'un blog, mars et décembre 2017.

21. Entretien avec Uhûd, 30 ans, avril 2019.

plateformes TikTok ou Snapchat et incollables sur les derniers tubes de stars à la mode, ils sont en revanche ignorants des problématiques et enjeux internationaux et ne sont pas sensibilisés comme d'autres jeunes dans le monde aux questions écologiques et climatiques.

La directrice du « pôle innovation » de la fondation Misk, Dima Al-Yahia²², revient sur les objectifs officiels de socialisation des enfants et jeunes adolescents : « l'objectif est de livrer dès la petite enfance une nouvelle méthode d'apprentissage, fondée sur la connaissance informatique, en vue de donner dès les premières années de la scolarisation des enfants une éducation fondée sur plus d'enseignements techniques, mathématiques et numériques afin de rompre avec l'enseignement traditionnel inadapté au marché du travail ».

Les changements passent prioritairement par la refondation des programmes scolaires et un enseignement bilingue : arabe-anglais dès le cycle primaire. L'enseignement religieux vient désormais en support pour souligner l'importance de l'Arabie saoudite en tant que berceau de l'islam dans le monde musulman, et non plus comme matière centrale du cursus scolaire, comme cela a été le cas pendant des décennies²³. Il s'agit dorénavant de mettre le curseur sur l'islam « modéré²⁴ » et sur le dialogue avec les autres religions, en insistant sur les concepts de *shûra* (consultation) et de révélation divine comme sources ultimes des valeurs et principes. De même, l'enseignement de l'histoire s'inscrit dans le temps long, avec la prise en compte de l'ère préislamique. Une partie est consacrée à la civilisation nabatéenne : le site d'al-'Ulâ est réhabilité après avoir été proscrit par la doxa wahhabite assimilant tout ce qui précède la naissance de

22. Entretien individuel, Misk à Riyad, décembre 2017.

23. Le film *Wajda* de la cinéaste saoudienne, Haifa Al-Mansour, sorti en 2013, montre très bien qu'à l'école publique, l'apprentissage par cœur du Coran et la maîtrise de sa lecture étaient impératifs pour réussir le passage dans la classe supérieure. Une note en dessous de la moyenne était éliminatoire même si l'élève recueillait des notes excellentes dans les matières scientifiques et littéraires.

24. Eman Alhussein, « [Saudi Arabia Champions "Moderate Islam", Underpinning Reform Efforts](#) », *op. cit.*

l'islam à la *jahiliyya* (ignorance) qu'il faut combattre. L'inscription d'al-'Ulâ et de son site emblématique de Madâ'in Saleh dans le nouveau récit historique et dans le cursus scolaire permet de le rattacher aux projets de la « vision 2030 », puisqu'il figure parmi les mégaprojets majeurs censés marquer l'ambition du prince héritier de transformer le royaume en une nation forte²⁵.

Pour faire des jeunes des citoyens loyaux, ce nouveau récit vient renforcer dès le cycle primaire²⁶ les manuels d'instruction civique (تربية وطنية) introduits sous le règne du roi Abdallah à l'université au début des années 2000. Un manuel spécifiquement destiné à décrire comment l'État saoudien imagine et conçoit le citoyen saoudien idéal, intitulé « La jeunesse et les valeurs de la citoyenneté dans la société saoudienne²⁷ » sert de référence.

L'objectif est de formater, dès le plus jeune âge, le jeune Saoudien aux principes promus par la « vision 2030 » en lui inculquant ses valeurs *qiyâm* (قيام) comme étant le point focal autour duquel la vie sociale est organisée. Il s'agit d'insister sur la fierté d'appartenir à la nation saoudienne, dont l'identité islamique est le pilier et favorise les valeurs de sécurité et de prospérité. Cette construction du citoyen « idéal » dans la « nouvelle Arabie », chère à MBS, peut rappeler les méthodes de socialisation d'autres expériences étatiques nationalistes, comme celle de la Chine de Mao Zedong et de sa révolution culturelle.

Pour inciter les jeunes à se sentir fiers d'être saoudiens, le prince reprend à son compte la célébration de moments de communion nationale promus sous le roi Abdallah : la fête nationale saoudienne du 23 septembre et les grands festivals culturels de la Janadriyya et du Souk Okaz. Il en fait des événements festifs à l'adresse des jeunes (feux d'artifice, spectacle musical et dansant).

Le 10^e rapport annuel de l'enquête sur la jeunesse Burson-Masteller, conduite en 2018²⁸, indique que 92 % des millé-

25. Eman Alhussein, « [New Saudi Textbooks Put Nation First](#) », AGSIW, 17 octobre 2019.

26. Cf. le rapport Timss 2019, *op. cit.*

27. الشباب وقيام المواطنة في المجتمع السعودية.

28. Arab Youth Survey, [12th Annual Edition 2020](#), Dubaï, Burson-Masteller.

niaux sondés sont convaincus du succès de la « vision 2030 » et approuvent les réformes sociales introduites par le prince. Ce constat ressort très majoritairement des entretiens que j'ai effectués pour cette étude. L'impulsion et l'énergie du prince héritier sont, selon eux, à l'origine de la dynamique des changements très rapides dans le royaume. Cette adhésion des jeunes fait référence au phénomène de *hyperglobalization*²⁹ identifié par des sociologues étudiant les impacts de la mondialisation sur ces sociétés³⁰, qui font le constat que les sociétés du Golfe ont intégré massivement et très rapidement le processus de mondialisation du fait de l'hyper-connectivité des jeunes.

UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

Le réexamen du contrat social comme pierre angulaire de l'État-providence saoudien proposé par le prince, afin de transformer la nature du lien entre société et État, s'impose du fait de la forte contraction de l'économie et de la pression sociale qui en découle.

Cette situation s'est déjà produite dans les années 1980, sous le roi Fahd, le prix du pétrole plongeant à 7 dollars en 1986. Au cours de cette période de forte austérité, le roi Fahd a proposé une gestion exclusivement politique, en permettant aux clercs de l'establishment religieux de promouvoir avec zèle la doctrine wahhabite et en laissant se diffuser les idées de l'islam politique, inspirées des Frères musulmans par l'intermédiaire d'intellectuels et de clercs issus du mouvement de la *sahwa*, « éveil islamique »³¹. Cette période s'inscrivait en outre dans le contexte de la guerre froide, avec l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, l'instauration de la République islamique iranienne et à la suite

29. Mark C. Thompson, « The impact of globalization on Saudi male millennials identity narratives », *Asian Affairs*, 22 juillet 2019.

30. Mark C. Thompson, « Societal Transformation, Public Opinion and Saudi Youth: Views from an Academic Elite », *Middle Eastern Studies*, 53:2017, p. 834-857.

31. Stéphane Lacroix, *Les islamistes saoudiens : une insurrection manquée*, Paris, PUF, 2010.

de l'épisode traumatique subi par le régime saoudo-wahhabite de la prise d'otages dans la grande mosquée de La Mecque, en novembre 1979. À cette succession d'événements, se sont ajoutées la chute du prix du pétrole, amorcée en 1982, et l'explosion démographique contribuant à fragiliser la cohésion sociale et l'apparente homogénéité religieuse du royaume.

Le roi Salman et son fils accèdent au pouvoir dans le contexte d'une deuxième période d'austérité, coïncidant également avec une forte tension démographique caractérisée par une pyramide des âges très jeune avec un âge moyen de 27 ans³² (voir 1^{re} partie) et un chômage qui frappe massivement les jeunes. Cette fois-ci, en guise de réponse, le roi Salman et son fils ambitionnent de transformer et de moderniser profondément l'économie et la société selon une approche beaucoup plus verticale et autoritaire pour maximiser l'efficacité et la rapidité d'exécution des décisions. Ils choisissent d'adopter des mesures radicales et inédites à un moment où l'effondrement des prix du pétrole, amorcé au second semestre 2014³³, ne permet plus à l'État de soutenir le contrat social qui reposait sur une redistribution généreuse des revenus de sa rente pétrolière à la population nationale.

La distribution d'emplois à vie bien rémunérés dans le secteur public, la subvention des prix à la consommation, la gratuité des

32. Moyenne relevée dans les statistiques de *General Authority for Statistics, Demographic Survey 2017, Saudi Arabia*.

33. De 115 dollars en juin 2014, les prix passent à 60 dollars en octobre suivant en raison de la baisse de la demande pétrolière due à une croissance économique chinoise et asiatique moins vigoureuse et à la compétition du pétrole de schiste nord-américain qui accroît fortement l'offre. Le prix s'effondre à 28 dollars en février 2016, puis reprend une courbe haussière autour de 70 et 80 dollars au cours de l'année 2018 et 2019. Il s'effondre de nouveau à moins de 20 dollars, lors de la guerre des prix du pétrole, engagée entre Moscou et Riyad, en mars 2020. Voir sur ce point, Fatima Dazi-Héni, « [Arabie saoudite : entre crise du Covid-19 et guerre du prix du pétrole](#) », Brève stratégique, 3, 17 avril 2020. Cette crise pétrolière s'ajoute à la crise sanitaire de la Covid-19 qui paralyse l'économie mondiale, obligeant les pays de l'OPEP et OPEP+ à s'entendre pour baisser de 10 millions de barils/jour la production mondiale, dont l'offre est 30 % supérieure à la demande. Le prix oscille depuis juin 2020 entre 40 et 45 dollars et pourrait augmenter en fonction de la reprise économique mondiale. Voir Fatima Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions, op. cit.*

soins, de l'éducation et les crédits à taux zéro pour l'acquisition de logements constituaient les fondements du contrat entre l'État et la société³⁴. En 2016, la part des actifs saoudiens dans le secteur public est de 70 % et cette masse salariale représente 45 % des dépenses de l'État. Ce pacte social, dont l'engagement à prendre en charge la population est inscrit dans le texte de la Loi fondamentale adoptée le 1^{er} mars 1992 sous le roi Fahd, suivi dans la foulée par une contestation populaire organisée qui a défié la Maison Al Saoud, n'est plus soutenable.

Comme dans les années 1980 et 1990, la crise économique met à nouveau sous pression le pacte social et exige d'y répondre en réformant radicalement le système de redistribution qui le définit³⁵. Idéalement, les réformes structurelles économiques de cette ampleur auraient dû être réalisées en période d'abondance. Beaucoup de Saoudiens, conscients des implications du contrat social, estiment que la décennie la plus florissante de l'histoire du royaume (2003-2013) a été gâchée par une mauvaise gouvernance économique. Certes, près de 800 Mds US\$ de liquidités ont été placés dans la banque centrale (SAMA). Cependant, avec une moyenne annuelle de 100 \$ le baril du pétrole, cette décennie aurait dû être consacrée à la diversification économique de sorte que le niveau de vie des Saoudiens ne soit pas réduit comme il l'est aujourd'hui³⁶. Ce mauvais calcul symbolise le paradoxe des États pétroliers rentiers, ainsi que le théorise Terry Lynn Karl dans son ouvrage *The Paradox of Plenty*³⁷, qui devraient engager des réformes structurelles en période d'abondance et non d'austérité.

34. Steffen Hertog, « Segmented Clientelism: The Political Economy of Saudi Economic Reform Efforts », dans Paul Aarts, Gerd Nonnemen (eds.), *Saudi Arabia in the Balance: Political Economy, Society, Foreign Affairs*, New York, New York University Press, 2006.

35. Steffen Hertog, « [What would the Saudi Economy Have to Look Like to Be 'Post Rentier?'](#) », dans POMEPS, *The Politics of Rentier States in the Gulf*, Studies 33, 2019, p. 29-33.

36. Extrait d'entretien avec un médecin exerçant dans une clinique privée à Riyad, mars 2017.

37. Terry Lynn Karl, *The Paradox of Plenty. Oil Booms and Petro States*, Berkeley, CA, University of California Press, 1997.

La définition du contrat social en Arabie saoudite et dans le Golfe est très éloignée de celle qui a émergé lors de la formation des États modernes européens. Dans le Golfe, elle reflète l'idée de bénéfices mutuels : l'État fournit le confort et la sécurité de l'emploi (État-providence) et en retour les citoyens témoignent leur loyauté au système sans contestation possible³⁸.

La transformation radicale du contrat social proposée par MBS consiste à inciter les nationaux à remplacer progressivement la main-d'œuvre étrangère qui occupe 80 % des emplois du secteur privé. Cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique dite de « saoudisation », initiée sous le roi Abdallah en 2005. La réduction des prix subventionnés de l'énergie, l'augmentation de 50 % des prix de l'essence et l'introduction inédite d'une fiscalité, avec des taxes sur le tabac et les sodas ainsi que l'annonce d'une TVA à 5 % à compter du 1^{er} janvier 2018, sont autant de mesures qui bouleversent les termes du contrat social.

Dans ce contexte, l'État décide de diminuer de 16 % ses dépenses publiques par rapport à l'année précédente, tandis que le prix du pétrole tourne autour de 30 \$ le baril en mars 2016, et que les dépenses militaires figurent parmi les plus élevées au monde en pourcentage du PIB (entre 8 et 9 %)³⁹. Ces dépenses sont notamment destinées à financer la guerre au Yémen⁴⁰ que MBS a lancée précipitamment en mars 2015 en l'annonçant comme une opération expéditive de 15 jours.

Tous les acteurs économiques sont impactés par la baisse des revenus du pétrole qui irriguent l'ensemble de l'économie du pays. 90 % des compagnies saoudiennes dépendent des paiements de l'État qui les a interrompus à partir de septembre 2015. Beaucoup de PME travaillant dans la construction et sous-traitant

38. Giacomo Luciani, Hazem Beblawi *et al.*, *The Rentier State*, Londres, Croom Helm, 1987.

39. Niall Mc Carthy, « [These countries have the biggest military budgets as a percentage of GDP](#) », World economic Forum with the collaboration of Statista, 2 mai 2019.

40. Fatiha Dazi-Héni, « [Le Yémen, test de la nouvelle politique saoudienne](#) », *Orient XXI*, 13 avril 2015. À cette époque MBS annonçait une guerre expéditive de 15 jours ; presque six années plus tard, le prince héritier ne parvient pas à s'extirper de ce conflit.

pour l'État déposent le bilan. Pour de nombreux Saoudiens, le compte n'y est plus d'autant que le gouvernement a imposé, en septembre 2016, soit après les vacances d'été, des mesures brutales d'austérité, en supprimant les allocations versées aux salariés saoudiens du secteur public qui constituent 70 % des actifs nationaux.

Cette mesure annoncée sans explications préalables provoque une baisse de 20 à 30 % de leurs salaires et donc une chute de la consommation intérieure des fonctionnaires. Le mécontentement généralisé de ces derniers et de leurs familles, dont notamment celles des militaires engagés sur le front yéménite, s'exprime à travers une campagne active sur les réseaux sociaux. La pression économique ajoutée à la tension sociale rend intenable ces mesures d'austérité et entraîne leur abandon par le décret royal du 23 avril 2017, qui annonce également le remboursement rétroactif des allocations aux fonctionnaires supprimées pendant six mois.

Salma, enseignante à Djeddah⁴¹, résume bien la tension ambiante : « Beaucoup d'erreurs ont été commises dans la mise en place des mesures d'austérité sans que la population y ait été préparée. Le coût de la vie a explosé d'un seul coup ; les factures d'électricité ont triplé pour mon foyer ; mon salaire et celui de mon mari ont accusé une baisse de 30 % pour le mien et 20 % pour le sien. On ne peut pas nous enlever de tous les côtés et ne rien proposer en compensation. Si les services étaient encore à la hauteur ! En Arabie saoudite, les gens n'ont jamais été habitués à faire autant de sacrifices et en échange de quoi ? Tout le monde a ressenti cela comme une injustice. »

Lors de nombreux entretiens, des interviewés actifs⁴² témoignent de l'incompréhension de mesures aussi radicales

41. Salma, interviewée en mars et décembre 2017 à Djeddah.

42. J'ai effectué plusieurs entretiens avec des enseignants dont Salma et son époux, pilote, tous deux quadragénaires, à Djeddah en décembre 2017, avec deux militaires retraités, Abd el-Majid, 52 ans, et Hassan, 58 ans, reconvertis dans le secteur privé ainsi qu'avec un groupe d'enseignantes du primaire et Nauf, l'enseignante à l'Université Prince Sultan, qui avaient très mal vécu les réductions de salaires et baisses de subventions sur leurs factures d'électricité.

et de la mauvaise préparation des autorités à gérer la question sensible de l'austérité dans un pays où les citoyens ont toujours bénéficié de la gratuité des services qu'ils considèrent comme un dû. Cependant, force est de constater que ce mécontentement exprimé pendant près de six mois sur les réseaux sociaux n'a pas débouché sur une contestation populaire contre ces mesures d'austérité auxquelles la population n'était pas préparée.

Les corrections opérées attestent de l'extrême sensibilité des réformes structurelles en cours. Cette réalité est encore tenace mais le nouveau leadership a l'ambition de radicalement changer les habitudes liées à une conception de la vie où l'effort n'a jamais été valorisé. Seules les femmes désireuses de s'épanouir ont saisi les opportunités de travail, entrouvertes par le roi Abdallah et élargies par le prince Mohammed pour faire passer le pourcentage de femmes actives, estimé à 18 % en 2016, à 30 % d'ici 2030. Au 4^e trimestre de l'année 2019, il a atteint une moyenne de 25 %⁴³. Le chômage reste néanmoins très élevé chez les femmes avec une moyenne de 35 à 60 % pour les moins de 35 ans contre 5 à 17 % chez les hommes de la même moyenne d'âge⁴⁴.

La politique fiscale pour 2017-2018 a été mieux préparée et exécutée qu'en 2016. La création du compte citoyen pour les foyers saoudiens touchant des revenus égaux ou inférieurs à 20 000 SAR (4 500 €)⁴⁵ et la mise en place de mesures d'exemption pour les militaires et les policiers ainsi que l'attribution de

43. « Labour Market, Fourth Quarter 2019 », *General Authority for Statistics, Saudi Arabia*. Ces chiffres n'incluent pas le nombre de femmes employées dans les larges secteurs de la défense et de la sécurité dont les statistiques ne sont pas livrées.

44. « Labor Force, Third Quarter 2019 », *General Authority for Statistics, Saudi Arabia*.

45. Ce compte est créé pour protéger les foyers les plus modestes en injectant des compensations à la réduction des services traditionnellement subventionnés tous les trimestres. Entré en vigueur le 21 décembre 2017, il est soumis à un réexamen annuel. Un foyer saoudien, pour reprendre la définition de l'Autorité générale des statistiques, est composé d'un groupe avec ou sans lien de parenté vivant sous le même toit (nourrice, femme de ménage, chauffeur) et comprend en moyenne 10 à 13 personnes.

bonus aux fonctionnaires et aux étudiants ont corrigé les mesures antérieures trop radicales.

En dépit de ses maladresses, le style spontané du prince qui reconnaît ses erreurs est perçu favorablement dans l'ensemble. « Oui, nous nous sommes trompés et on va procéder autrement. Cela montre qu'une politique volontariste réelle existe pour réaliser les changements nécessaires pour une société mieux éduquée, prête à jouer le jeu⁴⁶. » Le Dr Awad, professeur de droit à l'université King Saud, convaincu de la pertinence de la réforme, poursuit en caractérisant ainsi l'entreprise de transformation du pacte social : « La philosophie qu'implique le PTN consiste à relever ce défi : comment passer d'un État-providence et allocataire, distributeur de ressources, à un système productif, transformant le citoyen assisté en un citoyen qui participe et partage le fardeau des charges pour rendre l'économie productive. »

Un autre cadre justifie l'augmentation substantielle du prix des factures énergétiques par le souci du nouveau leadership de responsabiliser les citoyens sur leur consommation en eau et électricité dont ils n'avaient pas conscience du coût élevé, l'État payant 80 % du montant de leurs factures. Mohammed, cadre dans l'entreprise Maaden⁴⁷, précise que « la gratuité de ces services a fait exploser la consommation énergétique domestique qui compte pour 30 % de la production pétrolière du pays ».

La difficulté de faire accepter les sacrifices à une population qui n'y a pas été éduquée traduit la complexité de la tâche à accomplir pour transformer le contrat social. L'approche radicale adoptée au cours de la première année du lancement de la « vision 2030 » a échoué car elle a précisément ciblé la masse démographique constituant la clientèle de l'État rentier.

Aussi, il n'est pas surprenant que le prince héritier ait choisi de concentrer ses efforts sur sa communication auprès des jeunes dans le but d'instaurer rapidement un changement de mentalité, en inculquant les valeurs du nouveau contrat social et du

46. Extrait d'un entretien réalisé avec le Dr 'Awadh, professeur de droit à l'Université King Saud, décembre 2017.

47. Entretien avec Mohammed, ingénieur chez Ma'aden, décembre 2017.

« citoyen idéal », fondées sur la culture de l'effort et de la méritocratie ainsi que sur la loyauté à la nation et à son leader.

L'enthousiasme que j'ai perçu chez les jeunes Riyadotes envers les réformes annoncées par le prince est surtout dû à l'intense campagne de communication organisée par la fondation Misk et les nombreuses sociétés de communication étrangères venues renforcer sa diplomatie publique⁴⁸ auprès de la jeunesse. Cette atmosphère euphorique tranche néanmoins, comme on l'a vu, avec les doutes émis par une partie de leur entourage, dont les générations directement concernées par les mesures radicales décidées pour faire face à l'austérité.

Mohammed A.⁴⁹, quadragénaire et cadre dirigeant d'une petite entreprise, y voit une « stratégie pour occuper près des deux tiers de la population afin de lui rendre la vie plus agréable, en lui vendant du rêve et du divertissement. Cette approche est habile et ne coûte pas grand-chose au prince ».

L'ÉCHEC DE LA « SAOUDISATION » DES EMPLOIS DU SECTEUR PRIVÉ

Le projet de changer les mentalités en 15 ans en rendant moins attractif le secteur public qui offre la sécurité de l'emploi à vie et une rémunération supérieure de 20 à 30 % à celle obtenue dans le secteur privé, hormis les domaines d'excellence, semble irréaliste. Le salaire moyen d'un employé saoudien dans le secteur public est de 2 860 dollars contre 2 020 dollars⁵⁰ dans le secteur privé - 980 dollars s'il s'agit d'un expatrié.

La politique de « saoudisation » des emplois⁵¹, mise en place à l'automne 2005, ambitionnait déjà de remplacer la main-d'œuvre

48. Nicholas Cull, *Public Diplomacy: Lessons from the Past*, Center on Public Diplomacy, Los Angeles, CA, Figueroa Press, 2009.

49. Deux entretiens ont été effectués avec Mohammed A., Riyad, décembre 2017.

50. Saudi Arabia's General Authority for Statistics (GaStat), « Labor Market, Fourth Quarter », 2019, <https://www.stats.gov.sa/en/814> [consulté le 26 septembre 2020].

51. Fatiha Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, op. cit., Question 57.

étrangère par des nationaux sur une période de 25 ans afin qu'ils occupent 75 % des emplois du secteur privé. En 2016, la force active étrangère⁵² représentait 80 % du secteur privé. La politique de quota stricte imposant aux sociétés d'employer 35 % de nationaux indépendamment de leurs activités et effectifs sous peine de sanctions, a incité petites entreprises et grands groupes à ne pas s'y conformer. Les employeurs ont préféré payer des pénalités et dédoubler l'emploi de ces nationaux, peu ou mal formés, par des étrangers plus compétents et meilleur marché.

De plus, les jeunes se sont habitués à attendre des années pour obtenir un emploi public confortable, beaucoup ne bénéficiant pas de réseaux et « pistons » pour espérer un emploi dans le secteur public ou créer leur entreprise⁵³.

Si les dirigeants de très haut niveau sont nombreux dans le pays, ce qui manque cruellement pour le suivi et l'exécution de la vision, c'est la strate managériale de maintenance et technique. Et c'est là-dessus, dit le Dr Ashok Nigam, coordinateur de la « vision 2030 » du PNUD entre 2016 et 2018, que l'organisme onusien travaille à former des jeunes Saoudiens car le royaume est encore massivement dépendant de la main-d'œuvre et de l'expertise étrangères.

« La vision est une entreprise de longue haleine et le problème que l'on rencontre c'est le manque de motivation de jeunes, qui ont étudié le management, à venir travailler comme conseillers techniques dans le long terme dans des structures institutionnelles n'offrant pas les mêmes opportunités de profits que dans le secteur privé⁵⁴. »

Alors que les infrastructures et les institutions logistiques existent, la « vision 2030 » se heurte à l'obstacle fondamental du manque de qualification de ses nationaux. De fait, la « vision 2030 » est totalement dépendante du savoir-faire de consultants étrangers. « Le PTN a considérablement augmenté la dépendance

52. Population estimates 2018, General Authority for Statistics, Saudi Arabia, <https://www.stats.gov.sa/en/43> [consulté le 26 septembre 2020].

53. Steffen Hertog, « [Challenges to the Saudi distributional state in the age of austerity](#) », LES Research Online, décembre 2016.

54. Interviewé le 13 mars et le 11 décembre 2017 à Riyad.

structurelle du gouvernement vis-à-vis de cabinets de conseils étrangers (McKinsey, BCG, PwC, Booz Allen Hamilton...)⁵⁵ qui insufflent un tout autre management des ministères et des nombreuses nouvelles autorités publiques créées pour contourner la lourdeur bureaucratique, autre point noir auquel se heurte l'exécution de la « vision 2030 »⁵⁶. »

Les mesures prises, dès le lancement du plan de transformation, visent à faciliter l'accès à une administration numérisée afin d'accélérer les démarches, digitaliser le secteur des services et encourager le e-commerce en proposant des aides financières pour faciliter la création de microentreprises. À défaut d'offrir de manière pérenne la sécurité de l'emploi, elles incitent les jeunes à s'engager dans l'auto-entrepreneuriat et surtout à accroître leur confiance en eux et à se projeter de manière plus positive.

Plusieurs jeunes Riyadotes m'ont confié avoir profité de ce nouveau climat pour obtenir des aides ou s'enregistrer comme auto-entrepreneurs, et ouvrir cafés⁵⁷ ou food trucks⁵⁸ qui ont connu une croissance exponentielle entre 2016 et 2018. D'autres jeunes (étudiants ou enseignants), issus de milieux sociaux à revenus limités⁵⁹ et ne bénéficiant d'aucune *wasta*, exercent aussi quelques heures comme chauffeurs Uber ou Careem, ou

55. Lors de notre entretien du 7 décembre 2017, le Dr Ashok nous a révélé que le coût estimé des firmes de consultance étrangères pour leurs conseils concernant la « vision 2030 » a été estimé par la Saudi Audit commission à 3,2 Mds \$ pour les années 2015 et 2016.

56. Éléments d'information issus des entretiens réalisés en décembre 2017 avec Mohammed Al Suwayyed, directeur exécutif du Vision Realization Office (VRO) au ministère des Transports dans les années 2017 et 2018.

57. Entretien avec Mohammed, 28 ans, en mars 2017. Employé dans une société parapublique, il fait des démarches pour ouvrir un café en franchise et devenir entrepreneur. Interviewé en novembre 2020, au moment de la fin de la rédaction de cette étude, Mohammed a ouvert deux cafés et attend de signer le contrat de sa franchise française « Papa Boun » pour l'ouvrir au début de l'année 2021, en raison de la pandémie du Covid19-.

58. Entretien individuel avec Ahmed, 24 ans, propriétaire de deux food trucks qu'il gère avec son père, Riyad, décembre 2017.

59. Entretiens avec Abdallah, enseignant en primaire de 29 ans, chauffeur Careem ; Rawaf, 23 ans, caissier dans un restaurant ; Ahmad, 22 ans, étudiant à King Saud University ; Redha, 22 ans, étudiant en management et chauffeur Uber, Riyad, mars et décembre 2017.

bien travaillent comme caissiers dans les nombreux cafés et salons de thé mixtes qui ont ouvert à Riyad dans les années 2016-2017.

La plupart de ces jeunes positivent ces « extras » comme une expérience pouvant les aider à se réorienter et à créer leur propre affaire, comme l'exprime clairement Redha : « Les petits boulots permettent d'ouvrir des horizons, d'avoir une première expérience dans la vie active et de suivre une formation parallèlement. Cela permet d'envisager sereinement la suite et de faire une vraie carrière dans des domaines variés en créant son entreprise puisque l'orientation de 2030 est clairement d'aider les jeunes à entreprendre et à ouvrir leur business⁶⁰. »

La création de start-up suscite chez les jeunes urbains un réel engouement⁶¹. Cet élan est encouragé par la mise en œuvre de nouvelles réglementations pour faciliter la création et développer les PME afin d'augmenter significativement leur contribution au PIB, idéalement de 20 % en 2016 à 35 % en 2030. Néanmoins, en dehors du succès des food trucks, on assiste surtout à une inflation de nouvelles applications sur smartphones : 10 % d'entre elles réussissent, notamment dans le secteur de la restauration (livraison de repas ou recommandation de restaurants : *وين نأكل؟*, *Où manger ?*, *Jahez*, *HungerStation...*), les 90 % restants échouent.

En dépit des facilités et des nouvelles règles instituant un environnement juridique, concurrentiel⁶² et des tribunaux commerciaux en 2017⁶³, ainsi qu'une loi encadrant les faillites d'entreprises en 2018⁶⁴, les jeunes sont méfiants et craignent de prendre le risque d'entreprendre. La peur de l'échec, très

60. Entretien avec Redha, 22 ans, étudiant à King Saud et chauffeur Uber.

61. *Global Entrepreneurship Monitor (GEM), Report, Saudi Arabia 2016/17*.

62. Alain Sfeir, Shahid Makhafah, « Saudi Arabia Issues a new Competition Law », *Clyde&Co*, 2 avril 2019.

63. STA Law Firm, « [Saudi Arabia: The Kingdom Of Saudi Arabia's New Commercial Mortgage Law Of 2018](#) », Mondaq, 19 mars 2019.

64. Tom Arnold, Reem Shamseddine, Kate Paul, « [In Boost to Reform, Saudi Arabia's Cabinet Approves Bankruptcy Law](#) », Reuters, 18 février 2018 ; Jeremy Laurence, « [Saudi Arabia's Bankruptcy Law Comes into Effect](#) », *Arabian Business*, 19 août 2018.

ancrée dans la culture saoudienne, demeure très prononcée, même dans le secteur digital pourtant très prisé.

Des progrès notables ont été accomplis par le gouvernement saoudien entre 2016 et 2020 afin d'alléger la pesanteur bureaucratique pour faciliter la création d'entreprises, introduire des réformes sociales pour rendre plus attractif l'environnement des affaires, et engager des négociations avec le secteur privé pour hiérarchiser les filières et métiers prioritaires. Néanmoins, l'ambition affichée de la « vision 2030 » de transformer les fondamentaux économiques du pays en 15 ans relève plutôt de l'effet d'annonce tant l'objectif est irréalisable.

En effet, comment transformer une économie fondée presque entièrement sur les revenus du pétrole et l'emploi public en une économie reposant sur un secteur privé représentant 65 % du PIB contre 40 % en 2016, attirer des investissements directs étrangers (IDE) à hauteur de 5,7 % contre 3,8 % et développer un secteur hors pétrole de 16 à 50 % ? Steffen Hertog, spécialiste de l'économie politique du royaume, estime que pour réussir un tel développement il faudrait que l'ensemble des emplois pourvus le soit dans le secteur privé alors qu'en cinq ans, seuls 40 000 emplois ont été créés et que l'écart salarial entre les employés saoudiens du public et du privé reste encore trop élevé⁶⁵. Par ailleurs, l'idée selon laquelle le départ massif des étrangers profiterait à l'embauche des Saoudiens est erronée : depuis 2016, près de 2 millions de travailleurs expatriés (essentiellement dans le secteur de la construction) ont quitté le pays en raison de la perte de leur emploi sans avoir été remplacés par une main-d'œuvre saoudienne qui refuse cette catégorie d'emplois.

65. Steffen Hertog, « What would the Saudi Economy Have to Look Like to Be 'Post Rentier ? » , *op. cit.*

NOUVELLE STRATÉGIE DE VALORISATION DES JEUNES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Au premier trimestre 2019, avec un taux de chômage national à 12,5 %, la tranche d'âge des 20-29 ans compte pour 64 % des chômeurs dont 53 % d'entre eux sont diplômés de l'université⁶⁶. Ce taux de chômage élevé de jeunes diplômés saoudiens avoisine celui des pays arabes qui ont connu les mobilisations populaires lors des printemps arabes. Cette situation a incité le gouvernement saoudien à engager de nouvelles mesures dans le cadre de la « vision 2030 ». Il a pris conscience de la nécessité de fournir un effort important pour renforcer la formation des jeunes dans les filières techniques et d'ingénierie et de les aider à s'orienter vers ces carrières dès le cycle secondaire.

Cette stratégie s'opère en amont avec la réévaluation des programmes scolaires et une nouvelle conception de l'enseignement plus méthodologique et critique, et non plus fondée sur l'apprentissage par cœur, et une surcharge d'enseignements religieux qui ne répondent pas aux besoins du marché du travail.

Ainsi, au lieu de fixer des objectifs chiffrés impossibles à atteindre en 2030 et servant uniquement à la communication (accroître de 16 à 50 % la part de la production hors pétrole, faire passer le secteur privé de 38 à 65 % ou réduire le chômage de 12,9 % en 2015 à 7 % à l'horizon 2030), le gouvernement reformule ses priorités.

Le rapport de l'académie Misk préconise un renforcement très net des matières scientifiques, des sciences technologiques et informatiques⁶⁷, notamment des mathématiques, le royaume figurant en bas du classement international de référence TIMSS⁶⁸. Alors que le précédent rapport, publié en 2015, indiquait que

66. *Saudi Youth in Numbers. A report for International Youth Day 2020*, Statistical Analysis and decision Support Center, General Authority for Statistics, août 2020.

67. *Saudi Youth in Numbers* et le rapport de l'académie Misk (en arabe), *Rapport d'évaluation des besoins du marché du travail saoudien*, Ryad, Misk Academy 2020 (دراسة تقييم احتياجات سوق العمل السعودي), ont servi ici de données d'appui.

68. TIMSS: Trends in International Mathematics and Science Study. Highlights from TIMSS and TIMSS Advanced 2019, *op. cit.*

60 % du cursus des étudiants de l'enseignement supérieur ne correspondait pas aux exigences de qualifications pour les postes à pourvoir, celui de 2019 enregistre les progrès accomplis. La réorientation stratégique présentée par le rapport de l'académie Misk vient corriger les erreurs ayant conduit à l'échec de la « saoudisation » des emplois des jeunes depuis 15 ans.

C'est en fonction des cinq secteurs d'activités prioritaires⁶⁹ sélectionnés par le Conseil économique des affaires de développement (CEDA) afin de préparer aux métiers des secteurs de l'information et des communications, de l'industrie manufacturière, des transports et stockages, de la finance, de l'assurance et de la vente en gros et en détail, que le gouvernement organise son soutien aux étudiants. Un programme de tutorat les aide à cibler les cursus susceptibles de déboucher sur des métiers dans ces cinq secteurs prioritaires. Constituant 74 % du PIB hors pétrole, ces cinq domaines d'activité emploient aujourd'hui 49 % de la force active saoudienne, l'ambition étant de la porter à 86 % à la fin de l'année 2022. Les dix-huit autres sélectionnés sont les métiers préparant aux services : la restauration, le tourisme, les divertissements événementiels, l'art, la culture, l'innovation, la santé, l'enseignement, les services sociaux⁷⁰.

Les informations et besoins ont été recueillis auprès des employeurs de ces secteurs et des instituts de formation et d'apprentissage afin d'embaucher des gestionnaires, des dirigeants et des responsables de projets dans la vente et l'industrie manufacturière et la finance, des ingénieurs, des analystes, des développeurs et d'autres experts et techniciens en informatique et en cybersécurité dans les domaines des communications⁷¹. Ces emplois sont pour l'heure essentiellement occupés par une main-d'œuvre expatriée qualifiée, à l'exception du secteur de la finance et de l'assurance où les Saoudiens sont majoritaires.

69. Ces métiers font partie de la première vague de développement, ils sont inscrits à l'agenda du TPN dont les objectifs sont fixés pour 2022.

70. Ces secteurs d'activités constituent le paquet de la deuxième vague devant déboucher sur des créations d'emplois pour l'année 2030.

71. *Rapport d'évaluation des besoins du marché du travail saoudien, op. cit.*, p. 7.

Ces secteurs sont les niches privilégiées par le prince pour moderniser le pays selon des orientations politiques et de contrôle ciblées. Les trajectoires promues visent des métiers préparant au management et au contrôle, avec les filières techniques – informatique, électronique, technologique, sans oublier le domaine du cyber. Ces choix entrent dans sa stratégie de développer les métiers liés à l'industrie de défense et de la sécurité. Sachant que l'industrie électronique représente entre 30 et 40 % du coût des systèmes de défense et que l'Arabie saoudite est le troisième plus grand importateur d'armes au monde, avec en moyenne 20 milliards de dollars de dépenses chaque année, le prince fait le choix de développer une « industrie de défense » pour embaucher prioritairement les jeunes dans des usines d'assemblage et préparer aux métiers de la maintenance mécanique et technique. L'objectif est de promouvoir aussi le secteur de la sécurité privée⁷².

Sans surprise, ce sont les trois plus importantes conurbations (voir 1^{re} partie) qui concentrent le plus d'opportunités d'emplois pour les jeunes Saoudiens dans les cinq secteurs d'activités jugés prioritaires⁷³. Riyad attire en moyenne une fois et demie à deux fois plus de créations d'emplois que les provinces de La Mecque et de l'Est et entre 35 et 40 fois plus comparé aux provinces les plus pauvres (Nord et Sud essentiellement). Il faut néanmoins nuancer ces écarts pour Médine, Tabouk et les provinces du Sud, qui sont davantage concernées par les activités de la seconde vague : mégaprojets touristiques et industriels le long de la mer Rouge, du nord au sud, à condition que le royaume sorte de sa désastreuse et coûteuse guerre au Yémen.

En 2020, près d'un million de Saoudiens ont terminé leur formation professionnelle contre 36 000 en 2016 ; 950 000 se sont inscrits dans des filières techniques et professionnelles contre

72. Ruba Obaid, « [PIF unit makes Saudi Arabia's largest ever private military deal](#) », *Arab News*, 28 décembre 2020.

73. *Rapport d'évaluation des besoins du marché du travail saoudien, op. cit.*, p. 40.

104 000 en 2016. L'objectif du ministère du Travail est de voir 50 % de ces jeunes trouver un emploi dans le secteur privé⁷⁴.

Ces mesures prises en concertation avec les filières industrielles et commerciales concernées viennent tardivement corriger les erreurs commises par la politique de « saoudisation » contraignante et contre-productive des années 2005-2011 et ne constituent que le prélude à un frémissement du secteur privé.

Selon le FMI, l'année 2023 devrait compter entre 500 000 et 1,4 million de nouveaux jeunes actifs saoudiens dans une échelle de croissance faible. Le taux de chômage, au quatrième trimestre 2019, est à 12 % contre 12,5 % au premier trimestre de la même année, et 12,9 % en 2015. La baisse du taux de chômage en cinq ans est infime alors que l'objectif en 2030 est de le ramener à 7 %.

La transformation structurelle de l'économie ne peut évoluer que très progressivement. Pour l'heure, il s'agit de créer les fondamentaux pour instaurer un environnement d'affaires attractif et favorable à l'esprit d'entreprise, éduquer et former deux générations de Saoudiens pour répondre aux besoins du marché du travail et changer les mentalités. L'autre aspect à prendre en compte pour conduire ces transformations est lié à la capacité du nouveau leadership saoudien à attirer les investissements étrangers (voir 3^e partie).

74. Stephen Grand, Katherine Wolff, [Assessing Saudi Vision 2030](#), *op. cit.*

III. PERCEPTION DU LEADERSHIP DU PRINCE

La « révolution » de palais du 22 juin 2017 orchestrée par le roi Salman, qui a évincé Mohammed Bin Nayef (MBN), l'ancien ministre de l'Intérieur et dauphin du trône pourtant désigné par ses soins à cette fonction en avril 2015, porte un coup inédit au processus de succession. La désignation de son fils favori comme héritier au trône a provoqué la colère dans les rangs de la famille royale. Certes, la succession a toujours constitué le talon d'Achille de la monarchie saoudienne¹. Des modalités institutionnelles sont pourtant instaurées pour la régir, une première fois en 1992 sous le roi Fahd, avec l'adoption de la Loi fondamentale qui inscrit les principes de la succession. Celle-ci est améliorée sous le roi Abdallah par un amendement portant sur la création du Conseil d'allégeance qui réunit les 35 membres majeurs des 13 clans formant la dynastie royale en octobre 2006, suivi du texte réglementant son application, le 10 décembre 2007².

Ces dispositions institutionnelles n'empêchent pas le roi Salman d'en décider autrement. Il modifie radicalement la ligne de succession³ en choisissant le mode héréditaire de père en fils (sans spécifier la primogéniture qui cède le pouvoir à l'aîné des garçons) et non plus le principe latéral adelphique⁴ et de séniorité entre frères. Le roi ignore en outre, mais sans le dissoudre, le Conseil d'allégeance censé approuver par consensus sa décision. Trois princes majeurs siégeant parmi les 35 membres de ce conseil refusent de reconnaître le nouveau dauphin⁵ alors que le reste se résigne ou accepte rapidement.

1. Fatiha Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions, op. cit.* (2020), Question 23.

2. Nabil Mouline, « Pouvoir et transition générationnelle en Arabie saoudite », *op. cit.*

3. Madawi Al-Rasheed, « Mystique of Monarchy. The Magic of Royal Succession in Saudi Arabia », dans M. Al-Rasheed, *Salman's Legacy. The Dilemmas of a new era in Saudi Arabia*, Londres, Hurst & Company, 2018, chap. 2, p. 45-72.

4. Nabil Mouline, « Pouvoir et transition générationnelle en Arabie saoudite », *op. cit.*

5. Trois princes majeurs siégeant au sein du Conseil d'allégeance parmi les 35 membres de la famille qui le composent, refusent la désignation de MBS

Certains intellectuels saoudiens⁶ n'hésitent pas à considérer cette nouvelle phase comme la quatrième étape de la construction de l'État Al Saoud⁷. Ce coup de force impose l'approche radicale de la modernisation autoritaire⁸ assumée par le nouvel exécutif dual.

Pour gérer la tension qui caractérise le pays depuis son ascension météorique au sommet du pouvoir, le dauphin a opté pour une approche alternant le chaud et le froid⁹. Ainsi, tout en donnant aux jeunes et aux femmes des gages concrets de sa détermination à libéraliser la société pour leur offrir loisirs et divertissements ainsi que des perspectives d'emplois dans des secteurs nouveaux,

comme héritier du trône. Tous ont été écartés. Il s'agit des princes Talal (demi-frère du roi et père de Waleed Bin Talal arrêté lors de l'opération anti-corruption du Ritz-Carlton), Mitaab Bin Abdallah (neveu du roi et fils aîné de l'ancien roi Abdallah), Ahmed (frère benjamin du roi s'estimant le candidat naturel à la succession de son frère Salman). Le prince Talal, connu sous le nom de prince rouge, est décédé en décembre 2018. Le prince Mitaab Bin Abdallah, ancien ministre de la Garde nationale, a été arrêté au Ritz-Carlton pour corruption lors de la purge du 4 novembre et libéré le 29 novembre suivant mais interdit de sortie du territoire, en échange d'un arrangement financier portant sur le paiement de 1 milliard de dollars aux autorités. Enfin, le prince Ahmed, frère benjamin du roi Salman, qui s'était retiré à Londres avant de revenir au royaume en juin 2018, a été mis aux arrêts, le 7 mars 2020. MBN, pourtant déjà en résidence surveillée dans son palais de Djeddah et dessaisi de tous ses comptes bancaires depuis qu'il a été déchu, le 22 juin 2017, et son demi-frère, Nawaf, subissent le même sort en prison depuis le 7 mars 2020.

6. Référence à des discussions avec le Dr Mansour Al-Marzoqi, alors directeur du Center for Strategic Studies au Prince Saud al-Faisal Institute for Diplomatic Studies à Riyad et aujourd'hui directeur du think tank Department du Saudi Center for International Strategic Partnerships (SCISP), ainsi qu'avec le Dr Abdallah Al-Tayer, en tant qu'ancien directeur du Gulf Futures Center Limited, aujourd'hui 1^{er} conseiller et directeur général de cabinet à l'OCI à Djeddah.

7. Le premier État Al Saoud s'étend de 1744 à 1818 où il est défait par les Ottomans ; le deuxième va de 1824 à 1891 où il périclète à la suite d'une guerre intrafamiliale qui a duré 25 ans ; le troisième voit la naissance du royaume moderne d'Arabie saoudite en 1932, après 30 ans de conquête territoriale par son fondateur, Ibn Saoud. Voir Alexei Vassiliev, *The History of Saudi Arabia*, Londres, Saqi Books, 2000.

8. Rosie Bsheer, « [How Mohammed bin Salman Has Transformed Saudi Arabia](#) », *The Nation*, 21 mai 2018, p. 1-27.

9. Fatiha Dazi-Héni, « Mohammed Bin Salmane », *op. cit.*

il procède à un implacable et systématique verrouillage politique contre tous ceux qui se risquent à critiquer ses réformes.

Entre les mois de septembre et octobre 2017, il annonce que les femmes auront le droit de conduire à compter du mois de juin 2018 et procède dans le même temps à une vague d'arrestations de dizaines d'intellectuels visant aussi bien les militants pour les droits civiques, des clercs prestigieux et populaires issus du courant « sahwiste » (proche des idées des Frères musulmans), que des personnalités du monde académique¹⁰.

Le fonds souverain PIF, destiné à financer la « vision 2030 », est très étroitement lié à la consolidation du pouvoir du prince qui réorganise la transformation économique du pays autour d'actifs financiers provenant en partie du rachat de parts de compagnies publiques gigantesques comme Aramco ou Sabic mais aussi d'actifs provenant des grandes multinationales high-tech. Comme l'analyse Stephan Roll dans son étude consacrée au PIF¹¹, le fonds permet au prince un accès direct aux ressources financières de l'État pour réaliser ses projets, impliquant *de facto* un soutien international à son dessein politique personnel.

Le premier forum « Davos du Désert », les 24 et 25 octobre 2017, organisé par le PIF, a réuni les plus grandes multinationales du monde invitées à investir dans les projets de la « vision 2030 ». Il s'est déroulé pendant la première phase de répression lancée par le prince pour réduire au silence les critiques contre sa politique.

Le 4 novembre, dix jours après cette opération de séduction internationale, visant à attirer les investissements des grands groupes mondiaux, MBS ordonne une purge à grande échelle, inédite dans l'histoire du royaume. Il procède à l'arrestation de plusieurs centaines de personnes appartenant au gotha de la société saoudienne et réquisitionne le luxueux hôtel Ritz-Carlton comme lieu de détention.

10. Le compte Twitter « Prisonners of Conscience » et son site web www.m3takl.com qui ont diffusé une liste de 77 personnes arrêtées entre les 9 et 10 octobre 2017, font régulièrement le point sur l'état de santé, les décès ou les rares libérations des détenus. Voir aussi Stéphane Lacroix, « [En Arabie saoudite, modernisation de l'autoritarisme](#) », *op. cit.*

11. Stephan Roll, « [A Sovereign Wealth Fund For the Prince](#) », *op. cit.*

L'OPÉRATION RITZ-CARLTON VUE PAR LES JEUNES RIYADOTES

Présentée comme une opération de lutte anti-corruption à l'encontre de l'élite princière et d'affaires qui dirigeait le pays durant les années d'opulence sous le règne du souverain Abdallah, la purge sidère le monde extérieur. Dans le royaume, elle est accueillie soit avec ferveur, en particulier par les Riyadotes que j'ai rencontrés, soit avec effroi, notamment par les personnes liées aux réseaux d'affaires incriminés.

Ainsi que je l'ai constaté sur le terrain, la purge a suscité un enthousiasme populaire immédiat, surtout chez les jeunes. Plus encore, les entretiens ont montré que l'approche radicale et spectaculaire privilégiée par le prince lors de cette purge a été perçue comme un gage d'efficacité de son action réformatrice.

Les entretiens avec Ma'moun et son ami Mahmoud¹², le premier travaillant sur le Projet Qiddiya (Cité du divertissement et du sport), le second pour Red Sea Project, résument bien la perception sur ce sujet de l'ensemble des jeunes Riyadotes rencontrés. Les deux jeunes gens (30 et 28 ans) affirment que leur entourage issu de la même génération, collègues et amis confondus, sont convaincus que seule une approche ferme peut conduire à un changement rapide des mentalités et à faire du royaume un pays puissant et respecté dans le monde.

Ma'moun : « Je pense qu'un dirigeant qui a de la poigne est une nécessité en Arabie saoudite car pour s'assurer de la bonne exécution et du succès de la "vision", il doit contrôler tout le processus de décision jusqu'à sa réalisation. Sinon, rien ne peut être fait. C'est la seule façon pour MBS d'imposer ses choix. Sa détermination et sa très forte personnalité sont ses atouts maîtres. »

Son ami Mahmoud renchérit et estime que MBS est la personne idoine qui arrive au moment opportun pour engager cette dynamique nouvelle.

« Cette lutte anti-corruption, je la perçois comme tous ceux de mon entourage, jeunes et vieux, femmes et hommes, comme la fin de l'impunité des tout-puissants et des passe-droits. Ces

agissements étaient devenus la loi générale dans le royaume et cela bloquait toute possibilité de changement car ces tout-puissants contrôlaient tout et tenaient tout le monde sous leur coupe. En agissant de la sorte, MBS nous montre que personne n'est au-dessus de la loi. »

Abd al-Aziz, informaticien, 26 ans : « J'ai réellement cru au changement il y a un an et demi lorsque le palais royal a émis le décret de la condamnation à mort d'un prince ayant assassiné un autre citoyen saoudien. Avant cela, moi, comme beaucoup de mes amis, je ne projetais pas mon avenir dans le pays. Avec cette purge qui frappe un grand coup contre le système de passe-droits, pistons et enrichissement illégal des puissants, je sens que ces membres de la famille royale ne vont plus jouir de cette impunité qui faisaient d'eux des Saoudiens de première classe et nous une catégorie inférieure. Ce nouvel état d'esprit est inespéré et me donne confiance et l'envie d'élever mes enfants dans ce pays. C'est vrai que le roi Abdallah a beaucoup fait pour se rapprocher de la population saoudienne, contrairement au roi Fahd, mais avec MBS c'est encore plus fort. Le rapport qu'il a avec les Saoudiens, et les jeunes en particulier, est direct, sans fioriture comme les autres membres de la famille royale, il ne met aucune distance et nous fait sentir que nous sommes tous égaux ».

À ma question sur le sens réel de l'opération Ritz-Carlton, les jeunes répondent dans l'ensemble que le royaume revient de loin, puisque la corruption a toujours été la norme, sans être dupes qu'un système transparent mettra du temps à émerger. Cependant, tous considèrent l'arrestation de cette élite comme un événement qu'ils n'auraient jamais imaginé voir se produire au cours de leur existence.

« Ces gens se sont servis impunément dans les caisses de l'État pendant 20, 30, 40 années. Mettre un terme à ce système généralisé est une avancée incroyable. Mais imaginer que les princes du premier cercle comme MBS et d'autres vont renoncer à leurs avantages est bien sûr impensable. Néanmoins, cette opération traduit une volonté de mettre en place un système de régulation et de distribution au sein du cercle royal. Même si celui-ci

12. Entretien à Riyad, décembre 2017.

demeurera probablement secret, une chose est sûre, l'ampleur de la corruption devrait être fortement réduite¹³. »

L'ensemble des entretiens réalisés montre que le processus de délégitimation de l'institution familiale royale opéré par MBS apparaît comme l'action la plus forte et la plus révélatrice de son leadership. Il leur semble audacieux et en rupture avec un pouvoir dynastique jugé trop cérémonieux, très corrompu et finalement très impopulaire. Seul est épargné le roi Abdallah qui demeure perçu comme un père de la nation.

Ce qui ressort principalement des propos de ces jeunes sur l'opération du Ritz-Carlton est leur admiration pour le courage du prince qui s'en est pris sans concession aux membres les plus puissants de sa famille. Ces propos traduisent l'extrême impopularité de l'institution familiale royale et suscitent l'espoir de voir la fin du traitement de faveur des puissants. La démonstration de force du prince contre son propre cercle est d'autant plus plébiscitée que l'humiliation infligée au gratin de la société est considérée comme une justice rendue aux Saoudiens lambda dont l'accès à cette « caste » privée est fermé.

Cette opération « coup de poing » a consisté à décrédibiliser l'élite issue de « l'ancien régime ». Elle a infligé aux membres puissants de la famille royale, à d'anciens ministres clés (Économie, Travail), à l'ancien président de la Haute autorité des investissements, à l'ancien directeur de cabinet du roi Abdallah, Khaled Al-Tuwaijri¹⁴, et à de puissants hommes d'affaires du pays¹⁵, une

13. Nayef, diplômé d'un master de langue anglaise à l'université King Saud, 25 ans, demandeur d'emploi, décembre 2017.

14. Son importance à la tête de l'exécutif était devenue telle au cours des deux dernières années de règne du souverain Abdallah, très affaibli, que le surnom de vice-roi lui avait été attribué.

15. Mitaab Bin Abdallah, ministre de la Garde nationale ; le prince Walid Bin Talâl, puissant homme d'affaires, connu pour détenir l'hôtel George V et des parts à Disneyland Paris et d'importantes parts de Twitter et d'Amazon mais aussi du groupe de presse Rotana ; le prince Abdel-Aziz Bin Fahd (fils préféré du roi Fahd) et ses oncles, les frères Al-Ibrahim, détenteurs de l'empire médiatique télévisuel privé MBC, ART (al-Arabiyya) ont fait l'objet des arrestations les plus médiatisées. Les arrestations de ministres détenant des portefeuilles stratégiques liés au système de distribution et d'organisation de l'activité économique du pays : Ibrahim al-Assaf (Économie), Adel Fakih

humiliation publique¹⁶. Ce faisant, le prince endosse une logique de légitimation ressortissant de l'approche populiste (plutôt propre à des régimes démocratiquement élus) pour consolider sa position de représentant du « vrai peuple » contre l'élite¹⁷. Fort de l'appui que lui garantit son père, MBS procède au démantèlement du noyau dur de l'ancien régime qui structurait le système de redistribution réparti entre les fiefs princiers, les réseaux d'affaires et le système bureaucratique de la monarchie mis en place depuis le règne du roi Faysal (1964-1975)¹⁸. Les princes et hommes d'affaires arrêtés sont tous des proches du cercle de l'ancien souverain Abdallah ainsi que du roi Fahd. Les cercles proches de l'ancien puissant prince Sultan qui « régnait » sur le ministère de la Défense, marginalisés sous le souverain Abdallah, ont rejoint rapidement le cercle du roi Salman et de son fils.

Comme le développe Pascal Ménoret¹⁹, le secteur immobilier est un outil puissant de distribution des revenus pétroliers et Riyad grossit au rythme d'opérations de courtage entre la famille royale et les propriétaires individuels. Les intermédiaires font

(Travail) qui aurait été à l'origine de la commande au cabinet McKinsey de la « vision 2030 » (voir F. Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, op. cit. [2020]) et Abdallah Al-Dabbagh, président de la SAGIA (autorité des investissements), constituent l'autre volet de l'exécutif « décapité ». Pour le reste, il s'agit d'hommes d'affaires représentant des groupes apparentés à l'ancien régime Al Saoud : Bakr Ben Laden, très proche du roi Abdallah et patriarche du Saudi Ben Laden Group, et le patron de la compagnie Dallah Al Baraka, Hasan Kamal, lié aux réseaux d'affaires de l'ancien prince héritier déchu, MBN.

16. La création d'une haute commission de lutte contre la corruption présidée par le prince organise sous le sceau du procureur général l'arrestation de ces hauts responsables.

17. Alain Dieckhoff, Christophe Jaffrelot, Élise Massicard (dir.), *Populismes au pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.

18. Le roi Faysal, alors prince héritier, s'est allié au début des années 1960 à ses demi-frères pour déposer le roi Saud, fils aîné du fondateur décédé en 1953, en raison de sa gestion erratique des affaires et de sa volonté d'imposer sa propre descendance contre les recommandations du roi fondateur qui avait fait jurer à ses fils de régner de manière collégiale et de respecter l'ordre de séniorité pour la succession. Faysal dépose son frère en 1964 grâce à l'aide de ses frères (Fahd, Sultan, Nayef, Abdallah, Salman), qui tous sont devenus princes héritiers et même rois pour trois d'entre eux.

19. Pascal Ménoret, *Royaume d'asphalte*, op. cit., p. 141-142.

fortune en recevant des terrains de la famille royale, en créant des sociétés immobilières et en échangeant des terrains sur un marché en pleine expansion.

Lors de la purge anti-corruption, le prince utilise le foncier pour stigmatiser et s'en prendre à la caste princière, qui s'est enrichie en négociant à la hausse la revente des terrains. Il décide de prélever un impôt de 5 % sur les terrains de plus de 5 000 m² non construits pour inciter les propriétaires, pour la plupart des princes fortunés, à investir dans la construction de logements, dont la pénurie est un autre problème social majeur pour les jeunes. Un écart important s'est creusé au cours des trois dernières décennies entre la croissance démographique et le rythme des constructions à bas coût. Les besoins ne suivent pas cette progression, d'où une carence de logements estimée en 2016 à 1,7 million²⁰.

Cette mesure s'inscrit dans cette approche populiste consistant à décrédibiliser les élites et à se placer du côté du peuple et des jeunes qui sont les plus touchés par la crise du logement. C'est la raison de la popularité suscitée par son opération anti-corruption du Ritz-Carlton auprès des jeunes mais aussi de la grande majorité de la population saoudienne qui rejette la corruption endémique incarnée par la famille royale.

Avec la purge du Ritz-Carlton, le prince affiche avec éclat sa détermination à mettre fin à un système dont les pratiques clientélistes et de faveur *wasta* constituaient (selon ses propres termes) « l'ADN de ces élites au pouvoir qui se sont largement gavées sur le dos de l'État rentier ». Il présente cette opération comme la légitime punition des profiteurs de la décennie d'abondance qui a marqué le règne d'Abdallah et qui s'est soldée par une immense gabegie. Beaucoup considèrent que le roi Salman a joué un rôle important dans cette purge, en raison des restrictions financières subies sous le règne de son demi-frère Abdallah qui avaient asséché ses finances au début de la décennie 2010.

20. Sur la question du logement et des conséquences du programme de transformation nationale sur la famille royale, voir la première édition de *L'Arabie saoudite en 100 questions, op. cit.*

Si cette explication devait être retenue, l'opération Ritz-Carlton traduirait bel et bien la volonté du nouveau dauphin de faire table rase de l'ancien régime et de s'assurer le contrôle du pouvoir. D'autres considèrent que l'opération est avant tout une campagne de collecte d'argent destinée à renflouer les caisses de l'État, entre novembre 2017 et janvier 2018. En tout, 380 individus sont accusés soit de corruption avérée, soit de blanchiment d'argent, trafic d'influence et détournements de fonds publics à des fins d'enrichissement personnel²¹. L'absence de transparence et de respect de l'état de droit des investigations sont flagrants. Les sorts des princes Walid Bin Talal et Mitaab (interdits de sortie du royaume) se sont réglés contre des arrangements financiers et cession de parts de leurs biens et compagnies. Cette purge, au nom de la lutte anti-corruption, visant les membres de la famille royale s'est poursuivie au cours de la pandémie de Covid-19²², notamment à l'encontre de princes occupant des postes à responsabilité dans l'armée.

LE LEADERSHIP DE MBS ET SA « VISION 2030 » VUS PAR DES SÉNIORS

Globalement, les séniors interviewés (cadres dans les secteurs privé et public, managers de PME ainsi que proches et parents de l'échantillon de jeunes sondés) considèrent la corruption comme un mal à la racine des problèmes de gouvernance. Si la méthode employée par le jeune prince a surpris par sa radicalité, elle a été mise aussi sur le compte de sa détermination à accélérer la transformation du pays. Par ailleurs, tous conviennent du caractère endémique de la corruption. Les échanges ont porté sur la purge, et plus généralement sur la perception du nouveau leadership, avec trois managers de PME, une cadre consultante pour une

21. « Attorney General: Total number of subpoenaed individuals reached 381 », Saudi Press Agency, 30 janvier 2018.

22. Gravitas desk, « [Saudi Arabia carries out royal purge despite economic crisis, pandemic](#) », New Delhi, Wion, 16 décembre 2020.

filiale étrangère, deux universitaires et deux militaires retraités consultants dans un think tank²³.

Dans l'ensemble, il ressort de ces entretiens un manque de clarté quant à la mise en place de nouvelles autorités de régulation censées incarner le nouvel environnement économique. La question est de savoir si cette purge n'a pas consisté seulement à remplacer d'anciens réseaux de clientèle par d'autres réseaux qui s'appuieraient sur le nouvel environnement économique capitaliste de « copinage », *crony capitalism*²⁴, constitué autour du prince héritier et concentrant l'essentiel des opportunités d'affaires, comme cela a pu se produire dans d'autres États voisins.

UN LEADERSHIP MARQUÉ PAR LA LOYAUTÉ ENVERS LE PRINCE

Les managers de PME interrogés estiment que les limites des réformes en cours résident surtout dans les faiblesses du leadership qui touchent en particulier à l'entourage du prince.

« Le cercle qui gravite autour du prince fonctionne comme une clique rapprochée, voire une mafia », me confie un universitaire.

« Les élites nommées à la tête des institutions pivots chargées d'accomplir les objectifs de la "vision 2030"²⁵ sont des proches du prince héritier, amis d'enfance ou anciens partenaires d'affaires. On retrouve les mêmes personnes nommées à divers postes à responsabilités dans les nouvelles autorités de régulation ou au

23. Je n'indiquerai pour les citations ici que le statut voire les initiales des personnes interviewées afin de garantir leur anonymat compte tenu du contexte politique répressif.

24. Voir plus largement sur l'économie politique dans le monde arabe, Ishac Diwan, Tarik Akin, « [Fifty years of Fiscal Policy in the Arab Region](#) », Working Paper 914, Working Paper Series, Economic Research Forum, Gizeh, Égypte, mai 2015.

25. Il s'agit, outre de la fondation Misk, des postes de direction ou présidence des nombreuses hautes autorités publiques (sport, divertissements, patrimoine archéologique, autres autorités de régulation...), de centres de communication chargés de communiquer sur la « vision 2030 », d'encadrer et d'influencer les réseaux sociaux, le cyber..., de centres de recherche - Arab Gulf or Iranian Studies, Ithar... (diverses thématiques, notamment lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, Etidaal...) ou encore du comité d'administration du PIF.

sein des comités de direction et d'exécution à diverses fonctions. Cette redistribution des rôles autour d'un même cercle n'indique rien de bon²⁶. »

« Badr Al-Asaker est une personne centrale de la garde rapprochée du prince. Il dirige la fondation Misk qui est au cœur de l'ambition du prince de transformer les secteurs clés de la société : l'éducation, la communication, la digitalisation de l'économie. Il est surtout le directeur de son cabinet privé et a rang de ministre au palais royal. C'est une personne incontournable qui gère l'agenda du prince et son homme de confiance. Il se distingue par sa discrétion contrairement à deux autres proches du prince, très bruyants et dynamiques du fait de leurs fonctions²⁷. »

Turki Al Shaykh, le très autoritaire et controversé président de la haute autorité du sport, et Saud Al-Qahtani qui dirige le centre de communications au palais royal et est aussi à la tête de la nouvelle autorité pour le cyber²⁸, sont tous deux des « influenceurs » très actifs sur les réseaux sociaux. Ils participent de fait très activement à la campagne de communication très hostile au Qatar sur les diverses plateformes, Twitter, YouTube, dans la crise du Golfe qui a éclaté le 5 juin 2017.

« Ahmad Al Khatib est également central dans le dispositif de MBS. Il siège au conseil exécutif et financier du PIF, il est également à la tête de la SAMI (Saudi Authority of Military Industry) qui ambitionne de devenir le secteur industriel recrutant le plus grand nombre de Saoudiens, et a rang de ministre. Il est resté très peu de temps ministre de la Santé car c'est un secteur au cœur des réformes qui draine énormément d'argent. Il a été viré par le roi et le prince l'a nommé à la tête de l'autorité des divertissements puis il a été à nouveau démis de ses fonctions par le roi en juin 2018²⁹. »

26. Entretien avec les deux militaires retraités, décembre 2017.

27. Ces propos sont tirés des entretiens effectués avec les huit personnes interviewées présentées p. 91-92.

28. Madawi al-Rasheed, « [Saudi Arabia's Mr Hashtag: Where is Saud al-Qahtani?](#) », *Middle East Eye*, 3 septembre 2019.

29. Entretien avec l'un des directeurs de PME rencontrés en décembre 2017 et décembre 2018. Ahmed Al-Khatib est, depuis février 2020, le ministre du Tourisme en plus de toutes ses fonctions citées.

Les quatre personnes citées ici, Badr Al-Asaker, Turki Al Shaykh, Saud Al-Qahtani et Ahmad Al Khatib, forment le cercle intime et le plus loyal du prince³⁰. Deux d'entre elles sont mises en cause dans les opérations d'espionnage et de répression de dissidents saoudiens dans le pays et à l'étranger. L'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi dans le consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, le 2 octobre 2018, a directement impliqué Saud Al-Qahtani, comme le prouvent les écoutes des services de renseignement turcs confirmées par la CIA. À la suite des très fortes pressions du Congrès américain, le royaume a été contraint de poursuivre en justice Al-Qahtani qui, faute de preuve, a été innocenté par le verdict du 23 décembre 2019, au même titre qu'Ahmed Al-Assiri (ancien numéro deux du General Intelligence Presidency [GIP], service des renseignements extérieurs)³¹. Al-Qahtani est également accusé d'avoir mené des interrogatoires et assisté aux tortures de militantes féministes saoudiennes, dont l'icône Loujain Al-Hathloul, arrêtée en mai 2018, condamnée le 27 décembre 2020 à 5 ans et 8 mois de prison et libérée en février 2021³².

Badr al-Asaker a été, pour sa part, mis en cause en tant que secrétaire général de la fondation Misk par la justice américaine, à la suite de l'inculpation de deux employés de la compagnie Twitter qui espionnaient pour la fondation des comptes

30. Andrew England, Ahmed Al Omran, « Saudi crown prince's inner circle vulnerable to shake up », *Financial Times*, 12 décembre 2018.

31. Le verdict rendu le 23 décembre 2019 par le procureur général a prononcé l'acquittement d'Al-Qatani et d'Al-Assiri, faute de preuves. Cinq exécutants ont été pour leur part condamnés à mort mais leur peine a ensuite été commuée par la justice saoudienne, le 20 septembre 2020, à vingt années de prison et sept à dix années pour le reste des personnes impliquées. Ce procès a été qualifié de mascarade par la commission des droits de l'homme de l'ONU, et par les ONG humanitaires.

32. Le jugement de Loujain Al-Hathloul, avec une libération au début de l'année 2021, est un signe clair d'apaisement adressé à l'administration américaine de Joe Biden, celui-ci ayant déclaré à plusieurs reprises, avant son entrée en fonction, que la question des droits de l'homme et la guerre au Yémen constituaient des points de divergence clés avec le leadership saoudien. Sur ce verdict, voir le blog d'Ahmad al-Omran, [Muck Rack](#), « [Loujain's conviction, Prominent Saudi activist to appeal jail sentence](#) », *Riyadh Bureau*, 30 décembre 2020.

de dissidents saoudiens exilés aux États-Unis³³. Depuis sa mise en cause par la justice américaine, al-Asaker n'apparaît plus sur l'organigramme de Misk. Son nom est aussi cité par le journal turc *Yeni Safak* dans l'affaire Khashoggi où quatre appels d'al-Asaker au consulat du royaume d'Arabie saoudite à Istanbul auraient été interceptés lors de l'assassinat du journaliste³⁴. Plus grave, son nom figure aux côtés de ceux de Saud Al-Qahtani et Ahmed Al-Assiri dans une plainte déposée par les avocats du Dr Saad Al-Jabri³⁵. Enregistrée aux États-Unis au titre du *Torture Victim Protection Act* (TVPA) le 6 août 2020³⁶, elle porte sur le chef d'accusation de tentative d'assassinat à l'encontre d'Al-Jabri commanditée par le prince héritier Mohammed Bin Salman.

Turki Al Shaykh, bien qu'il ne soit pas impliqué dans ces réseaux d'espionnage et de répression d'opposants, a joué un rôle important, dans le cadre de l'autorité des sports qu'il a dirigée jusqu'au 26 décembre 2018 (date du troisième remaniement ministériel par le roi Salman), dans la campagne de dénigrement anti-Qatar sur les réseaux sociaux lors de la crise du Golfe du 5 juin 2017³⁷.

Si, lors des entretiens effectués en mars et décembre 2017, les personnes interrogées ont été peu nombreuses à remettre en question l'extrême détermination du prince à transformer le royaume et la société, en revanche, elles ont été unanimes à critiquer son

33. Ellen Nakashima, Greg Bensinger, « Former Twitter employees charged with spying for Saudi Arabia by digging into the accounts of Kingdom critics », *The Washington Post*, 6 novembre 2019.

34. Pour plus de détails, William Law, « [Gaming the Kingdom of Saudi Arabia](#) », *Arab Digest*, 3 décembre 2020 [consulté le 10 décembre 2020].

35. Bras droit de MBN au ministère de l'Intérieur sur les questions de contre-terrorisme, il lui aurait conseillé de s'opposer à la guerre lancée par MBS au Yémen. Il s'est exilé au Canada en mai 2017 pressentant qu'il n'était plus en sécurité dans le royaume. Pour plus de détails sur Saad Al-Jabri, voir Frank Gardner, « [Family of exiled top Saudi officer Saad al-Jabri 'targeted'](#) », BBC, 25 mai 2017.

36. Pour la plainte voir <https://www.courthousenews.com/wp-content/uploads/2020/08/Aljabri-Complaint.pdf>.

37. Brian Whitaker, « [How the Middle East became an electronic battle ground](#) », HackerNoon.com, 19 juin 2017.

entourage. Elles s'interrogent sur l'absence de contrôle des nouvelles autorités de régulation et sur la distribution des postes stratégiques de direction et d'exécution de la gouvernance de la « vision 2030 ». Les proches du prince qui occupent les postes clés chargés d'organiser et de réguler le nouveau système de redistribution sont décrits comme des courtisans qui n'osent pas s'opposer aux orientations stratégiques fixées par le prince de peur de perdre leur place.

Les propos du Dr A.-A., manager d'une PME en consulting management dans le secteur high-tech, témoignent de ce scepticisme : « Ma crainte est que les gens de haut niveau que j'ai rencontrés dans le cadre de mes fonctions de consultant au centre des ressources humaines pour les agents publics, que ce soit au sein du Cabinet royal, des conseils exécutif, administratif et financier de PIF et de certains ministres ne constituent pas l'environnement adéquat pour conseiller le prince héritier. Ils ne disent que ce que le prince aime entendre alors que celui-ci a besoin d'être défié, contredit et stimulé... »

Ce qui définit un bon leadership, c'est la croyance profonde et authentique de se surpasser pour accomplir sa tâche pour son pays. C'est ce type de personne dont le prince héritier a besoin car son ambition et ses espoirs sont immenses pour réaliser son rêve de transformer le royaume... Je suis pour un leadership collectif et non politique. Ce qui caractérise l'administration saoudienne est représenté par des fonctionnaires qui font de la politique dans le sens où toute leur énergie est consacrée à se battre jalousement pour préserver leur place et non pour rendre efficace le système qui les emploie. C'est à cela que fait face le prince héritier, et malheureusement il n'est pas aidé par son entourage qui reproduit exactement le même modèle de cette bureaucratie que le prince tente de corriger, en mettant en place un autre système fondé sur l'efficacité, la compétence et l'audace³⁸. »

38. Dr A.-A., extrait d'un entretien effectué en décembre 2017, Riyad.

Ces propos illustrent l'expérience malheureuse d'un manager compétent, le Dr Ghassan Ahmad Al-Sulayman³⁹, qui a occupé pendant trois courtes semaines la direction sensible de l'Autorité des SMEs (PME), une institution au cœur du dispositif imaginé dans la « vision 2030 » pour embaucher massivement les jeunes dans le secteur privé.

La presse saoudienne a relaté partiellement l'éviction soudaine du Dr Ghassan. Plusieurs des managers rencontrés rapportent que « cet homme compétent est arrivé et a commencé à mettre en place des mesures de régulation très opportunes et intéressantes. Il a donc provoqué un sentiment de panique dans l'entourage du prince qui a poussé à son éviction sur un faux prétexte ».

« Un piège lui a été tendu, il a participé à un défilé de mode féminin et s'est félicité de ce type de manifestation dans une interview télévisée, ce qui a provoqué un tollé chez les religieux conservateurs, déjà mécontents de certaines décisions prises pour libéraliser la société et réduire leur contrôle social. Cette manœuvre est typique du fonctionnement de l'administration : lorsqu'une personne est nommée sur la base de ses compétences, elle se fait énormément d'ennemis et devient la personne à abattre⁴⁰. »

D'autres entretiens effectués auprès de managers du secteur privé venus travailler dans des organes de mise en œuvre des programmes de la « vision 2030 » (Vision Realization Office, VRO) dans l'espoir de participer à la transition annoncée, témoignent de la difficulté à moderniser l'appareil bureaucratique. Le premier obstacle est la résistance d'un personnel habitué à des pratiques bien établies. Cependant, de l'avis unanime de ces managers, l'autre problème majeur est la concurrence qui règne entre les directeurs de département. Il est fréquent de voir un responsable s'efforcer d'en abattre un autre, au lieu de

39. Homme d'affaires réputé, il est aussi le petit-fils du ministre des Finances du roi 'Abd al-Aziz, Abd Allah A-Sulayman, et le frère de l'ancienne présidente de la Chambre de commerce de Djeddah, Lama Al-Sulayman.

40. Extraits d'entretien avec deux managers de PME, Riyad, décembre 2018.

combiner leurs talents pour améliorer les performances de leur département respectif.

Ce type de situation, ajoute le Dr A.-A, « n'est pas propice à la création d'un nouvel environnement économique. L'entourage du prince héritier est trop politique donc si celui-ci a l'étoffe d'un entrepreneur, ce dont je suis convaincu, il doit s'entourer d'entrepreneurs et non de courtisans flatteurs. Ainsi, dans le secteur IT et de l'économie digitale qui passionne le prince (secteur sur lequel je travaille dans le cadre de ma PME), il faut que le royaume attire les talents et crée un pool de compétitivité ouvert, les uns stimulant les autres pour innover⁴¹. »

Il ressort de ces entretiens un grand scepticisme quant aux chances de succès de la transformation annoncée. Au bilan, c'est surtout dans le domaine de la communication que le leadership est actif, que ce soit par le biais de la fondation Misk, des réseaux sociaux ou d'autres institutions dédiées à la communication et dirigées par le cercle d'intimes du prince. Ainsi, le bureau de communication du palais royal, dirigé en son temps par Saud Al-Qahtani, ou le centre Ettidal, voué à prôner un islam modéré et combattre l'extrémisme et le terrorisme, constituent de puissants outils de propagande pour façonner le citoyen « idéal » de la nouvelle Arabie saoudite véhiculée par la « vision 2030 ».

LES LIMITES DE LA GOUVERNANCE DE LA « VISION 2030 »

Le scepticisme exprimé ci-dessus sur le manque de transparence et les failles du leadership corrobore l'analyse de Stephan Roll consacrée au fonds souverain PIF⁴². Le fonds est considéré comme un cas d'étude typique du nouvel environnement d'économie politique mis en place autour de sa personne par le prince héritier, comme l'illustrent ses comités de direction⁴³ qui ne sont

41. Entretien avec le Dr A.-A, mars et décembre 2018.

42. Stephan Roll, « *A Sovereign Wealth Fund For the Prince* », *op. cit.*

43. <https://www.pif.gov.sa/en/Pages/Boradmembers.aspx> [consulté le 20 novembre 2020].

pas composés du gouverneur de la banque centrale et de hauts fonctionnaires représentant divers ministères et administrations. À la place, le décret 270/2015 stipule que la présidence en est assurée par le président du CEDA (prince héritier) et que le Premier ministre (roi) désigne les autres membres des comités de direction du fonds. Les six ministres et les deux conseillers du palais royal ajoutés au gouverneur du PIF, Yasir Othman Al Rumayyan⁴⁴, qui est également secrétaire général d'Aramco, sont désignés davantage en fonction de leur degré de proximité avec le prince que sur la base des positions ministérielles qu'ils occupent.

L'omniprésence du prince et son contrôle du PIF rebattent les cartes d'un écosystème clientéliste multidimensionnel, autrefois structuré autour des puissants fiefs princiers qui agissaient comme contre-pouvoirs – *check and balance* – au sein de l'exécutif. Aujourd'hui, le système se concentre autour et en faveur du seul prince sans personne pour remettre en cause ses choix et ses décisions. Le PIF est aujourd'hui l'unique investisseur étatique à l'international. La centralisation des marchés publics et des investissements extérieurs par un fonds soumis à des procédures discrétionnaires de désignation de ses membres directeurs et sans aucun contrôle public pose avec acuité la question de la gouvernance de la « vision 2030 » pointée par l'échantillon de seniors et de managers interviewés.

Le modèle de gouvernance de la « vision »⁴⁵ complique la tâche des responsables de programme chargés de la réalisation des objectifs fixés dans leur ministère ou autorité (VRO) car ils doivent rendre compte de leurs initiatives à leur ministre de tutelle qui, à son tour, rend compte au CEDA. De fait, la strate exécutive, située entre le prince et les VRO, court-circuite souvent leur travail et leurs initiatives, jugées trop risquées, de crainte de déplaire au prince. Trois VRO qui ont officié au ministère du

44. Voir « Biography: Yasir O. Al-Rumayyan », Softbank Group, <https://group.softbank/en/corp/about/officer/al-rumayyan> [consulté le 2 décembre 2020].

45. <https://vision2030.gov.sa/en/governance> [consulté le 20 octobre 2020].

Plan, du Transport et au sein de l'autorité chargée de réformer les agents de la fonction publique, ont fait état de la paralysie administrative qui en résulte et qui explique que les réformes ont du mal à se concrétiser, les initiatives aboutissant rarement et étant le plus souvent abandonnées. Cette situation explique aussi la brièveté des missions de ces managers qui sont démis de leurs fonctions au bout de six mois ou qui démissionnent à l'issue d'une année d'exercice.

Si l'on se réfère aux décrets de nomination des VRO dans les ministères et autorités publiques, la fréquence des rotations et le changement des équipes depuis la mise en place de la « vision 2030 » en 2016, sont caractéristiques de la difficulté à imposer un nouveau modèle de gestion de l'administration.

Selon Mohammed Al-Suwayyed, la réforme de la bureaucratie conduite dans le cadre de la « vision 2030 » ne pourra aboutir tant qu'il n'y aura pas de séparation des pouvoirs⁴⁶ entre les responsables de l'exécution du programme de réformes et ceux qui occupent les fonctions ministérielles et légifèrent au sein du Conseil des ministres. Ce constat résume assez bien le problème structurel posé par la conduite du leadership de la « vision 2030 » qui s'articule entre un cercle d'intimes du prince occupant maints postes à responsabilité et des responsables ministériels qui agissent comme des courtisans défendant leur place au lieu de se battre pour rendre efficace la mise en place des réformes.

La lutte anti-corruption du Ritz-Carlton s'est avérée nécessaire, comme en conviennent deux universitaires : « Les mesures de transparence dans la gouvernance s'imposent de façon urgente, d'autant que le prince qui s'est certes attaché à la réduire pour ne plus en faire la norme, n'est pas exempt en la matière. Le fait qu'il concentre tous les pouvoirs réduit mécaniquement l'ampleur de la corruption, mais c'est à lui d'imposer les mesures

46. Mohammed Al-Suwayyed, « Saudi Bureaucrat's Incentives Jeopardize the Vision 2030 Implementation Plan », EGIC (Euro-Gulf Information Center), <https://www.egic.info/saudi-bureaucrats-jeopardize-vision> [consulté le 18 juin 2020].

de confiance et d'ouvrir des débats publics afin qu'émerge un véritable projet national fédérant la population⁴⁷. »

Des rumeurs ont même fait état du transfert des fonds saisis lors de la purge au sein du PIF. Le total des sommes réquisitionnées est évalué, selon le procureur général, à 100 milliards de dollars, principalement en actions de compagnies, terrains et immobilier.

« Pour l'heure, c'est un projet qu'il bâtit autour de sa personne, il s'agit donc davantage d'un projet personnel que de la construction d'une nation. Certes, le socle des jeunes lui est véritablement acquis mais il doit maintenant s'atteler à les convaincre. Les jeunes perçoivent à raison une vraie détermination d'en haut à réaliser les changements nécessaires pour une société mieux éduquée et ils sont prêts à jouer le jeu. Cependant, si le besoin de changement est réel et que le prince l'incarne légitimement aux yeux des jeunes, ce n'est pas suffisant au vu des nombreuses incertitudes et questions en suspens⁴⁸. »

L'IMPACT DE L'AFFAIRE KHASHOGGI SUR LE LEADERSHIP DE MBS

L'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, le 2 octobre 2018⁴⁹, par un commando composé d'une dizaine de Saoudiens venus de Riyad, dans le consulat d'Arabie saoudite à Istanbul a irrémédiablement terni l'image du royaume et celle de son prince héritier. Ce meurtre, dont les détails sordides ont été livrés avec parcimonie, au jour le jour, par la presse turque et confirmés par des déclarations du président Erdogan et de son chef des services de renseignement, a tenu en haleine la presse mondiale qui a couvert l'événement pendant plusieurs semaines. Jamal Khashoggi s'était réfugié un an auparavant aux États-Unis où il publiait des tribunes régulières dans la presse internationale (*The*

47. Extraits d'entretiens avec deux universitaires, dont l'un est professeur en sciences économiques et l'autre en relations internationales, Riyad, décembre 2018.

48. *Idem*, Riyad, décembre 2018.

49. Fatiha Dazi-Héni, « La monarchie saoudienne et l'affaire Khashoggi », *Esprit*, 450, décembre 2018.

Washington Post, *The New York Times* et *The Wall Street Journal*) sur le contexte politique très répressif et autoritaire de son pays depuis que MBS en avait pris le contrôle.

La réputation du royaume, déjà écornée par la guerre au Yémen, s'est encore dégradée avec l'affaire Khashoggi et a conféré à MBS une image de paria qui continue de lui être associée. L'exploitation de cette actualité par la chaîne satellite qatarie al-Jazeera, puissant *soft power* utilisé par l'État qatari, renforce le discrédit du prince saoudien auprès d'un public arabo-musulman déjà peu favorable à son égard. De même, cette affaire parachève la détérioration des relations saoudo-turques. Si le président Erdogan épargne le roi Salman et se dit convaincu qu'il n'a rien à voir avec le meurtre barbare du journaliste saoudien, il met directement en cause le prince héritier, Mohammed Bin Salman.

Sur la scène internationale, le président Trump l'assure de son soutien contre l'avis du Congrès mais la victoire à l'élection présidentielle américaine de Joe Biden en novembre 2020 change la donne⁵⁰. L'administration Biden dont une partie de l'équipe nommée officiait déjà dans l'administration Obama, compte, à l'instar du secrétaire d'État Anthony Blinken et des responsables démocrates familiers du Pentagone et des agences de renseignement, des proches de l'ancien prince héritier déchu, Mohammed Bin Nayef (MBN). Ce dernier était très apprécié pour ses compétences et sa lutte contre le terrorisme islamique, alors que la gouvernance discrétionnaire instaurée par MBS place désormais celui-ci en plus grande difficulté face à l'équipe Biden. Sensibilisée sur les questions de violation des droits de l'homme en Arabie saoudite et concernée par des poursuites judiciaires en cours, impliquant plusieurs proches du prince héritier, accusés d'avoir mis en place des réseaux d'espionnage aux États-Unis pour intimider des dissidents saoudiens, l'administration Biden est en mesure de gêner et d'affaiblir le leadership de MBS. Le

50. Christopher M. Blanchard, *Saudi Arabia: Background and U.S. relations*, Congressional Research Service Report, <https://fas.org/sgp/crs/mideast/RL33533.pdf>.

président Biden qui, lors de sa campagne électorale, avait qualifié le royaume d'État paria depuis l'affaire Khashoggi, pourrait, s'il en avait la volonté politique, exercer des pressions sur le prince saoudien pour exiger la libération des dissidents pacifistes, des militantes de la cause féministe et des princes MBN⁵¹ et Ahmed, frère cadet du roi, tous deux détenus en prison depuis le 7 mars 2020.

LE NARRATIF NATIONALISTE AU SECOURS DU PRINCE

En dépit de l'effet de sidération réel suscité dans le royaume, de nombreux jeunes Saoudiens, interviewés entre décembre 2018 et avril 2019, nous ont confié avoir mal vécu la diabolisation dont leur pays et le prince ont fait l'objet à la suite de l'affaire Khashoggi. L'image dépréciée du prince et du royaume à l'étranger a permis à MBS de capitaliser un soutien populaire, en jouant sur le symbole de la nation saoudienne bafouée.

La mobilisation du narratif « hyper-nationaliste⁵² » a en partie porté ses fruits et s'est révélé être un outil très utile pour la consolidation du pouvoir du prince au sommet de l'État. En livrant un narratif agressif qui oblige la population à une loyauté totale, MBS introduit une nouvelle forme de contrat social fondée sur l'adhésion aux valeurs de sécurité, de prospérité, de fierté nationale et de loyauté envers l'État, qui sont censées définir les caractéristiques du bon citoyen véhiculées par la « vision 2030 » (voir 2^e partie).

51. Début décembre 2020, une vidéo circule sur YouTube accusant l'ancien ministre de l'Intérieur et prince héritier, Mohammed Bin Nayef, d'avoir fomenté en étroite coopération avec Hillary Clinton un complot visant à renverser MBS. Les avocats de MBN ont demandé à la plateforme YouTube de retirer la vidéo mensongère. Voir Patrick Wintour, « [Saudi Arabia: Detained former Saudi crown prince at risk after social media attack, say lawyers](#) », *The Guardian*, 4 décembre 2020. Une avalanche de tweets relayant cette fausse information aurait été orchestrée par des proches du prince héritier, comme ils l'avaient déjà fait pendant la campagne de dénigrement anti-Qatar lors de la crise du Golfe de juin 2017.

52. Eman Alhoussein, « [Saudi First: How hyper-nationalism is transforming Saudi Arabia](#) », *op. cit.*

Ce narratif rencontre un écho favorable auprès des jeunes. Dans le contexte d'un sentiment nationaliste exacerbé par la propagande anti-qatarie et anti-turque, certains ont développé la thèse d'un complot ourdi par des pays tiers afin de compromettre les chances de succès des réformes modernisatrices entreprises par le prince. D'autres, plus nombreux, ont reproché au journaliste assassiné sa proximité supposée avec les autorités turques. De nombreux tweets s'en sont pris à sa fiancée turque, décrite comme une espionne à la solde du gouvernement de son pays, compte tenu de sa parenté directe avec un membre de l'AKP réputé proche du président Erdogan. Cette version complotiste de l'affaire Khashoggi a été relayée sur les réseaux sociaux par une rhétorique ultra-nationaliste relativement inédite en Arabie saoudite. Elle tire son origine de la bataille virtuelle informationnelle qui a opposé les EAU et l'Arabie saoudite au Qatar lors de la crise du Golfe, déclenchée le 5 juin 2017, et qui a donné lieu à une campagne sans précédent de dénigrement et de fausses informations relayées par de nombreux comptes Twitter souvent fictifs⁵³.

Une minorité de jeunes m'ont tenu des propos flous répétant la rhétorique officielle et reprenant les accusations de trahison et de collusion avec des États étrangers portées contre ceux qui ont critiqué certaines décisions du prince, comme celle d'isoler le Qatar. Ainsi, Abd-al-Rahman voit dans « l'acharnement médiatique d'al-Jazeera et celui de la presse turque le signe d'une volonté de nuire au prince qui est la première figure de la famille royale à être en phase avec la grande majorité de la société. Cette situation les pousse à vouloir nous diviser et à exacerber les tensions dans notre pays pour se débarrasser du prince⁵⁴ ». Cette tonalité complotiste n'est pas majoritaire mais les jeunes la relayent davantage que leurs aînés.

53. Fatiha Dazi-Héni, « Les monarchies du Golfe : les guerres de l'information dans la crise de juin 2017 », dans Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Paris, PUF, 2021, chap. 8.

54. Abd-al-Rahman, 28 ans, jeune auto-entrepreneur, propriétaire de deux food trucks, Riyad, décembre 2018.

En revanche, ils ont été nombreux à me confier le malaise ressenti face à la couverture médiatique mondiale du scandale Khashoggi présentant le prince héritier comme un pestiféré et par voie de conséquence, associant le pays et son drapeau à cette image désastreuse.

Cette référence au drapeau, peu commune dans la bouche d'un Saoudien, est pourtant revenue à plusieurs reprises au cours des discussions engagées lors de mon séjour sur le terrain en décembre 2018. Elle vise à défendre la réputation du prince dont la figure est associée à la préservation de la patrie. À l'occasion d'un rendez-vous dans un salon de thé de la capitale, le sujet s'est de lui-même imposé grâce à la retransmission en direct de la cérémonie du 13^e sommet du G20 à Buenos Aires, le 1^{er} décembre 2018. L'image du prince, isolé et snobé par l'ensemble des dirigeants mais sauvé *in extremis* par la tape amicale du président Poutine soigneusement mise en scène, a entraîné applaudissements nourris, rires et surtout soulagement. D'autres encore ont commenté le courage qu'a montré MBS en se rendant au sommet du G20 en Argentine dans le contexte de l'affaire Khashoggi. Beaucoup de Saoudiens, toutes générations confondues, étaient très inquiets des conséquences que cette affaire pourrait avoir sur l'avenir du royaume et du prince héritier.

La plupart des jeunes rencontrés ont manifesté de la gêne, après le choc et le sentiment d'incrédulité suscités par l'assassinat barbare du journaliste. Nombre d'entre eux m'ont confié avoir hâte de ne plus entendre parler de cet épisode afin de passer à autre chose. Le sentiment d'horreur que cette affaire a provoqué dans le monde tranchait néanmoins nettement avec le soutien dont le prince⁵⁴ a bénéficié à Riyad. MBS suscitait encore, en dépit de sa mise en cause, beaucoup d'espoir auprès des jeunes en raison des changements qu'il était parvenu rapidement à opérer dans le pays et que personne avant lui n'avait eu la volonté de conduire⁵⁵.

55. Sur ce point, voir l'article publié deux ans après l'assassinat de Jamal Khashoggi : Nic Robertson, « Young Saudis are having fun. Now they want tourists to join them », CNN, mis à jour 5 décembre 2020.

L'assassinat de J. Khashoggi a néanmoins causé au sommet du pouvoir une prise de conscience de l'urgence d'écarter les intimes du prince, souvent des amateurs, incriminés dans ce meurtre. Le vaste remaniement ministériel et surtout administratif du 26 décembre 2018⁵⁶ a redonné des postes clés à des poids lourds de la bureaucratie saoudienne afin de consolider les mécanismes régaliens de décisions. Deux mois après l'assassinat de J. Khashoggi, la nomination au poste de conseiller à la sécurité nationale de l'ancien directeur du Cabinet royal et ministre d'État Musaid Al-Aïban, un proche du roi Salman et un haut fonctionnaire chevronné⁵⁷, et le renvoi de Saud Al-Qahtani, l'un des instigateurs pivots du système de répression discrétionnaire au service du prince, ont été des signes manifestes de la reprise en main par le roi d'une situation qui lui avait échappé ainsi qu'à ses proches conseillers.

Cette reprise en main des questions régaliennes les plus sensibles vise non seulement à rassurer la population saoudienne choquée par cette affaire (le royaume n'est pas par tradition un État policier où le pouvoir discrétionnaire fait force de loi) mais surtout à donner des garanties à la communauté internationale. Cette manœuvre est aussi un calcul politique destiné à sauver « la tête » de l'héritier. Si l'entourage d'amateurs qui conseillent le prince est la première cible du roi, MBS lui-même n'est pas menacé. Il a maintenu près de lui ses proches les plus fidèles qu'il a nommés à d'autres fonctions (Turki Al-Shaykh, Ahmad al-Khatib, Badr al-Asaker...) et s'est entouré d'un certain nombre de membres de la famille royale de sa génération et proches de lui (Abd al-Aziz Bin Turki Al

56. Pour la composition du nouveau remaniement ministériel et la nomination des gouverneurs et vice-gouverneurs de province et présidents d'autorités publiques, selon le décret royal du 26 décembre 2018, voir <https://www.arab-news.com/node/1426601/saudi-arabia> [consulté le 27 décembre 2018].

57. Selon une source qui officiait au ministère de l'Intérieur sous MBN, Musaid Al-Aïban n'appréciait pas le Dr Saad Al-Jabri en raison de ses compétences et de sa proximité avec MBN, qui faisait qu'il se sentait en danger. Proche du roi Salman, il s'est de fait rapproché de son fils, Mohammed, et semble être un conseiller écouté par ce dernier.

Faysal au ministère du Sport, Abdallah Bin Bandar, à la tête de la Garde nationale...).

Le modèle de gouvernance sous MBS s'apparente davantage à celui des régimes despotiques ou de l'idéal-type sultanique⁵⁸ décrit par Linz et Chalabi dans leur analyse des années de règne du chah d'Iran, entre 1963 et 1979, qualifié de « *petrolic despotism* ». De même, la « révolution blanche » de Mohammed Reza Chah consistant en une modernisation autoritaire de la société iranienne⁵⁹ offre une comparaison opportune avec l'approche *top down* privilégiée par le prince héritier saoudien pour transformer et moderniser son pays : il utilise les mêmes modes discrétionnaires, contribuant aussi à créer un sentiment de peur et à encourager le zèle de ses plus loyaux serviteurs.

L'affaire Khashoggi et, dans son prolongement, celle dénoncée par le Dr Saad Al-Jabri (voir p. 95) présentent de fortes similitudes avec le modèle plus contemporain des régimes despotiques très personnalisés⁶⁰ théorisé par Linz où les postes stratégiques sont attribués selon le degré de loyauté et de proximité avec le prince et non en fonction du niveau de compétences. En effet, les intimes de MBS sont choisis pour leur loyauté et n'hésitent pas à user de la violence si nécessaire pour soutenir leur patron selon des décisions personnelles arbitraires.

Comme me le confie l'un de mes interlocuteurs : « Les Saoudiens ne peuvent plus s'exprimer en toute confiance, la crainte prédomine. Les méthodes radicales de répression, que ce soit avec le cas Khashoggi, le Ritz-Carlton, les féministes en prison accusées de collusion avec "l'ennemi qatari ou turc", produisent une tension très forte et entretiennent un climat de suspicion généralisé conduisant à une forme de terreur. Seuls les

58. Juan Linz, Houchang E. Chehabi (eds.), *Sultanistic regimes*, Baltimore, John Hopkins University, 1998.

59. Homa Katouzian, « The Pahlavi Regime in Iran », dans Juan Linz, Houchang E. Chehabi, *Sultanistic Regimes, op. cit.*, p. 184-205.

60. Juan Linz, *Totalitarian and Authoritarian regimes*, Boulder, CO, Lynne Rienner Publishers, 2000.

jeunes qui sont insoucians, comme mes enfants, se satisfont de cette situation⁶¹. »

Les personnes interrogées en décembre 2018, encore en plein scandale de l'affaire Khashoggi, insistent sur les défaillances de l'entourage du prince quand ils évoquent son leadership.

61. Extrait d'un échange informel avec un contact lors de son passage en Europe au début de l'année 2019.

CONCLUSION

Quatre mois avant le lancement de la « vision 2030 » en Arabie saoudite, le prince Mohammed Bin Salman avait réservé l'exclusivité de l'annonce de son ambitieux plan de modernisation et de diversification économique de son pays à un média international réputé, *The Economist*. Ce choix avait été très critiqué sur les réseaux sociaux. Les Saoudiens rencontrés lors de ma mission exploratoire, en mai 2016, un an et demi après l'accession au trône du roi Salman, m'ont confié leur incompréhension. Pourquoi le projet ambitieux de transformer l'économie, la société et la vie dans leur pays était-il présenté en avant-première dans les médias anglo-saxons avant que les Saoudiens eux-mêmes aient été informés de son contenu ?

Ce choix s'est révélé caractéristique de la stratégie de communication du prince, qui impose le fait accompli et une image d'homme pressé. Il a pour ambition de réinventer le royaume et de façonner une Arabie saoudite nouvelle selon la « vision 2030 » et de faire de sa personne le pilier du système monarchique, à la place de la famille royale.

La transformation du contrat social, grâce auquel la dynastie Al Saoud, en s'arrogeant le monopole des circuits de redistribution de la rente et en se constituant des réseaux de clientèle au sein de la population, a prospéré depuis le premier boom pétrolier des années 1970, est au cœur de sa réforme. Jusque-là, c'est la redistribution directe qui faisait le lien entre les identités locales citadines, villageoises, tribales et régionales.

La sévère austérité qui s'installe dans le royaume, en raison de la forte baisse des prix du pétrole depuis le second semestre 2014, donne l'occasion au prince Mohammed, grâce au blanc-seing de son père, le roi Salman, de lancer la « vision 2030 ». Elle est conçue pour attirer des sources alternatives aux revenus du pétrole afin d'offrir de nouvelles opportunités de développement et d'emplois à la jeunesse du pays. Il mêle approche populiste et techniques de communication sur les diverses plateformes des

réseaux sociaux et le *gaming* pour capturer notamment le public des milléniaux et des plus jeunes adolescents.

En rendant irréversibles les changements destinés aux jeunes, il écrit une nouvelle page de l'histoire de la monarchie Al Saoud, où certains décèlent les signes de l'émergence de la 4^e étape étatique des Al Saoud (voir p. 84).

En s'imposant comme le nouveau centre autour duquel gravitent les princes qu'il coopte, tout en éliminant tout ce qui s'apparente à l'ancien régime : les princes seniors et leurs réseaux d'affaires, lors de l'opération Ritz-Carlton, le jeune Mohammed invente un nouveau modèle de légitimité. Contesté par une partie de ses pairs, il met en place une stratégie de rupture en ciblant la jeunesse pour en faire le socle de sa légitimité « populaire ».

MBS, en provoquant un choc culturel et identitaire chez les jeunes par sa stratégie de communication, a opéré une rupture générationnelle. L'étude a montré l'accueil enthousiaste que la jeunesse urbaine riyadote a réservé, au cours des deux premières années, à l'action modernisatrice du prince et l'attrait exercé par sa personnalité, vérifié dans les deux autres grandes conurbations du pays. Cette communication ciblée s'accompagne de la refondation d'un système éducatif destiné à former les jeunes Saoudiens aux principes et valeurs du « citoyen idéal », selon la conception de la « nouvelle Arabie » exaltée par le prince au travers d'un récit nationaliste inédit bien reçu chez les jeunes.

Il ressort de ces entretiens avec les jeunes Riyadotes une adhésion à la dynamique de la « vision 2030 » et à une société de loisirs adaptée à leur mode de vie, davantage qu'à son contenu. Néanmoins, j'ai montré dans cette étude que la stratégie de socialisation et de sensibilisation à cette « nouvelle Arabie » ciblant la jeunesse urbaine très connectée, vise aussi à tisser un lien et créer une identité culturelle générationnelle transcendant la cellule familiale et les appartenances plus larges, tribales.

Au-delà de l'approche autoritaire radicale et ultra-répressive qui caractérise la gouvernance de ce prince pressé, cette étude montre aussi qu'en élaborant une stratégie qui parie sur la jeunesse, MBS se projette sur le long terme, en procédant à la refonte

des programmes scolaires et des orientations professionnelles prioritaires pour formater la jeunesse à sa vision.

Néanmoins, la conduite des réformes selon un programme économique libéral se résume en réalité à utiliser le fonds souverain PIF, outil principal de la diversification et de la privatisation de l'économie, et à capter ses ressources financières. Il devient en fait le moteur d'une économie qui reste très étatisée et sous le contrôle direct du prince et de son cercle rapproché. Ce modèle de développement où le secteur privé est soutenu par l'État, en vigueur en Chine, à Singapour et aux Émirats arabes unis, a prouvé son efficacité. Cependant, le leadership saoudien est aujourd'hui à la croisée des chemins dans un contexte de transition fait d'effervescence, d'espairs mais aussi de doutes et de fortes tensions. À l'austérité, aggravée par la pandémie de Covid-19 et par la paralysie de l'économie mondiale, s'ajoute le désordre de l'environnement régional grevé par la désastreuse et très coûteuse guerre au Yémen.

Il semble en outre que MBS continue de consolider son pouvoir, en procédant à l'élimination systématique de ses adversaires. En témoigne une nouvelle vague d'arrestations, amorcée en mars 2020, avec l'emprisonnement des princes majeurs du clan al-Sudayri¹, son cousin, Mohammed Bin Nayef et son oncle, le prince Ahmad, et poursuivie le 30 août, avec l'arrestation du prince et général Fahd Bin Turki bin Abd-al-Aziz Al Saud², commandant des forces de la coalition au Yémen, et de son fils, le prince Abd-al-Aziz, vice-gouverneur de la province d'al-Jawf, et d'une dizaine d'officiers, accusés de corruption dans des projets touristiques majeurs du sud du pays. L'éviction du prince Fahd, haut gradé et réputé très compétent, à la tête du poste le plus sensible au sein des forces armées saoudiennes, responsable de la conduite des opérations

1. Le clan Sudayri est celui de son père et des sept fils nés de l'union du roi Ibn Saoud et de son épouse, Hussa Al-Sudayri : les rois Fahd et Salman, les princes héritiers Sultan et Nayef et les princes Ahmad (en prison), Abd-al-Rahman et Turki (décédés) ainsi que leurs descendants.

2. David Hearst, « [Saudi purge: Why Mohammed bin Salman can never rest](#) », *Middle East Eye*, 7 septembre 2020.

au Yémen, serait due en réalité à son désaccord avec le prince sur les conflits d'intérêts que pose, pour les intérêts nationaux saoudiens, la présence émiratie dans l'île de Socotra et à Aden dans le sud du Yémen.

La campagne anti-corruption se poursuit dans la continuité de l'opération Ritz-Carlton, avec 45 arrestations³ d'officiers et de hauts fonctionnaires des ministères de la Défense, de la Justice, des Transports et des Ressources humaines, le 14 décembre 2020. La guerre ratée au Yémen et le coût des réformes liées à la « vision 2030 » attestent de la tension et de l'instabilité du processus de transformation bureaucratique du pays.

Cinq ans après sa mise en place, la « vision 2030 » corrige et révisé ses objectifs trop ambitieux et inadaptés à des ressources humaines peu formées et inaptés à relever de tels défis structurels (voir 3^e partie). La double crise mondiale sanitaire et économique n'est pas propice à relancer les programmes d'envvergure engagés. En outre, le leadership du prince, compromis par une purge continue au sein de la haute fonction publique, notamment dans le domaine sécuritaire, et qui n'épargne pas sa propre famille, interroge et inquiète le monde, dont le nouveau président américain Joe Biden, élu en novembre 2020. Son administration compte, parmi ses membres principaux, le secrétaire d'État Anthony Blinken, le général Austin Lloyd, vétéran des guerres en Irak et en Afghanistan, à la tête du Pentagone, ou encore Jake Sullivan à la sécurité nationale et William Burns à celle de la CIA. Tous quatre ont servi dans l'administration Obama et sont de fins connaisseurs du Moyen-Orient et du Golfe⁴. Ils ont eu l'occasion de travailler avec l'ancien prince héritier saoudien et ministre de l'Intérieur déchu et incarcéré par le prince Mohammed Bin Salman.

Le prince peut, certes, compter sur la confiance de son père, mais l'âge avancé de celui-ci, les nombreux défis régionaux aux

frontières du royaume et les difficiles relations avec les États-Unis ajoutent à la complexité de la transformation du contrat social et de la difficulté à tenir les nombreuses promesses faites à la jeunesse qui l'en rendra, seul, comptable.

3. « [Saudi Arabia arrests 45 in fresh 'anti-corruption' campaign](#) », *The New Arab*, 16 octobre 2020.

4. Ritu Prasad, « [Biden cabinet: Does this new team better reflect America?](#) », *BBC News*, 17 décembre 2020.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- AARTS Paul, NONNEMAN Gerd (eds.), *Saudi Arabia in the Balance: Political Economy, Society, Foreign Affairs*, New York, New York University Press, 2006.
- AL-JABER Khaled, ELARESCHI Mokhtar, BARRIE Gunter (eds.), *Social Media in the Arab World Communication and Public Opinion in the Gulf States*, Londres, I.B. Tauris, 2016.
- AL-RASHEED Madawi (ed.), *Salman's Legacy. The Dilemmas of a new era in Saudi Arabia*, Londres, Hurst & Company, 2018.
- AYARI Michaël Béchir, GEISSER Vincent, *Renaissances arabes. 7 questions clés sur des révolutions en marche*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2011.
- BAYART Jean-François, MBEMBE Achille, TOULABOR Comi, *La politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, nouvelle éd. augmentée, 2008.
- Beblawi Hazem, Luciani Giacomo (eds.), *The Rentier State*, Londres, Croom Helm, 1987.
- BENNANI-CHRAÏBI Mounia, *Soumis et rebelles, les jeunes au Maroc*, Paris, CNRS Éditions, 1994.
- BONNEFOY Laurent, CATUSSE Myriam, *Jeunes arabes. Du Maroc au Yémen : loisirs, cultures et politiques*, Paris, La Découverte, 2013.
- BONNENFANT Paul (dir.), *La péninsule Arabique d'aujourd'hui*, t. II, Paris, CNRS, 1982.
- CHEHABI Houchang E., LINZ Juan, *Sultanistic Regimes* (ed.), Baltimore, Johns Hopkins University, 1998.
- CULL Nicholas, *Public Diplomacy: Lessons from the Past*, Center on Public Diplomacy, Los Angeles, CA, Figueroa Press, 2009.
- DA LAGE Olivier (dir.), *Nationalismes religieux au Moyen-Orient*, Paris, L'Harmattan, IREMMO, 2020.
- DAZI-HÉNI Fatiha, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2017 ; 2^e éd. actualisée, coll. Texto, 2018 ; 3^e éd., 2020.
- DAZI-HÉNI Fatiha, *Monarchies et Sociétés d'Arabie. Le temps des confrontations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.
- DAZI-HÉNI Fatiha, *La dîwâniyya : entre changement social et recompositions politiques au Koweït au cours de la décennie 1981-1992*, Paris, Sciences Po Paris, thèse de troisième cycle sous la direction de Rémy Leveau et Ghassan Salamé, 1996.
- DIECKHOFF Alain, JAFFRELOT Christophe, MASSICARD Élise (dir.), *Populismes au pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.
- GALLAND Olivier, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, collection U, 6^e éd., 2017.

- HERB Michael, *All in the Family: Absolutism, Revolution, and Democracy in the Middle Eastern Monarchies*, Albany, State University of New York Press, 1999.
- HERTOG Steffen, *Princes, Brokers, Bureaucrats. Oil and the State in Saudi Arabia*, Ithaca, Londres, Cornell University Press, 2010.
- KARL Terry Lyn, *The Paradox of Plenty. Oil Booms and Petro States*, Berkeley, CA, University of California Press, 1997.
- LACROIX Stéphane, *Les islamistes saoudiens : une insurrection manquée*, Paris, PUF, 2010.
- LINZ Juan, *Totalitarian and Authoritarian regimes*, Boulder, CO, Lynne Rienner Publishers, 2000.
- MARANGÉ Céline, QUSSARD Maud, *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Paris, PUF, 2021.
- MÉNORET Pascal, *Royaume d'asphalte. Jeunesse saoudienne en révolte*, Paris, La Découverte, 2016.
- MÜLLER Jan Werner, *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, traduit de l'allemand, Paris, Premier parallèle, 2016.
- RAMADY Mohammed A., *The Political Economy of Wasta: Use and Abuse of Social Capital Networking*, Cham, Suisse, Springer, 2016.
- THOMPSON Mark C., *Being Young, Male and Saudi. Identity and Politics in a Globalized Kingdom*, Cambridge, CUB, 2019.
- VASSILIEV Alexei, *The History of Saudi Arabia*, Londres, Saqi Books, 2000.
- ZAYANI Mohamed, *Digital Middle East: State and Society in the Information Age*, Londres, Hurst and Co, 2018.

Articles

- AL KAWARI Maryam, « Tribal Revival in the Gulf: A Trojan Horse or a Threat to National identities? » The London School of Economics and Political Science, *Middle East Blog*, 31 août 2018.
- AL OMRAN Ahmed, « [Lujain's conviction, Prominent Saudi activist to appeal jail sentence](#) », *Riyadh Bureau*, 30 décembre 2020.
- ALHUSSEIN Eman, « [New Saudi Textbooks Put Nation First](#) », The Arab Gulf States Institute in Washington (AGSIW), 17 octobre 2019.
- ALHUSSEIN Eman, « [One year on, Saudi Public Decency Law still meeting resistance](#) », AGSIW, 30 septembre 2020.
- ALHUSSEIN Eman, « [Saudi Arabia Champions "Moderate Islam", Underpinning Reform Efforts](#) », AGSIW, 15 décembre 2020.
- ALHUSSEIN Eman, « [Saudi First: How hyper-nationalism is transforming Saudi Arabia](#) », European Council of Foreign Relations, 19 juin 2019.
- ALHUSSEIN Eman, « [Vision 2030 in Saudi Peripheries: Modeling local identities](#) », ISPI, 10 septembre 2020.
- AL-KIBSI Gassan, WOETZEL Jonathan, ISHERWOOD Tom, KHAN Jawad, MISCHKE Jan, NOURA Hassan, [Moving Saudi Arabia's economy beyond oil](#), McKinsey Global Institute, 1^{er} décembre 2015.

- AL-RASHEED Madawi, « [Saudi Arabia's Mr Hashtag: Where is Saudi al-Qahtani?](#) », *Middle East Eye*, 3 septembre 2019.
- AL-SUWAYED Mohammed, « Saudi Bureaucrat's Incentives Jeopardize the Vision 2030 Implementation Plan », EGIC (Euro-Gulf Information Center), <https://www.egic.info/saudi-bureaucrats-jeopardize-vision> [consulté le 18 juin 2020].
- ARDEMAGNI Elonora (ed.), « [Saudi Arabia's peripheries in times of reform: the local puzzle](#) », ISPI, 10 septembre 2020.
- ARNOLD Tom, SHAMSEDDINE Reem, PAUL Kate, « [In Boost to Reform, Saudi Arabia's Cabinet Approves Bankruptcy Law](#) », Reuters, 18 février 2018.
- « [Biography: Yasir O. Al-Rumayyan](#) », Softbank Group [consulté le 2 décembre 2020].
- BLANCHARD Christopher M., [Saudi Arabia: Background and U.S. relations](#), Congressional Research Service Report, février 2020.
- BSHEER Rosie, « [How Mohammed bin Salman Has Transformed Saudi Arabia](#) », *The Nation*, 21 mai 2018, p. 1-27.
- CAREY Glen, NEREIM Vivian, CANNON Christopher, « [Sun, Sea and Robots: Saudi Arabia's Sci-Fi City in the Desert](#) », *Bloomberg*, 26 octobre 2017.
- COFMAN WITTES Tamara, RIEDEL Bruce, « [Order from chaos. Shuffling the deck chairs in Saudi Arabia](#) », Brookings, 28 décembre 2018.
- COURBAGE Youssef, « Le temps de la jeunesse arabe », *Le Monde diplomatique*, juin 2011.
- DAZI-HÉNI Fatiha, « [Arabie saoudite : entre crise du Covid-19 et guerre du prix du pétrole](#) », Brève stratégique, 3, IRSEM, 17 avril 2020.
- DAZI-HÉNI Fatiha, « La monarchie saoudienne et l'affaire Khashoggi », *Esprit*, 450, décembre 2018.
- DAZI-HÉNI Fatiha, « [Le Yémen, test de la nouvelle politique saoudienne](#) », *Orient XXI*, 13 avril 2015.
- DAZI-HÉNI Fatiha, « Mohammed Bin Salmane. La promesse d'une ère nouvelle », *Questions internationales*, 89, janvier-février 2018, p. 54-64.
- DIWAN Ishac, AKIN Tarik, « [Fifty years of Fiscal Policy in the Arab Region](#) », Working Paper 914, working paper series, Economic Research Forum, Gizeh, Égypte, mai 2015.
- ENGLAND Andrew, AL OMRAN Ahmed, « Saudi crown prince's inner circle vulnerable to shake up », *Financial Times*, 12 décembre 2018.
- « [Full transcript of Prince Mohammed bin Salman's Al Arabiya interview](#) », Al Arabiya News, 25 avril 2016.
- GARDNER Frank, « [Family of exiled top Saudi officer Saad al-Jabri 'targeted'](#) », BBC, 25 mai 2017.
- « Governance Model for Achieving Saudi Arabia's Vision 2030 », <https://vision2030.gov.sa/en/governance> [consulté le 20 octobre 2020].

- GRAND Stephen, WOLFF Katherine, [Assessing Saudi Vision 2030: A 2020 Review](#), Atlantic Council, Rafik Hariri Center For the Middle East, juin 2020.
- GRAVITAS DESK, « [Saudi Arabia carries out royal purge despite economic crisis, pandemic New Delhi](#) », Wion, 16 décembre 2020.
- HEARST David, « [Saudi purge: Why Mohammed bin Salman can never rest](#) », *Middle East Eye*, 7 septembre 2020.
- HERTOG Steffen, « [Challenges to the Saudi distributional state in the age of austerity](#) », LES Research Online, 12 décembre 2016.
- HERTOG Steffen, « [What would the Saudi Economy Have to Look Like to Be 'Post Rentier'?](#) », dans POMEPS, *The Politics of Rentier States in the Gulf*, Studies 33, 2019, p. 29-33.
<https://www.courthousenews.com/wp-content/uploads/2020/08/Aljabri-Complaint.pdf>
<https://www.pif.gov.sa/en/Pages/Boradmembers.aspx> [consulté le 20 novembre 2020].
- [Human Development Indices and Indicators](#), United Nations Development Programme, Human Development Reports, 2018.
- Interview de Andreas Schwer, CEO of SAMI, dans « [How can Saudi Arabia develop an indigenous defence industry?](#) », Defense News TV, 27 août 2018.
- JEREMY Laurence, « [Saudi Arabia's Bankruptcy Law Comes into Effect](#) », *Arabian Business*, 19 août 2018.
- KIENLE Eberhard, LOUËR Laurence (dir.), « Comprendre les enjeux économiques et sociaux des soulèvements arabes », *Critique internationale*, 61, Presses de Sciences Po, 2013/4.
- KINNINMONT Jane, « [To what extent is Twitter Changing Gulf Societies?](#) », Londres, Chatham House, février 2013.
- LACROIX Stéphane, « [En Arabie saoudite, modernisation de l'autoritarisme](#) », *Orient XXI*, 25 septembre 2017.
- LAW William, « [Gaming the Kingdom of Saudi Arabia](#) », 3 décembre 2020 [consulté le 10 décembre 2020].
- MABON Simon, « [Eastern Saudi Arabia: Is De-sectarianization a byproduct of Vision 2030?](#) », ISPI, 10 septembre 2020.
- MCCARTHY Niall, « [These countries have the biggest military budgets as a percentage of GDP](#) », World economic Forum, with the collaboration of Statista, 2 mai 2019.
- MONTAIGU Caroline, « Civil Society in Saudi Arabia: The Power and Challenges of Association », *The Royal Institute of International Affairs Research Paper, Middle East and North Africa Programme*, Londres, Chatham House, mars 2015.
- MOULINE Nabil, « Pouvoir et transition générationnelle en Arabie saoudite », *Critique internationale*, 46, 2010, p. 125-146.
- NABIL Sally, « [Awamiya: Inside Saudi Shia town devastated by demolitions and fighting](#) », *BBC News*, 16 août 2017.

- NAKASHIMA Ellen, BENSINGER Greg, « Former Twitter employees charged with spying for Saudi Arabia by digging into the accounts of Kingdom critics », *The Washington Post*, 6 novembre 2019.
- NEREIM Vivian, « [Saudi Arabia's most famous prisoners go silent during pandemic](#) », *Bloomberg*, 26 août 2020.
- OBAID Ruba, « [PIF unit makes Saudi Arabia's largest ever private military deal](#) », *Arab News*, 28 décembre 2020.
- PRASAD Ritu, « [Biden cabinet: Does this new team better reflect America?](#) », *BBC News*, 17 décembre 2020.
- « [40 Per Cent of Young Saudi Drug Addicts Taking Captagon](#) », *Arab News*, 28 octobre 2015.
- ROLL Stephan, « [A Sovereign Wealth Fund For the Prince. Economic Reforms and Power consolidation in Saudi Arabia](#) », SWP Research paper 8, Berlin, German Institute for International and Security Affairs, juillet 2019.
- SALAMA Samir, « [Average wage for Saudi government employees is SR 11.754, according to official statistics](#) », *GulfNews*, 7 décembre 2020.
- « [Saudi Arabia arrests 45 in fresh 'anti-corruption' campaign](#) », *The New Arab*, 16 octobre 2020.
- « [Saudi Arabian charity Misk acquires 33.3% stake in SNK](#) », *Gamasutra*, 7 mai 2021.
- « [Saudi Arabia's King Salman appoints new foreign minister in sweeping Cabinet reshuffle](#) », *Arab News*, 27 décembre 2018.
- SHECK Justin, JONES Rory, SAID Summer, « A prince's 500 Billion Desert Dream: Flying cars, Robot Dinosaurs and a Giant Artificial Moon », *The Wall Street Journal*, 25 juillet 2019.
- SFEIR Alain, MAKHAFAH Shahid, « [Saudi Arabia Issues a new Competition Law](#) », *Clyde&Co*, 2 avril 2019.
- SHAY Shaul, « [The Saudi Arabian Military Industries \(SAMI\)](#) », Herziliya Conference Papers, avril 2018 [consulté le 20 septembre 2020].
- THOMPSON Mark C., « Societal Transformation, Public Opinion and Saudi Youth: Views from an Academic Elite », *Middle Eastern Studies*, 53:2017, p. 834-857.
- THOMPSON Mark C., « The impact of globalization on Saudi male millennials identity narratives », *Asian Affairs*, 22 juillet 2019.
- « [Transcript: Interview with Muhammad bin Salman](#) », *The Economist*, 6 janvier 2016.
- WHITAKER Brian, « How the Middle East became an electronic battle ground », *HackerNoon.com*, 19 juin 2017.
- WINTOUR Patrick, « [Saudi Arabia: Detained former Saudi crown prince at risk after social media attack, say lawyers](#) », *The Guardian*, 4 décembre 2020.

Vidéo

<https://www.youtube.com/watch?v=0kt4fyZxsWc>

Références statistiqueswww.arabyouthsurvey.comwww.vision2030.orghttps://vision2030.gov.sa/sites/default/files/report/Saudi_vision2030_EN_2017.pdf<https://www.vision2030.gov.sa/download/file/fid/1319><https://www.stats.gov.sa/en/43> « Population estimates 2018, General Authority for Statistics, Saudi Arabia » [consulté le 26 septembre 2020].دراسة تقييم احتياجات سوق العمل السعودي, *Rapport d'évaluation des besoins du marché du travail saoudien*, Riyadh, Misk Academy, 2020.

Saudi Youth in Numbers. A report for International Youth Day 2020, Statistical Analysis and decision Support Center, General Authority for Statistics, août 2020.

ARABIE SAOUDITE**LE PARI SUR LA JEUNESSE DE MOHAMMED BIN SALMAN**

Dr Fatiha Dazi-Héni

Cette étude analyse la manière dont le prince saoudien Mohammed Bin Salman (MBS), désigné héritier du trône en 2017, met la jeunesse du royaume au cœur de son programme de transformation économique et sociale, la « vision 2030 ». À défaut de bénéficier du soutien de sa famille, hormis celui de son père, le roi Salman, qui lui confère une partie de sa légitimité, le prince choisit de s'appuyer sur le socle majoritaire de la population, la jeunesse. Il utilise l'enthousiasme que suscitent chez les jeunes urbains ses projets de réforme pour raffermir son pouvoir, grâce à une stratégie de communication fondée sur les nouvelles technologies. En prétendant incarner les aspirations de la jeunesse, MBS pose les jalons d'une nouvelle gouvernance, que nous étudions ici parallèlement aux perceptions et attentes d'une partie de la jeunesse urbaine saoudienne, les Riyadotes.

Au-delà de l'approche autoritaire ultra-répressive qui caractérise la gouvernance du prince, cette étude montre qu'en pariant sur la jeunesse urbaine connectée, MBS se projette sur le long terme. En réformant les programmes scolaires et les orientations professionnelles prioritaires et en promouvant un narratif nationaliste et un islam de la « juste voie », il se détourne du wahhabisme afin de formater la jeunesse à sa « vision 2030 ».